

DÉPARTEMENT DE PHILOSOPHIE ET D'ÉTHIQUE APPLIQUÉE
Faculté des lettres et sciences humaines
Université de Sherbrooke

VIOLENCE ET CONTESTATION SOCIALE
Le respect de la diversité des tactiques en tant que norme organisationnelle solidaire

Par Vincent BEAULIEU

Sous la direction de François CLAVEAU et Bruce GILBERT

Sherbrooke
Août 2019

Remerciements

J'aimerais tout d'abord remercier François Claveau et Bruce Gilbert, vos différents styles d'encadrement ont apporté un équilibre entre confiance et humilité dans le développement de mon autonomie. Je remercie également tous mes camarades et amis contestataires qui ont contribué à l'avancement de mes recherches dans un milieu souvent amnésique de son passé. Un merci tout particulier à Étienne, qui a été là tout au long du processus pour répondre à mes incertitudes et mes élans de vulnérabilité. Merci à No, compagne dans la lutte comme dans la vie, je ne pourrai jamais exprimer toute la gratitude que j'ai pour ton soutien irremplaçable ainsi que pour tous les sacrifices que tu a fait au long du parcours.

Table des matières

| | |
|---|-----------|
| Remerciements | I |
| Table des matières | II |
| Résumé | IV |
| 1. Introduction | 6 |
| 1.1. Problématique | 8 |
| 1.1.1. Des exemples d'ambiguïté | 10 |
| 1.1.2. Désobéissance civile | 12 |
| 1.2. Objectif et méthodologie du mémoire | 14 |
| 1.3. Qu'est-ce que le respect de la diversité des tactiques? | 17 |
| 2. Efficacité | 18 |
| 2.1. Le principe | 18 |
| 2.2. Les arguments | 19 |
| 2.2.1. Gestion efficiente | 19 |
| 2.2.1.1. Gérer l'incontrôlable | 21 |
| 2.2.1.2. Gérer l'inconnu | 22 |
| 2.2.2. Effectivité augmentée | 25 |
| 2.2.2.1. L'imprévisible diversité | 26 |
| 2.2.2.2. La complémentarité des tactiques | 27 |
| 2.2.2.3. Le flanc radical | 29 |
| 2.3. À retenir | 31 |
| 3. Droit à la révolte | 34 |
| 3.1. Le principe | 34 |
| 3.2. L'argument | 37 |
| 3.2.1. La relativité de la violence | 37 |
| 3.2.1.1. Relativité contextuelle | 39 |
| 3.2.1.2. Relativité définitionnelle | 44 |
| 3.3. À retenir | 49 |
| 4. Antiautoritarisme | 51 |
| 4.1. Le principe | 52 |
| 4.2. L'argument | 53 |
| 4.2.1. Décentralisation | 54 |
| 4.2.1.1. Autonomie | 57 |
| 4.2.1.2. Préfiguration | 63 |
| 4.2.1.3. Contrôler (ou ne pas contrôler) l'action collective | 68 |
| 4.3. À retenir | 71 |
| 5. Solidarité | 73 |
| 5.1. Le principe | 73 |
| 5.2. L'argument | 76 |
| 5.2.1.1. Respect | 79 |
| 5.2.1.2. Unité plurielle | 82 |
| 5.3. À retenir | 92 |
| 6. Conclusion | 93 |

| | |
|---|------------|
| 7. Annexes | 98 |
| Annexe 1 : Index des définitions de principes et concepts | 98 |
| Annexe 2 : Structure théorique du respect de la diversité des tactiques..... | 99 |
| 8. Bibliographie..... | 100 |

Résumé

La contestation sociale mène souvent à l'agglomération non préméditée de diverses revendications et moyens de contestation, ce qui peut entraîner des conflits au sein d'un mouvement. Au tournant du 21^e siècle, une norme organisationnelle émerge du mouvement antimondialisation/altermondialiste; le respect de la diversité des tactiques (RDT). Cette norme se présente comme une alternative aux débats sur l'usage de moyens violents dans la contestation en prônant une solidarité dans la multiplicité des méthodes, qu'elles soient violentes ou non. Suite à son émergence, le RDT s'est popularisé dans certains milieux activistes, plus particulièrement dans les réseaux antiautoritaires, sans toutefois faire l'objet d'une analyse rigoureuse. L'objectif du présent mémoire est d'offrir une interprétation du RDT via un défrichage conceptuel non essentialiste. La recherche effectuée mène à l'identification de trois caractéristiques principales au RDT : il s'agit d'une norme organisationnelle, une norme de regroupements et une norme de transformation. Les résultats de la recherche suggèrent qu'un mouvement de contestation sociale respecte la norme du RDT si et seulement si : 1. l'usage de la violence n'est pas unilatéralement interdit; 2. aucun groupe ou organisation n'impose de ligne de conduite sur l'ensemble des agents contestataires dans les événements ouverts à toutes et tous; 3. aucun groupe ou organisation ne condamne publiquement les agissements des autres agents contestataires. Cette définition de la norme organisationnelle peut être justifiée en fonction des principes du droit à la révolte, de l'antiautoritarisme et de la solidarité. En conclusion, le RDT n'est pas une solution miracle pour la coordination des mouvement contestataires mais il a le potentiel d'ouvrir des discussions réflexives et critiques concernant les moyens de la contestation sociale.

Mots clés : Contestation sociale, violence, non-violence, diversité, tactiques, solidarité.

Pour Alix,

Puisses-tu faire des erreurs qui soient différentes de celles commises par ceux et celles qui te précèdent.

1. Introduction

Un débat concernant les moyens utilisés pour lever les cours et assurer le respect du mandat de grève s'éternise dans une assemblée générale d'une association étudiante. Un conflit émerge entre des manifestant-e-s suite à une vitrine brisée par un contingent de *black block*. Un comité exécutif d'une coalition citoyenne n'arrive pas à s'entendre sur la position à défendre dans les médias concernant les casseurs. Un regroupement de défense environnementale se questionne sur l'exclusion d'une faction radicale. La page web d'un évènement de résistance symbolique est inondée d'un flux de commentaires concernant la ligne directrice de non-violence de celui-ci.

L'une ou l'autre de ces situations est probablement familière pour quiconque s'est déjà impliqué dans un mouvement contestataire. Elles résultent pour la plupart de l'agglomération non préméditée de revendications et de moyens de contestation divers qui, dans bien des cas, semblent être incompatibles entre eux. L'archétype de cette incompatibilité peut être illustré par les figures du *réformiste pacifique* et de l'*émeutière radicale*. Le réformiste pacifique se mobilise dans la contestation avec l'intention de rectifier une problématique sociale spécifique et contingente, il ne vise pas une restructuration complète de l'ordre socio-politique dans lequel il se trouve en fonction qu'il juge celui-ci satisfaisant ou inévitable. Ses actions demeurent généralement dans la sphère de la légalité, à l'exception de certaines actions de désobéissance civile publiques et non violentes, afin d'assurer la légitimité de sa contestation. À l'opposée, l'émeutière radicale se mobilise dans la contestation lorsque celle-ci adresse une problématique pouvant être reliée à une injustice systémique. Son objectif n'est pas seulement d'obtenir une rectification spécifique concernant la problématique à l'origine du mouvement, puisqu'elle juge que cette problématique est simplement la conséquence d'une structure sociale oppressive. Ses actions sortent fréquemment de la sphère légale puisque les lois sont issues de la même structure sociale qu'elle considère comme illégitime. Ces deux figures incarnent en quelque sorte les débats récurrents concernant l'usage de la violence dans la contestation sociale.

Au tournant du 21e siècle, le mouvement antimondialisation/altermondialiste – qui a émergé au milieu des années 90 – voit les débats sur la légitimité de l’usage de la violence devenir centraux dans l’organisation de ses événements. Ce mouvement est d’abord en réaction à une montée de la mondialisation néolibérale, associée à une diminution de l’intervention de l’État, une ouverture des frontières au libre marché et une privatisation des services ¹. Le mouvement n’est toutefois pas seulement en opposition à la mondialisation, mais plutôt en faveur d’un autre type de mondialisation, d’où le nom *altermondialiste*². Ce mouvement a la particularité de regrouper une multitude de groupes et d’événements prenant place simultanément sur plusieurs continents, c’est d’ailleurs pourquoi il est également nommé *le mouvement des mouvements*³. Comme il s’agit d’un mouvement pluriel, il est difficile d’identifier un événement précis comme étant le premier de cette mobilisation. Certains membres du mouvement considèrent le soulèvement du EZLN (*Ejército Zapatista de Liberación Nacional* ou l’armée zapatiste de libération nationale), du premier janvier 1994, comme étant l’avènement d’une nouvelle ère de contestation qui culminerait avec le mouvement antiglobalisation/altermondialiste ⁴. Si on s’écarte de la recherche d’un événement fondateur, il est consensuel d’identifier les manifestations à l’occasion d’une rencontre de l’Organisation mondiale du commerce à Seattle comme un point tournant pour le mouvement. Les manifestations de novembre 1999 à Seattle, aussi appelées *Bataille de Seattle*, ont été le point de rassemblement d’une multitude de groupes différents aux tactiques divergentes. Seattle fut alors le théâtre de plusieurs confrontations, entre les groupes manifestants et les forces de l’ordre, ainsi qu’entre les agents contestataires eux-mêmes, dégénérant en émeute. Dans cette confusion générale, certains groupes non violents (réformiste pacifique) tentaient d’empêcher les groupes violents (émeutière radicale) de s’attaquer à des vitrines en formant des chaînes humaines devant de grands

¹ Fuchs, « Antiglobalization | Social Movement ».

² Graeber, *Fragments of an Anarchist Anthropology*.

³ Fuchs, « Antiglobalization | Social Movement ».

⁴ Notes From Nowhere, *We Are Everywhere: The Irresistable Rise of Global Anticapitalism*; Graeber, *Fragments of an Anarchist Anthropology*.

magasins comme Nike, McDonald et Gap⁵. D'autres (réformiste pacifique) allaient directement dénoncer les casseurs (émeutière radicale) aux agents de police sur place⁶. La majorité des groupes organisateurs et organismes non-gouvernementaux ont par la suite dénoncé publiquement les actes de violence perpétrés pendant l'émeute. Après la Bataille de Seattle, les réflexions et débats se sont succédés sur les plateformes web du mouvement antimondialisation/altermondialiste concernant la violence dans la contestation. Il s'agit d'ailleurs du premier mouvement de contestation dont les communications se sont principalement faites sur internet⁷.

Dans le cadre de l'organisation de la contestation du Sommet des Amériques à Québec en 2001, la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC) et le Comité d'accueil du sommet des Amériques (CASA) proposent une norme organisationnelle⁸ visant des événements spécifiques ou des mouvements en général; le respect de la diversité des tactiques (RDT)⁹. Le RDT se présente alors comme une alternative aux débats sur l'usage de moyens violents dans la contestation en prônant une solidarité dans la multiplicité des méthodes, qu'elles soient violentes ou non. Cette stratégie s'est ensuite popularisée dans certains milieux activistes, plus particulièrement dans les réseaux antiautoritaires.

1.1. Problématique

À l'image du débat sur l'usage de la violence d'où il émerge, le RDT suscite généralement de fortes réactions spontanées. Ces réactions sont autant positives que négatives. Certaines personnes vont percevoir le RDT comme une norme bénéfique qui permet aux agents d'avoir une liberté d'action ou qui évite que l'organisation de la contestation soit principalement composée de débats irréconciliables concernant les tactiques. D'autres y

⁵ Hurl, « Anti-Globalization and "Diversity of Tactics" ».

⁶ Conway, « Civil resistance and the diversity of tactics in the anti-globalization movement ».

⁷ Fuchs, « Antiglobalization | Social Movement ».

⁸ Dans ce contexte, une norme organisationnelle concerne la façon dont les différents agents contestataires se coordonnent entre eux dans l'action collective.

⁹ Dupuis-Déri, *Les black blocs*.

verront un laisser-aller chaotique ou un moyen simpliste d'éviter d'avoir à justifier l'usage de tactiques violentes. Comme les réactions spontanées ne sont pas adéquate pour une compréhension approfondie, il est essentiel de les dépasser avant de pouvoir évaluer rigoureusement le RDT. Avant de pouvoir ajouter de la profondeur à notre compréhension du RDT, on doit d'abord être en mesure de le définir. Or, le RDT n'est pas conceptuellement explicite: de quelle façon s'articule le *respect*, dans une *diversité* au sens large, de *tactiques* non définies? Ensuite, une compréhension détaillée doit inclure une articulation claire des justifications pour le RDT, afin de prendre en compte les motifs de son application dans l'évaluation globale de la norme.

Depuis sa création jusqu'à aujourd'hui, le RDT a été revendiqué à plusieurs reprises, par plusieurs groupes et à travers plusieurs vagues d'activisme. Toutefois, la définition et la justification de la norme demeurent ambiguës. Au moment de son apparition en 2001, le RDT constitue un des principes fondamentaux de la CLAC et du CASA, des groupes libertaires québécois créés à l'occasion du sommet des Amériques. Par contre, ces principes fondamentaux ne précisent pas la signification du RDT. La CLAC de l'époque, tout comme son héritière idéologique contemporaine CLAC-Montréal, affirme que le RDT supporte l'utilisation d'une variété d'initiatives créatives allant de l'éducation populaire à l'action directe et la désobéissance civile¹⁰. Autrement dit, le RDT comprendrait un spectre d'actions se situant entre *douces* (l'éducation populaire) et *dures* (l'action directe et la désobéissance civile). Bien que cet élément aide à la compréhension du RDT, il ne constitue pas une définition satisfaisante en soi; on ne sait toujours pas comment s'articule le *respect* entre les diverses tactiques. De plus, la vaste étendue de possibilité d'action couverte par le RDT ouvre la porte à de multiples objections puisque celles-ci ne semblent pas être circonscrites d'une quelconque façon. Ce manque de précision qui contribue à l'ambiguïté de la signification du RDT et semble en faire une norme plutôt

¹⁰ Milstein, « Solidarity, as Weapon and Practice, versus Killer Cops and White Supremacy (Revised Version) »; CLAC-Montréal, « Base d'unité de la CLAC ».

difficile à défendre n'est pas seulement attribuable à la CLAC et au CASA; les exemples se succèdent au fil de différentes mobilisations.

1.1.1. Des exemples d'ambiguïté

L'année suivant le sommet des Amériques de Québec, se tient le sommet du G8 à Kananaskis en Alberta. Un contre-sommet est organisé par des membres du mouvement antimondialisation/altermondialiste à Calgary en invoquant le RDT comme une des normes organisationnelles de l'évènement. L'organisation du contre-sommet invoque le RDT et l'anticapitalisme comme les principes directeurs de l'évènement, sans toutefois préciser la signification de la norme ni les raisons qui justifient son adoption¹¹.

En 2006, l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) revendique le RDT comme un de ses principes : « Que notre compréhension et notre application du principe de la diversité des tactiques s'insèrent dans une optique d'escalade des moyens de pression : que toute tactique n'est pas bonne à utiliser à tout moment, mais qu'une diversité de tactiques est nécessaire à l'instauration d'un rapport de force avec le gouvernement, chacune en son temps. »¹². Cette version du RDT semble être encadrée par l'idée du contexte approprié. Autrement dit, une action serait justifiable en fonction du contexte de son occurrence. Par exemple, l'autodéfense ou le *Stand-Your-Ground Law* est employé dans certains pays, comme les États-Unis, pour justifier le meurtre d'un intrus. En revanche, la notion de contexte approprié introduit plus de questionnements qu'elle n'apporte d'éléments de clarification : qui doit déterminer le *bon* moment pour chaque tactique et par quel moyen? De plus, y a-t-il des balises qui limitent l'utilisation de certaines tactiques dans l'escalade des moyens de pression? D'autre part, le lien de nécessité entre la diversité des tactiques et l'instauration d'un rapport de force qui est mis de l'avant dans la version de l'ASSÉ du RDT est questionnable. Le fait d'avoir une

¹¹ Hurl, « Anti-Globalization and "Diversity of Tactics" »; Keefer, « The Anti-G8 Protests in Calgary: Some Contributions to a Critique of the Anti-Globalization Movement ».

¹² ASSÉ, « Cahier des revendications de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ) », p.60.

diversité de tactiques n'est vraisemblablement pas essentiel à l'établissement d'un rapport de force avec un gouvernement : l'utilisation d'une seule tactique (comme un embargo économique ou une menace militaire) peut aisément établir un rapport de force. Ainsi, cette revendication du RDT n'offre ni une définition claire de la norme ni une justification solide pour son application.

En 2009, pour le sommet du G20 à Pittsburgh, le groupe *Pittsburgh G-20 Resistance Project* adopte, avec d'autres groupes planifiant le contre-sommet, les *Pittsburgh Principles*. Ces principes en cinq points revendiquent une fois de plus le RDT sans spécifier si la diversité des tactiques est balisée par une limite (ex. l'assassinat de l'ensemble des forces policières est-il exclu des tactiques admises ?). Par contre, les principes de Pittsburgh offrent une précision de l'articulation de la notion de respect dans la norme : «As individuals and groups, we may choose to engage in a diversity of tactics and plans of action, but are committed to treating each other with respect.»¹³. Le respect du RDT concernerait donc les activistes entre eux. Cette conception est présente dans chacun des cinq points. On y spécifie que les groupes et individus signataires s'engagent à coordonner leurs actions pour s'assurer que des *tactiques divergentes* n'aient pas lieu en simultanée, de ne pas prendre la parole publiquement au nom de l'ensemble des protestataires mais bien en son propre nom ou au nom de son organisation, de ne pas condamner les tactiques des autres, de ne pas faciliter l'arrestation de manifestants et de respecter les communautés pauvres et de la classe ouvrière qui habitent les lieux de l'évènement. Cette explicitation de la notion de respect dans le RDT offre un élément justificatif : on devrait appliquer le RDT puisque cette norme prône la solidarité au sein d'un mouvement. Or, des ambiguïtés persistent : comment s'opère le respect et la solidarité entre des partisans de tactiques divergentes et possiblement contradictoires (par exemple : entre un *sit-in* menant à l'arrestation volontaire et la confrontation physique avec les forces de l'ordre)?

¹³ Resist G20, « Pittsburgh Principles ».

Lors du mouvement *Occupy Wal Street* en 2011, le *Direct Action Committee* élabore et diffuse une marche à suivre pour les actions du mouvement; celle-ci comprend un appel au RDT. Cette fois, le RDT est encadré par une interdiction de provoquer les forces de l'ordre à l'aide de violence physique et de considérer les répercussions sur l'ensemble du groupe avant d'aller de l'avant avec une action¹⁴. Toutefois, malgré ces balises, le RDT demeure une norme ambiguë pour ce qui est des tactiques impliquées, ce qui complique la compréhension du respect de cette diversité (en gardant en tête que la norme revendique dans son sens large une cohabitation entre l'éducation populaire et l'assassinat de masse).

En 2013, au début du mouvement *#blacklivesmatter* aux États-Unis, le site internet du même nom revendique le RDT¹⁵, et le *BlackOUT Collective*, un collectif d'Oakland émergeant du même mouvement en fait autant¹⁶. Encore une fois, le RDT est invoqué au sens large, sans précision supplémentaire.

Ces utilisations ambiguës de la norme favorisent la multiplication de théories contradictoires parmi les activistes concernant le RDT : ex. le RDT serait un moyen d'imposer les tactiques des réformistes pacifiques aux dépens des autres¹⁷ tout comme il serait un moyen d'imposer les tactiques des émeutières radicales aux dépens des autres¹⁸.

1.1.2. Désobéissance civile

Par contraste, la désobéissance civile (autre norme organisationnelle souvent employée dans la contestation sociale) est davantage établie et repose sur plusieurs travaux philosophiques de définition. La première théorisation de la désobéissance civile est attribuée à Henry David Thoreau et à son texte de 1849 : *Civil Disobedience*. Le philosophe

¹⁴ Schneider, « What "diversity of tactics" really means for Occupy Wall Street ».

¹⁵ McKitterick, « Frustration Lies Behind "Black Lives Matter" ».

¹⁶ Figueroa, « Meet the Badass Activist Collective Bringing Direct Action Back to Black Communities ».

¹⁷ Rancourt, « Against diversity of tactics, in support of direct action ».

¹⁸ Duhamel et Martin, « Diversity of Tactics ».

américain revendique la norme pour expliquer son refus de payer ses impôts au gouvernement du Massachusetts ; un refus qui mène à son emprisonnement. Le terme *civil disobedience* est une référence à William Paley et à son chapitre intitulé *The Duty of Submission to Civil Government Explained*, dans lequel il parle du devoir moral à l'obéissance civile¹⁹. Thoreau était en désaccord avec la guerre américano-mexicaine et l'esclavagisme aux États-Unis, et il reprochait à l'État du Massachusetts de participer à ces deux injustices. Il refusait de payer l'impôt perçu par l'État puisqu'il jugeait que les fonds publics servaient à commettre des injustices, ce qui représentait à son sens une action directe de contestation. Pour lui, lorsqu'un citoyen juge qu'une loi le force à commettre ou à participer à une injustice, le citoyen a le devoir moral d'enfreindre immédiatement cette loi tout en s'assurant de ne pas commettre les mêmes fautes qu'il condamne par sa contestation. Selon Thoreau, l'évaluation de la justice est une question d'intuition et aller à l'encontre de sa conscience morale serait aussi répréhensible que d'infliger des lésions à autrui : « But even suppose blood should flow. Is there not a sort of blood shed when the conscience is wounded? Through this wound a man's real manhood and immortality flow out, and he bleeds to an everlasting death. »²⁰. La désobéissance civile a ensuite été l'objet de plusieurs définitions et analyses, notamment par le philosophe américain John Rawls. En fonction de la vision défendue par ce dernier, la désobéissance civile repose sur quatre grands principes : « Civil disobedience is a public, non-violent and conscientious breach of law undertaken with the aim of bringing about a change in laws or government policies. »²¹. Contrairement au RDT, il est assez aisé de donner une définition générale de la désobéissance civile : une action de contestation publique et non violente visant une loi ou une politique spécifique et motivée par un sentiment d'obligation morale.

Depuis son apparition au début du siècle, et malgré la perte de popularité du mouvement altermondialiste/antimondialisation d'où il émerge, le RDT a continué d'être revendiqué

¹⁹ Paley, *The Principles of Moral and Political Philosophy*.

²⁰ Thoreau, « Walden. 1854 », p.172.

²¹ Brownlee, « Civil Disobedience ».

par plusieurs groupes contestataires comme une norme organisationnelle valide. Pourtant, il semble que plusieurs questionnements concernant le RDT demeurent : y a-t-il un encadrement du choix des tactiques admises? Pourquoi est-ce préférable d'adopter le RDT comme norme organisationnelle? Comment concevoir le respect entre des tactiques opposées? Les ambiguïtés persistantes concernant la définition du RDT (en particulier vis-à-vis l'usage de la violence) et les lacunes dans sa justification en font une norme difficile à évaluer, ce qui semble de prime abord la condamner.

1.2. Objectif et méthodologie du mémoire

Les sociétés se transforment politiquement au moyen de plusieurs mécanismes. Ces mécanismes sont étudiés par plusieurs disciplines, dont la science politique et la philosophie politique. On attribue généralement un rôle majeur à la société civile dans le processus de transformation politique²², auquel elle participe via des mécanismes institutionnels comme les élections, les commissions parlementaires, les tables de concertation, ou encore par des moyens non institutionnels et moins structurés tels que les mouvements de contestation sociale. Ces derniers ont généralement pour objectif de remettre en cause la légitimité d'une décision politique, d'un fonctionnement de l'appareil public ou encore d'un gouvernement au complet, perçu comme étant la source ou un élément contribuant à une injustice.

Les mouvements sociaux sont un phénomène complexe et constituent un champ de recherche en soi²³. De façon générale, ils sont compris comme étant un regroupement de différents acteurs de la société civile (ex. associations citoyennes, groupes communautaires, syndicats, etc.) ayant une ou des cibles partagées vers lesquelles ils dirigent leur contestation. La structure organisationnelle de ces mouvements est typiquement décrite comme étant une polyarchie, c'est-à-dire une structure ayant

²² Cohen et Arato, « Social Movements and Civil Society »; OECD, *Evaluating Public Participation in Policy Making*.

²³ Della Porta et Diani, *Social Movements*.

plusieurs centres décisionnels qui correspondent aux différents acteurs de la société civile. Les mouvements de contestation ont aussi la particularité de compter des membres individuels de la société civile dans leur mobilisation, dont la participation est souvent spontanée, ce qui participe à la complexité de leur composition. Ainsi, la coordination de tels mouvements implique des défis de taille puisqu'elle concerne la mise en commun de revendications et de moyens de contestation divers qui sont souvent perçus comme incompatibles entre eux.

Bien que l'on puisse retrouver des allusions à un respect de la diversité des tactiques chez des activistes comme Léon Trotsky²⁴ ou Malcom X²⁵, le RDT est une norme organisationnelle qui est relativement nouvelle dans l'histoire des mouvements de contestation sociale. Son apport ne se situerait pas tant dans la notion de diversité des tactiques, puisque la présence de cette diversité dans la contestation sociale est beaucoup plus vieille que la norme²⁶, mais plutôt dans la façon dont les agents employant des tactiques divergentes peuvent coopérer. De plus, le RDT ne semble pas avoir attiré beaucoup d'attention dans les recherches en sciences humaines, à l'exception de Francis Dupuis-Déri²⁷ et David L'écuyer²⁸.

L'objectif de la recherche menant au présent mémoire est de répondre à la question suivante : Comment comprendre le RDT? Pour ce faire, un travail d'analyse a été effectué sur les différentes définitions incomplètes déjà existantes ainsi que sur les arguments et principes qui se retrouvent dans les discours concernant le RDT. En conformité avec la philosophie pratique, la recherche s'est d'abord concentrée sur la littérature provenant du milieu activiste (c.-à-d. elle a comme point de départ la pratique) afin d'en extraire le

²⁴ Mandel, « Trotsky's Conception of Self-Organisation and the Vanguard (1989) ».

²⁵ Lorenzo, « About ».

²⁶ Cunningham et Beaulieu, « Dissent, Repression and Inconsistency ».

²⁷ Dupuis-Déri, *Les black blocs*; Dupuis-Déri, « Retour sur la diversité des tactiques »; Dupuis-Déri, « Penser l'action directe des Black Blocs ».

²⁸ L'écuyer, « «PACIFLICS», DIVERSITÉ DES TACTIQUES ET CONTRE-ATTAQUES FÉMINISTES : ANALYSE DES ALTERCATIONS ENTRE MANIFESTANT-E-S DURANT LA GRÈVE ÉTUDIANTE QUÉBÉCOISE DE 2012 ».

contenu philosophique, de le clarifier et de proposer une définition de la norme qui soit rigoureuse, compréhensible et cohérente avec son contexte d'émergence et d'utilisation. Cette définition n'a pas la prétention d'être l'unique définition acceptable, considérant qu'une expression peut être définie de diverses façons, ni de constituer une justification suffisante pour l'adoption du RDT en soit. Le but derrière cette définition est de contribuer à une réflexion systématique et d'articuler une piste de développement pour la justification du RDT. L'approche choisie ici est donc celle d'une clarification conceptuelle non essentialiste²⁹.

Comme le RDT émerge d'un milieu plutôt externe au monde académique, une partie de la littérature couverte est issue de sources non académiques (ex. manifestes et dépliants, sites internet d'organisations contestataires, articles de blogues activistes). Le choix de ces sources a été fait en fonction de l'importance de celles-ci dans les milieux revendiquant le RDT (c.-à-d. les sources les plus citées dans les blogues et journaux militants, les auteur-e-s et activistes invité-e-s à des conférences, etc.). Les arguments retenus ont ensuite été analysés, à la recherche de principes sur lesquels ces derniers peuvent s'appuyer. Le travail de recherche compte également une analyse des relations entre les différents principes afin de vérifier leur compatibilité conceptuelle. De plus, les concepts mobilisés par les activistes ont aussi dû être définis et précisés afin d'être intégrés à un corpus cohérent et compréhensible. Toutefois, dans le but de faciliter la lecture du mémoire, celui-ci est organisé de façon à présenter d'abord les principes, suivi des arguments qui leur correspondent. Les définitions des concepts sont pour leur part insérées dans des encadrés au fil du texte aux endroits où ils sont utilisés pour la première fois. On retrouve un index de ceux-ci en annexe.

²⁹ Rolfe, « Nonessentialism ».

1.3. Qu'est-ce que le *respect de la diversité des tactiques*?

La recherche effectuée pousse à conclure de façon préliminaire que le respect de la diversité des tactiques est une norme organisationnelle qui peut être adoptée principalement par des regroupements et des coalitions contestataires et qu'on peut considérer qu'un mouvement de contestation sociale respecte la norme du RDT si et seulement si :

- L'usage de la violence n'est pas unilatéralement interdit;
- Aucun groupe ou organisation n'impose de ligne de conduite sur l'ensemble des agents contestataires dans les événements ouverts à toutes et tous;
- Aucun groupe ou organisation ne condamne publiquement les agissements des autres agents contestataires.

Cette définition de la norme organisationnelle peut être justifiée en fonction de trois principes identifiés en cours de recherche; le droit à la révolte, l'antiautoritarisme et la solidarité. Trois arguments découlent de ces principes. Un autre principe, le principe d'efficacité, a aussi été identifié dans les discours mobilisés par le RDT. Cependant, ce principe ne semble pas constituer une voie ayant un fort potentiel pour la justification de la norme organisationnelle. L'analyse du principe d'efficacité est tout de même présentée malgré le fait que ce dernier n'est pas inclus dans la définition du RDT proposée.

Pour présenter l'analyse de la norme, le mémoire se découpe en quatre chapitres portant chacun sur un des principes mobilisés par le RDT, en débutant par le principe rejeté : l'efficacité. À l'intérieur de ces chapitres se trouve d'abord une présentation et une définition du principe suivi par une analyse de l'argumentaire qui le mobilise. Dans le but de faciliter la lecture, les questionnement et critiques des arguments sont identifiés au moyen de paragraphes en italique. Au terme de l'analyse, une sous-conclusion expose les éléments jugés importants à retenir pour la compréhension du RDT ainsi que pour nourrir une réflexion plus générale concernant les moyens de la contestation sociale.

2. Efficacité

Les mouvements de contestation sociale prennent forme avec l'objectif d'apporter des changements vis-à-vis une décision politique, un fonctionnement de l'appareil public, la composition d'un gouvernement ou encore la structure sociale au complet. Ayant l'atteinte de ces objectifs comme élément motivateur central à la mobilisation, la question de l'efficacité des méthodes employées est généralement au cœur des discussions concernant l'organisation de la contestation. C'est dans ces discussions que le respect de la diversité des tactiques est généralement introduit pour la première fois auprès des agents contestataires néophytes. Lors de l'émergence du RDT entre 2000 et 2001, le mouvement antimondialisation/altermondialiste était à son apogée en termes de nombre et de notoriété. Pourtant, peu de temps auparavant, en novembre 1999 à Seattle au É-U, ce même mouvement semblait être incapable de s'entendre sur les stratégies à adopter. C'est dans ce contexte que le RDT fut présenté et adopté par plusieurs agents contestataires.

2.1. Le principe

Les définitions des termes efficacité, efficience et effectivité sont parfois entremêlées, mais elles se rattachent généralement à l'atteinte d'un objectif. L'efficacité peut être définie dans sa forme la plus simple comme étant le « rapport entre les résultats obtenus et les objectifs fixés. »³⁰, ou « l'adéquation des moyens choisis et appliqués en vue d'atteindre une fin. »³¹. On peut distinguer l'efficience de cette dernière puisqu'elle concerne plus particulièrement le « rapport entre les résultats obtenus et les ressources utilisées pour les atteindre. »³². Finalement, l'effectivité peut se rapporter à « ce qui devient réalité »³³. L'efficacité n'est pas seulement un terme descriptif, elle peut aussi être instituée en principe : « [...] l'efficacité est une vertu, un art de choisir et d'agir,

³⁰ Office québécois de la langue française, « efficacité ».

³¹ Pieret, « Efficacité et efficience selon François Jullien », p.1.

³² Office québécois de la langue française, « efficience ».

³³ Government of Canada, « Effectif, Ive / Effectivité / Efficace / Efficacité / Efficience / Efficient, Ente - Entrées Comménçant Par E - Juridictionnaire - TERMIUM Plus® - Translation Bureau ».

d'appliquer les moyens adéquats en vue de la fin visée. »³⁴. Face à un choix entre deux méthodes permettant l'atteinte des objectifs fixés (c.-à-d. deux méthodes effectives), il est généralement admis qu'un souci d'efficacité jugera plus adéquat le moyen qui est le plus simple ou économe (c.-à-d. le moyen le plus efficient). En somme, le principe d'efficacité prescrit l'utilisation de moyens qui permettent de réaliser entièrement l'objectif fixé (effectivité) en employant un minimum possible de ressources pour l'atteinte de cet objectif (efficience). Il s'agit d'un principe conséquentialiste qui repose sur l'observation empirique. En effet, la seule façon de vérifier si un moyen respecte le principe d'efficacité semble être de vérifier si les objectifs sont plus fréquemment atteints lorsque ce moyen est adopté plutôt qu'un autre et de comptabiliser les ressources nécessaires à cette adoption. De ce fait, le principe d'efficacité a une considération instrumentale de l'acceptabilité morale des moyens employés (c.-à-d. l'acceptabilité des moyens sera considérée seulement si elle constitue en soi un des objectifs).

2.2. Les arguments

Le RDT est une norme qui fut élaborée en réaction aux débats et confrontations internes au mouvement altermondialiste/antimondialisation concernant principalement la définition et l'usage de la violence. L'adoption et la popularisation de cette norme étaient motivées par un désir de réduction des conflits internes dans la contestation, concomitant à celui d'optimiser l'efficacité générale du mouvement. On peut identifier deux arguments principaux en faveur du RDT qui découlent du principe d'efficacité : la gestion efficiente et l'effectivité augmentée du mouvement.

2.2.1. Gestion efficiente

Les mouvements contestataires sont généralement organisés en grande partie de façon bénévole. Il s'agit rarement de mouvements ayant une structure hiérarchique forte ou de grands moyens financiers à leur disposition, exception faite de certains agents comme les

³⁴ Pieret, « Efficacité et efficience selon François Jullien », p.1.

centrales syndicales qui peuvent contribuer par moment. La question de la gestion efficiente des ressources (humaines, matérielles et financières) est donc une problématique importante dans l'organisation de la contestation. L'épuisement et la discorde dus à des débats récurrents représentent un défi de taille, en particulier lorsque l'implication des agents est volontaire.

L'argument relatif à la gestion interne se concentre précisément sur l'aspect d'efficience et soutient le RDT en fonction de deux postulats indépendants l'un de l'autre. Le premier postulat affirme qu'il serait parfois logistiquement impossible de contrôler les agissements des agents contestataires, vu l'ampleur que peuvent prendre les mouvements sociaux. Le deuxième soutient que l'évaluation de l'effectivité de chacune des tactiques employées dans la contestation serait une question trop complexe pour être définitivement tranchée au préalable de l'action collective. Le premier postulat repose entre autres sur l'idée selon laquelle la composition des mouvements sociaux est non définie et instable³⁵ ce qui en compliquerait la gestion; si les agents ont une participation fluide aux actions collectives, le contrôle de leurs agissements requiert plus de ressources organisationnelles que s'il s'agissait d'un groupe stable et défini. Ainsi, plus un mouvement est large et plus celui-ci serait difficile à contrôler. Le deuxième postulat repose sur une perspective des mouvements contestataires selon laquelle les objectifs et aspirations d'un mouvement sont multiples. Ainsi, avant de pouvoir évaluer si une tactique est effective, il faudrait être en mesure d'identifier quels sont les objectifs des agents qui emploient une telle tactique. L'argument de la gestion interne positionne donc le RDT comme étant une approche qui cherche à coordonner la contestation avec et malgré la diversité des tactiques.

³⁵ Della Porta et Diani, *Social Movements*.

2.2.1.1. *Gérer l'incontrôlable*

Dès sa première revendication en tant que norme organisationnelle par la CLAC et le CASA, le RDT était ouvertement influencé par les principes du *Peoples' Global Action*³⁶. Le *Peoples' Global Action* (PGA) était un réseau de coordination internationale anticapitaliste entre 1998 et 2006³⁷. L'organisation et la coordination du PGA étaient grandement orientées par le souci d'une gestion efficiente des ressources du mouvement anti-mondialisation. En organisant des conférences de plus de 300 délégué-e-s, provenant de plus de 70 pays, représentants des mouvements regroupant parfois plusieurs centaines de milliers de participant-e-s et fonctionnant sur des bases d'association volontaire, il semblait évident pour les comités organisateurs que l'imposition unilatérale d'un code de conduite rigide demanderait énormément de ressources et serait donc peu réaliste : « There is no centre anywhere that could hope to organize and oversee all this mutual thickening of ties. It would be like trying to instruct a forest how to grow. »³⁸. Allant dans le même sens, Chris Hurl, chercheur en sociologie et en anthropologie, soutient que l'émergence du RDT dans le mouvement anti-mondialisation serait d'abord due à l'ampleur du mouvement en terme du nombre de groupes impliqués. Il affirme que la popularité de la norme aurait été possible puisqu'aucune organisation n'était en mesure de s'imposer comme le centre organisationnel du mouvement : « In this context, the expression of a "diversity of tactics" did not just make sense, it was unavoidable. »³⁹. On retrouve le même constat chez Mark Bray, historien et organisateur politique aux États-Unis. Ce dernier affirme que, dans le cas de l'émergence de la norme en 2001, le RDT était une alternative à l'impossibilité de garantir un engagement de non-violence chez les contestataires⁴⁰.

Le mouvement altermondialiste/antimondialisation était en effet immense au sens où il regroupait plusieurs mouvements dans plusieurs pays sur différents continents; d'où

³⁶ CLAC-Montréal, « Base d'unité de la CLAC ».

³⁷ Peoples Global Action, « www.agp.org | Peoples Global Action - PGA ».

³⁸ Marcellus, « Peoples' Global Action: The Grassroots Go Global », p.99.

³⁹ Hurl, « Anti-Globalization and "Diversity of Tactics" », p.55.

⁴⁰ Bray, *Translating Anarchy*, p.223.

l'appellation *Le mouvement des mouvements*⁴¹. Toutefois, le RDT fut revendiqué dans des mouvements de plus petite envergure. Par exemple, lors du mouvement *Occupy* en 2011, on retrouve l'application de la norme dans le but d'éviter les conflits internes et le détournement du débat social lancé par le mouvement. Encore une fois, l'argument de la gestion interne en fonction de l'impossibilité de contrôler l'action collective était mis de l'avant : « As Amin Husain said “[movement tactics] can’t be policed and if you put your energy there you’re already distracted.” »⁴². Ainsi, plutôt que d'allouer des ressources à une tâche apparemment impossible à accomplir, le RDT prescrirait aux agents de se concentrer sur leurs propres moyens et de tolérer autant que possible les autres contestataires.

Quels sont les effets de ces articulations sur l'acceptabilité de l'argument? D'abord, cette perspective implique une compréhension du RDT comme étant un moyen de palier à la faiblesse d'un mouvement et des agents contestataires qui le composent. En ce sens, le RDT serait une norme organisationnelle propre à des coalitions où aucune partie n'est en mesure de mettre en place une structure forte afin d'ordonner la contestation; c.-à-d. une norme pour excuser l'abandon du contrôle de l'action collective. Elle serait donc inutile face à un mouvement ayant une structure organisationnelle effective et stable, capable d'imposer un code de conduite et de contrôler l'action collective. Ensuite, avant même d'argumenter que le contrôle de l'action collective est impossible à atteindre, il semble que le RDT soit fondamentalement opposé à cette idée en fonction du principe antiautoritaire⁴³. Comme abordé plus loin dans le présent mémoire, le RDT proscrirait un contrôle de l'action collective même si celui-ci était possible.

2.2.1.2. Gérer l'inconnu

Les débats concernant le choix des tactiques sont en partie causés par un désaccord quant à l'effectivité de celles-ci. Par exemple, on peut être opposé au vandalisme, non

⁴¹ Fuchs, « Antiglobalization | Social Movement ».

⁴² Bray, *Translating Anarchy*, p.227.

⁴³ Voir **Antiautoritarisme** page 52.

seulement par principe, mais aussi parce que l'on croit que ce genre d'action ne contribuera pas à la réalisation de notre objectif. Il semble à première vue qu'en se basant sur des actes passés et leurs conséquences, on devrait être en mesure de déterminer l'effectivité de chaque tactique. Si une tactique n'a pas réalisé son objectif par le passé, elle ne serait pas une tactique effective. Or, cette pensée rencontre deux problèmes majeurs. D'une part, elle ne prend pas en compte la diversité de la composition des mouvements de contestations sociales⁴⁴ qui implique que ceux-ci peuvent avoir autant d'objectifs que d'agents contestataires. Par exemple, deux agents peuvent être en opposition à une même mesure gouvernementale mais avoir deux objectifs bien distincts; soit la modification de la mesure versus l'abrogation complète de celle-ci. Dans ce cas, si une action de contestation a pour conséquence la modification de la mesure gouvernementale, l'action serait effective pour un des agents et ineffective pour l'autre. D'autre part, elle met de côté l'analyse contextuelle des actions contestataires. L'effectivité d'une tactique peut dépendre de son contexte d'utilisation. Par exemple, la tactique du contre-sommet, caractéristique du mouvement altermondialiste/antimondialisation, fut effective dans la réalisation de l'objectif de perturber la rencontre du Sommet des Amériques à Québec en 2001, et complètement ineffective à la réalisation du même objectif pour le sommet du G8 à Kananaskis en 2002⁴⁵.

Pour Harsha Walia, auteure et activiste basée à Vancouver, le choix des tactiques à employer devrait être fait en fonction de la réalité terrain, et idéalement de façon à être compatible avec d'autres tactiques. Elle affirme que l'évaluation de l'effectivité d'une tactique est une question entièrement contextuelle. Elle soutient qu'un des avantages du RDT est que celui-ci permet de confronter les visions dogmatiques concernant l'effectivité des tactiques : « If the goal is to be effective, a diversity of tactics challenges us to shed our dogmatic attachment to both pacifist and black bloc tactics when correlating tactics

⁴⁴ Della Porta et Diani, *Social Movements*.

⁴⁵ Hurl, « Anti-Globalization and "Diversity of Tactics" ».

to strategy. »⁴⁶. Peter Gelderloos, auteur et activiste anarchiste, semble aller dans le même sens. Il soutient que le RDT permet une ouverture quant à la façon dont les groupes et individus contestataires perçoivent leurs propres mouvements. Plutôt que de présenter une image des luttes sociales comme étant un jeu ayant des déplacements et des règles claires et fixées dans le temps (ainsi que des joueurs et des pièces sur lesquelles on peut avoir un contrôle); le RDT adhère à un portrait beaucoup plus flou et dynamique de celles-ci :

« The concept of diversity of tactics constitutes a qualitative expansion of thinking. It is, at least potentially, the recognition that social conflict is not a chess board in which we can control or even see all the pieces, but a limitless, often opaque space with countless actors whose desires are not always compatible, interspersed through a terrain that is in itself dynamic and shifting. »⁴⁷

Ainsi, le RDT prescrirait de mettre de côté la notion d'effectivité lors des discussions concernant le choix des tactiques puisque l'évaluation préalable et exacte de celle-ci serait pratiquement impossible. En ce sens, toute discussion relative à l'effectivité d'une tactique future serait un gaspillage d'énergie, ce qui en ferait un élément nuisible à l'efficience et par le fait même à l'efficacité du mouvement. En d'autres mots, cette version de l'argument de la gestion efficiente se trouve à dissocier effectivité et efficience.

Quels sont les effets de ces articulations sur l'acceptabilité de l'argument? Il est problématique de séparer complètement l'effectivité et l'efficience puisqu'une tactique ne peut pas être efficiente si elle n'est pas effective. Un moyen ne peut pas être le plus économe dans l'atteinte d'un objectif s'il est, de prime abord, incapable de réaliser ce dernier. Il est possible qu'une tactique ne soit pas effective car elle ne serait pas assez efficiente, mais elle doit nécessairement être effective afin d'être qualifié d'efficiente. Ce faisant, si l'évaluation de l'effectivité d'une tactique est une question entièrement contextuelle, il en va de même pour l'efficience; ce qui voudrait dire qu'il ne serait pas

⁴⁶ Walia, *Undoing Border Imperialism*, p.125.

⁴⁷ Gelderloos, *The Failure of Nonviolence*, p.259.

toujours plus efficace de mettre de côté la question de l'effectivité des tactiques pour des raisons d'efficacité. Par exemple, si aucune des tactiques employées par un mouvement n'est effective, l'évaluation de l'ineffectivité de celles-ci ne peut pas nuire davantage à l'efficacité d'un mouvement. Au contraire, cette évaluation a le potentiel de mener à l'utilisation de nouvelles tactiques qui pourraient être, elles, efficaces. On ne pourrait donc pas affirmer que le RDT augmente forcément l'efficacité d'un mouvement en fonction d'une gestion plus efficace, ce qui affecte grandement la pertinence de l'argument de la gestion efficace.

2.2.2. Effectivité augmentée

Dans le manifeste du *Revolutionary Anti-Capitalist Block* (RACB), écrit à l'occasion d'une manifestation contre le FMI et la Banque mondiale en avril 2000 à Washington DC, le RACB affirme ne pas préconiser une tactique en particulier. Le block anticapitaliste révolutionnaire soutenait que la contestation la plus efficace est la contestation dont les tactiques sont les plus diversifiées : « We do not advocate any one particular tactic, but believe that greater diversity is the most effective plan. »⁴⁸. Malgré le fait que ce manifeste ne revendique pas le RDT directement, il constitue une des ébauches de la norme organisationnelle.

Suivant la même idée, l'argument de l'effectivité augmentée soutient qu'une plus grande diversité de groupes et de moyens mobilisés par la contestation favorise l'effectivité de celle-ci dans l'obtention de gains sociaux et politiques. Cette performance accrue serait principalement causée par trois facteurs non exclusifs; soit en fonction du caractère imprévisible d'un mouvement pluriel, soit par la complémentarité des différentes tactiques ou bien par une normalisation des demandes plus modérées via le *radical flank effect*⁴⁹.

⁴⁸ Revolutionary Anti-Capitalist Bloc, « Final "REVOLUTIONARY ANTI-CAPITALIST BLOC" statement ».

⁴⁹ Voir **L'effet du flanc radical** p.23

2.2.2.1. L'imprévisible diversité

Pour Benjamin Franks, chercheur en philosophie sociale et politique, la cause du succès de certains événements du mouvement anti-globalisation repose sur la pluralité de la composition de ceux-ci, qui aurait permis de limiter le confinement et la répression venant des autorités. Il ajoute qu'une diversité de tactiques doit aussi impliquer un renouvellement de celles-ci afin de conserver l'élément de surprise et éviter de ritualiser la contestation vers des pratiques dogmatiques :

« Repeating tactics, reifying them as *the* route to liberation, not only creates a vanguard whose actions are supposed to bring us all emancipation, but enable dominating groups to contain and discipline revolt. The effectiveness of the method is diminished, making the act more-or-less symbolic. To counter this recuperation, activists are aware of the need to construct new methods and new alliances to remain 'one step ahead'. »⁵⁰

On retrouve également cet argument chez Jules Boykoff, chercheur en politique appliquée, dans son livre *Activism and the Olympics: Dissent at the Games in Vancouver and London* ainsi que chez Anna Feigenbaum dans son article *Death of a Dichotomy: Tactical Diversity and the Politics of Post-Violence*. Pour Boykoff, le RDT permettrait à un mouvement contestataire d'être imprévisible : « Diversity of tactics makes room for spontaneity, uncertainty, and illegibility [...]. »⁵¹. Pour Feigenbaum, le RDT ferait aussi référence au besoin d'une créativité accrue afin de ne pas compromettre la flexibilité et l'effet de surprise : « [...] I would suggest that a diversity of tactics approach also demands that we move beyond the comfort zone of our tactical imaginations. »⁵². Ainsi, la norme du RDT permettrait à un mouvement de contestation sociale d'être plus effectif dans l'atteinte de ses objectifs puisque les autorités auraient plus de difficulté à prédire et contrecarrer les actions de celui-ci.

⁵⁰ Franks, « The Direct Action Ethic », p.35.

⁵¹ Boykoff, *Activism and the Olympics*, p.81.

⁵² Feigenbaum, « Death of a Dichotomy: Tactical Diversity and the Politics of Post-Violence ».

2.2.2.2. La complémentarité des tactiques

De son côté, Harsha Walia utilise aussi l'argument de l'effectivité augmentée en faveur du RDT. Selon elle, la revendication du RDT par le mouvement *Occupy Wall Street* permettait d'assurer la sécurité des participant-e-s tout en maintenant une escalade efficace des tactiques dans les actions autonomes⁵³. Elle soutient que pour qu'un mouvement puisse faire des gains, il est impératif que celui-ci puisse rassembler des groupes dont les compétences se complètent (ex. volet légal, lobbying, éducation populaire ou actions directes), même s'ils ne partagent pas forcément la même analyse systémique :

« This [to work alongside those who may not share our systemic analysis] creates the momentum for a diversity of strategies that allows groups to contribute what they are best suited for - legal submissions, petitioning, lobbying, educational forums, or actions - without having to be responsible for others' tactics or messaging. »⁵⁴

Action directe :

Selon la définition utilisée ici, l'action directe est accomplie sans intermédiaire entre le destinataire et le destinataire. Autrement dit, elle désigne une action autonome réalisée directement par la ou les personnes qui souhaitent sa réalisation. Cette action sans intermédiaire signifie également que le destinataire est directement ciblé. L'action directe peut être violente, non violente, légale ou illégale.⁵⁵

Ainsi, l'action directe peut qualifier autant le geste de s'impliquer à une soupe populaire, d'aller parler à son voisin pour régler une problématique de voisinage, de bloquer les portes d'une institution en grève ou de frapper un policier pour libérer un manifestant. Elle représente la prise en main d'une situation par les personnes qui la vivent⁵⁶. On ne peut pas faire une action directe au nom d'autrui; c.-à-d. en tant que représentant. Dès

⁵³ Walia, « Letter to Occupy Together Movement ».

⁵⁴ Walia, *Undoing Border Imperialism*, p.111.

⁵⁵ Franks, « The Direct Action Ethic »; Conway, « Civil resistance and the diversity of tactics in the anti-globalization movement »; Cleyre et Havel, « Direct Action »; Starhawk, « Tactiques pour le mouvement altermondialiste, Tactics for the Anti-Capitalist Movement ».

⁵⁶ Cleyre et Havel, « Direct Action ».

lors qu'une action implique la représentation des personnes concernées ou l'intervention d'une autorité de médiation, il s'agit d'une action indirecte⁵⁷. Pour Benjamin Franks, l'action directe serait aussi préfigurative⁵⁸, ce qui la distinguerait des actions symboliques ou constitutionnelles⁵⁹. Selon Franks, l'action symbolique aurait pour objectif de conscientiser la société à propos d'un enjeu, sans toutefois être une solution (partielle ou fragmentaire) en soi. Par exemple, l'action controversée de Colin Kaepernick, ancien joueur de la NFL, serait une action symbolique. Le fait de poser un genou au sol durant l'hymne national des États-Unis qui précède les matchs de la ligue n'accomplit rien en soi pour améliorer la condition de la population afro-américaine du pays. Ce geste symbolique a toutefois engendré des débats tout au long de la saison 2016 qui ont rarement lieu dans le milieu du sport professionnel et ailleurs. De son côté, l'action constitutionnelle vise à influencer les autorités afin de les pousser à agir vis-à-vis une situation problématique. Il ne s'agirait donc pas d'une prise en mains mais plutôt d'une délégation de la responsabilité concernant l'enjeu de l'action. L'archétype de l'action constitutionnelle serait la pétition envoyée au gouvernement afin que celui-ci agisse sur un enjeu donné.

Franks soutient également que la diversité des tactiques permet de prendre en compte la multiplicité des formes d'oppression et de leur faire face plus adéquatement. À son avis, chaque injustice sociale doit être confrontée selon une approche qui lui est spécifique :

« It recognizes a variety of oppressions and therefore different oppressed subjects. It therefore promotes a wide variety of interventions that are tailored to the particular location and oppression. [...] the multiplicity of forms of oppression requires diverse forms of resistance. »⁶⁰

⁵⁷ Dupuis-Déri, *Les black blocs*.

⁵⁸ Voir **Préfiguration** p.52

⁵⁹ Franks, « The Direct Action Ethic ».

⁶⁰ Franks, p.30.

Pour l’auteure et activiste anarchiste Cindy Milstein, le RDT suppose que toute opposition à des dominations systémiques doit prendre une multitude de formes afin d’engendrer un mouvement de taille qui mène à des gains sociaux : « The diversity clause, in essence, recognizes that an opposition to systemic domination [...] should take many forms if any sort of large-scale social revolution is to be forged. »⁶¹. Elle illustre l’effectivité augmentée du RDT à l’aide de l’image d’un écosystème : on tient généralement pour acquis qu’un écosystème vigoureux est composé d’une panoplie d’organismes ayant des interactions différentes en fonction du type d’organisme avec qui ils sont en relation. Ainsi, afin d’être vigoureux, l’écosystème d’un mouvement de contestation doit être pluriel dans sa composition et dans ses actions.⁶²

L’adoption du RDT au sein d’un mouvement de contestation augmenterait donc son effectivité en fonction que la diversité des tactiques permettrait à un mouvement d’être plus complet, autant au niveau des différents aspects propres à la contestation, qu’en ce qui concerne la reconnaissance et la considération des différentes formes que peut prendre l’oppression dans une société.

2.2.2.3. *Le flanc radical*

Selon Jules Boykoff, le RDT permettrait également à un mouvement de profiter du *Radical Flank Effect* : un phénomène qui permettrait de normaliser les demandes des groupes plus modérés par la présence de groupes plus radicaux :

« [...] the approach relates to what social-movement scholars have identified as ‘the radical flank effect’ whereby movements can benefit from having a radical wing that makes progressive goals, tactics, and strategies seem relatively moderate – and thus more palatable to the power structure. »⁶³

⁶¹ Milstein, « Solidarity, as Weapon and Practice, versus Killer Cops and White Supremacy (Revised Version) ».

⁶² Milstein, Entrevue avec Cindy Milstein.

⁶³ Boykoff, *Activism and the Olympics*, p.81.

L'effet du flanc radical :

L'effet du flanc radical est un concept de Herbert H. Haines, chercheur en sociologie. Le concept prend deux formes : une négative et une positive. La forme négative réfère à l'idée selon laquelle les actions des factions plus radicales⁶⁴⁶⁵ d'un mouvement peuvent saper la position des factions modérées en fonction qu'ils discréditeraient toutes les activités et objectifs du mouvement et altèreraient la capacité des modérés à profiter des ressources offertes par de tierces parties. À l'opposé, la forme positive réfère à la solidification du rapport de force pour les modérés à cause de la présence de factions plus radicales. Les radicaux offriraient un élément de comparaison faisant en sorte que les moyens et demandes des modérés soient considérés comme *raisonnables*, ou alors ils participeraient à la détérioration de la situation vers une crise qui serait résolue à l'avantage des modérés.

Selon les recherches de Haines, le flanc radical du mouvement pour les droits civiques aux É-U aurait favorisé le soutien moral et financier des agents modérés auprès des communautés blanches : « *Some whites came to realize that the integration of blacks into the U.S. mainstream was not such a bad idea after all, that it was in their own best interests given the more radical alternatives, and that it was something they ought to be encouraging with their resources.* »⁶⁶.

Au contraire, les recherches de Max Abrahms, chercheur en science politique, tendent vers la forme négative de l'effet du flanc radical dans l'analyse de l'effectivité des 28 groupes terroristes identifiés par le département d'État des É.-U. entre 2001 et 2006⁶⁷.

64 Voir **Radicalisme** page 85.

65 Ici, le radicalisme réfère davantage à une propension à la violence qu'à une analyse qui cherche à cerner la racine d'une injustice sociale, bien que les deux significations ne soient pas mutuellement exclusives dans ce contexte.

66 Haines, « Black Radicalization and the Funding of Civil Rights », p.42.

67 Abrahms, « Why Terrorism Does Not Work ».

Quels sont les effets de ces articulations sur l'acceptabilité de l'argument? Les trois facteurs censés démontrer l'effectivité accrue d'une contestation diversifiée semblent rencontrer des problèmes sérieux. Premièrement, bien que la logique de l'imprévisible diversité et de la complémentarité des tactiques soit plausible, ils ne sont pas clairement appuyés par des données empiriques. Or, tel que mentionné plus haut, le seul moyen de vérifier l'effectivité semble être par l'observation de ce qui est devenu réalité. Il s'agit donc de théories fort intéressantes mais peu convaincantes en tant que preuves de l'effectivité augmentée par le RDT. Deuxièmement, bien que le troisième facteur repose pour sa part sur des données empiriques, il soulève une autre problématique : l'effet du flanc radical semble augmenter l'effectivité du mouvement à réaliser seulement les objectifs des agents modérés, et non de l'ensemble du mouvement. Or, si l'adoption du RDT a seulement pour but d'augmenter l'effectivité pour une partie du mouvement par l'instrumentalisation d'une autre, la norme semble être en contradiction avec le principe de solidarité⁶⁸ mobilisé par celle-ci. Tel qu'abordé plus loin dans le présent mémoire, il apparaît clair que le RDT s'articule autour d'une perspective selon laquelle les objectifs des agents radicaux auraient autant de valeurs que ceux des modérés, étant tous une partie intégrante du même mouvement.

2.3. À retenir

L'efficacité est définitivement une considération présente dans l'organisation de l'action collective. Toutefois, les arguments qui mobilisent ce principe ne sont pas les plus convaincants pour l'adoption du RDT comme norme organisationnelle de la contestation. Premièrement, l'argument de la gestion efficiente semble être, au mieux, autant un argument pour le RDT que pour une gestion autoritaire d'un mouvement afin d'éviter d'être dans l'impossibilité de contrôler l'action collective, ce qui met le principe d'efficacité en conflit avec le principe antiautoritaire. Deuxièmement, l'argument de

68 Voir **Solidarité** page 73.

l'effectivité augmentée est soit incomplet ou bien en contradiction avec le principe de solidarité.

Un des problèmes de ce principe réside dans la difficulté de l'appliquer à un mouvement de contestation composé de différentes factions ayant des objectifs distincts les uns des autres. Par exemple, une des recherches les plus citées portant sur le sujet, produite par Maria J. Stephan et Erica Chenoweth, a pour axiome que les différentes factions d'un mouvement de contestation ont un objectif unifié : « The coding scheme assumes that each campaign has a unified goal, but most campaigns have multiple factions. »⁶⁹. Pourtant, les mouvements sociaux sont souvent dépeints comme étant des mouvements pluriels dans leur composition et objectifs⁷⁰. D'ailleurs, Stephan et Chenoweth affirment elles-mêmes que la tâche de déterminer quelle stratégie (violente ou non violente) est la plus efficace est en soi problématique puisque les mouvements utilisent généralement une variété de tactiques simultanément :

« Labeling one campaign as “nonviolent” and another as “violent” is difficult. In many cases, both nonviolent and violent campaigns exist simultaneously among different competing groups. Alternatively, some groups use both nonviolent and violent methods of resistance over the course of their existence [...]. Characterizing a campaign as nonviolent or violent simplifies a complex constellation of resistance methods. »⁷¹

De plus, il semble que les données recueillies par Chenoweth et Stephan soient biaisées vers un résultat en faveur d'un certain type de tactiques :

« There is real concern, especially regarding nonviolent campaigns, that our data set is biased toward success, because large, mature campaigns are most commonly reported. Would-be nonviolent campaigns that are crushed in their infancy (and therefore fail) cannot be included in the data set. This is the major limitation in this study that is difficult to avoid. There may be significant campaigns missing from the data set if we simply did not know about them. »⁷²

⁶⁹ Stephan et Chenoweth, « Why civil resistance works », p.15.

⁷⁰ Della Porta et Diani, *Social Movements*.

⁷¹ Stephan et Chenoweth, « Why civil resistance works », p.16.

⁷² Stephan et Chenoweth, p.17.

Lorsqu'on essentialise les objectifs dans le but de faciliter l'évaluation de l'efficacité, on se trouve à exclure certains pans du mouvement. On introduit une dichotomie entre les «vrais» agents et les autres qui seraient périphériques au mouvement, ce qui, tel que présenté plus loin, est en contradiction avec deux autres principes mobilisé par le RDT. Ainsi, comme l'objectif du mémoire est de présenter une interprétation du RDT qui soit autant cohérente que rigoureuse, le principe d'efficacité n'est pas retenu dans la définition de la norme.

3. Droit à la révolte

Le RDT émerge d'un contexte de contestation sociale. Cette forme de mobilisation implique que des membres de la société civile sortent des mécanismes de la structure gouvernementale pour faire pression sur celle-ci et y apporter des modifications⁷³. Cette approche non institutionnelle reposerait sur le principe du droit à la révolte, c'est-à-dire d'une liberté individuelle qui assure le droit des individus de se conserver.

3.1. Le principe

Le droit à la révolte est un principe qui exprime la logique de l'autodéfense du peuple face à l'État qui provient en grande partie de la philosophie de John Locke et de celle de Henry David Thoreau. Pour Locke, l'État, quelle que soit sa forme, a le devoir de remplir la fonction pour laquelle il a été mis en place; c'est-à-dire de protéger et de conserver les biens communs et individuels du peuple, ce qui comprend la liberté et le pouvoir politique de ce dernier. Lorsque les législateurs et exécuteurs des pouvoirs de l'État dirigent celui-ci à l'encontre de sa fonction première (c.-à-d. lorsque les citoyens seraient mieux servis par eux-mêmes pour leur conservation qu'ils ne le sont par le gouvernement), il est légitime et attendu que le peuple renverse le pouvoir en place :

« Toutes les fois donc que la puissance législative violera cette règle fondamentale de la société, et, soit par ambition, ou par crainte, ou par folie, ou par dérèglement et par corruption, tâchera de se mettre, ou de mettre d'autres, en possession d'un pouvoir absolu sur les vies, sur les libertés, et sur les biens du peuple, par cette brèche qu'elle fera à son crédit et à la confiance qu'on avait prise en elle, elle perdra entièrement le pouvoir que le peuple lui avait remis pour des fins directement opposées à celles qu'elle s'est proposées, et il est dévolu au peuple qui a droit de reprendre sa liberté originaires, et par l'établissement d'une nouvelle autorité législative, telle qu'il jugera à propos, de pourvoir à sa propre conservation, et à sa propre sûreté, qui est la fin qu'on se propose quand on forme une société politique. »⁷⁴

⁷³ Cohen et Arato, « Social Movements and Civil Society ».

⁷⁴ Locke, *Traité du gouvernement civil*, paragr. 222.

Pour Locke, le droit à la révolte du peuple implique aussi que la responsabilité du désordre et de la violence causée par celle-ci soit imputée au pouvoir contesté et non aux contestataires. Selon le philosophe anglais, ces derniers ne sont pas la cause des maux de la révolte mais bien le résultat normal de l'échec du gouvernement à remplir sa fonction : « S'il arrive des malheurs et des désastres en ces rencontres [les révoltes], on n'en doit point imputer la faute à ceux qui ne font que défendre leur droit, mais bien à ceux qui envahissent ce qui appartient à leurs prochains. »⁷⁵.

Pour Henry David Thoreau, les citoyens ont le devoir moral de contester ce qui leur semble injuste dans la façon dont l'État organise la société. Il soutient que le peuple ne devrait pas déléguer sa conscience aux législateurs en obéissant aux lois, quelles qu'elles soient, mais devrait plutôt agir dans le respect de ses convictions. Selon Thoreau, ce ne sont pas les lois qui rendent le peuple juste, mais bien le peuple qui rend les lois justes : « Law never made men a whit more just; and, by means of their respect for it, even the well-disposed are daily made the agents of injustice. »⁷⁶. En ce sens, le philosophe américain défend la révolte, c.-à-d. la sortie des mécanismes de réforme institutionnalisés, lorsque le respect des lois va à l'encontre de la conscience des citoyens et citoyennes. Il ajoute que ces mécanismes sont généralement trop long et demandant, ce qui empêche le peuple de participer à l'amélioration de la structure sociale tout en s'épanouissant à son plein potentiel :

« As for adopting the ways which the State has provided for remedying the evil, I know not of such ways. They take too much time, and a man's life will be gone. I have other affairs to attend to. I came into this world, not chiefly to make this a good place to live in, but to live in it, be it good or bad. »⁷⁷

De plus, Thoreau partage avec Locke l'avis que les troubles de la révolte sont attribuables à l'autorité en place et non aux contestataires. Citant des exemples de contestataires

⁷⁵ Locke, paragr. 228.

⁷⁶ Thoreau, « Walden, 1854 », p.166.

⁷⁷ Thoreau, p.170.

comme Jésus, Copernic, Luther, Washington et Franklin, Thoreau affirme que les désagréments de la contestation sont directement causés par l'autorité en place, soit par sa rigidité face au changement ou par son dénigrement des forces contestataires :

« Men generally, under such a government as this, think that they ought to wait until they have persuaded the majority to alter them. They think that, if they should resist, the remedy would be worse than the evil. But it is the fault of the government itself that the remedy is worse than the evil. *It makes it worse.* »⁷⁸

Il semble important de préciser que le *droit* dont il est question ici ne repose pas sur les mêmes justifications que les droits accordés par un système législatif ou moral quelconque. Le droit à la révolte exprime une logique politique qui serait à la base même de la formation des États. Par ailleurs, malgré le fait que Locke soit très fortement associé au libéralisme politique, il semble que cette disposition à la révolte ne soit pas l'exclusivité de ce courant politique. S'« il est dévolu au peuple qui a droit de reprendre sa liberté originaire, et par l'établissement d'une nouvelle autorité législative, telle qu'il jugera à propos [...] »⁷⁹, le droit à la révolte n'impose pas de système particulier à mettre en place une fois la révolte accomplie. Au contraire, il laisse au peuple l'autonomie de choisir la structure qu'il souhaite. En ce sens, le peuple pourrait se prémunir du droit à la révolte tel qu'écrit par Locke pour instaurer une utopie marxiste. De plus, malgré le fait que Thoreau ait conceptualisé la désobéissance civile, généralement comprise comme un moyen de contestation qui ne remet pas en cause l'ensemble du système politique mais bien un élément défectueux de celui-ci, le philosophe américain était pour sa part plutôt opposé à l'autorité institutionnalisée de l'État :

« I heartily accept the motto,—"That government is best which governs least"; and I should like to see it acted up to more rapidly and systematically. Carried out, it finally amounts to this, which also I believe,—"That government is best which governs not at

⁷⁸ Thoreau, p.170.

⁷⁹ Locke, *Traité du gouvernement civil*, paragr. 222.

all"; and when men are prepared for it, that will be the kind of government which they will have. »⁸⁰

3.2. L'argument

Les mouvements de contestation sociale sont généralement dus à l'incapacité d'un gouvernement, d'un élément ou de l'ensemble de la structure gouvernementale, de répondre aux demandes et aux besoins d'une partie plus ou moins importante de la population⁸¹. Par son rejet (symbolique ou littéral) de certaines lois ou des autorités en place, la contestation sociale représente une forme de révolte, et ce, même lorsqu'elle ne mène pas au renversement complet de l'État. La question des moyens employés pour arriver à cette révolte mène généralement au débat portant sur la légitimité ou l'illégitimité de la contestation violente. C'est principalement au fil de ces débats que le RDT fut élaboré, et c'est pour cette raison que la norme devrait être présentée à partir de l'argument de la relativité de la violence.

3.2.1. La relativité de la violence

L'argument de la relativité de la violence soutient le RDT en fonction du postulat selon lequel il serait préférable que celle-ci soit évaluée en fonction du contexte de son occurrence. Ainsi, ce serait par une analyse du contexte que la violence d'une action pourrait être identifiée comme justifiable ou non. De manière générale, la relativité de la violence implique que lorsque la violence d'une action est considérée comme mineure en comparaison aux formes de violence auxquelles elle s'oppose, celle-ci serait jugée acceptable. Cet argument s'appuie sur le principe du droit à la révolte, sur une vision englobante de la violence et il mobilise les concepts de non-violence minimale et maximale.

⁸⁰ Thoreau, « Walden. 1854 », p.165.

⁸¹ Cohen et Arato, « Social Movements and Civil Society ».

Violence :

La violence est un concept dont la définition peut être étroite – « [Agression] physique exercée contre d'autres êtres humains qui entraîne des blessures ou la mort [...]. »⁸² – ou englobante – « Réduction intentionnelle de la vie ou de l'épanouissement chez l'être humain, par l'être humain, au moyen de force physique, structurelle ou autre, résultant ou ayant la possibilité probable de résulter en une privation, un maldéveloppement, un préjudice psychologique, une ou des blessures, la mort ou l'extinction de l'espèce. »⁸³. Bien que la définition étroite puisse être considérée comme la définition la plus évidente et usuelle⁸⁴, le contexte de la contestation sociale comprend une utilisation régulière d'une définition englobante de la violence dans les revendications de ses diverses mobilisations – Droits civiques, Féministes, LGBTQ, etc. – dans la mesure où celles-ci considèrent bien souvent que les préjudices perçus auxquels elles s'opposent sont des formes de violence. En ce sens, on dira que le harcèlement psychologique est une forme de violence, même si celui-ci ne cause pas directement de blessures physiques⁸⁵. La violence pourrait donc être divisée en plusieurs types, selon que chacun de ceux-ci désigne une différente influence négative sur l'actualisation du potentiel humain⁸⁶. On pourrait également caractériser ces différents types à l'aide de trois dichotomies : physique-verbale, active-passive et directe-indirecte⁸⁷. Un coup de poing serait un acte de violence physique-active-directe alors que de ne pas démentir une fausse rumeur à propos d'autrui serait un acte de violence verbale-passive-indirecte. Ces différents types pourraient être hiérarchisés en fonction de la gravité des conséquences qu'ils engendrent⁸⁸. Une façon d'évaluer la gravité de ces conséquences repose sur la durée et la portée des effets d'un type de violence, en fonction de quoi la violence psychologique aurait dans bien des cas des conséquences plus graves que la violence physique⁸⁹; ex. un

⁸² Sharp, *La force sans la violence*, p.83.

⁸³ Lee, « Causes and Cures I ».

⁸⁴ Coady, « The idea of violence ».

⁸⁵ Cassitto et al., *Raising Awareness of Psychological Harassment at Work*.

⁸⁶ Galtung, « Violence, Peace, and Peace Research ».

⁸⁷ Buss, *The psychology of aggression*.

⁸⁸ Butler et al., « Violence Info Methodology ».

⁸⁹ Morreall, « The Justifiability of Violent Civil Disobedience ».

coup de poing encaissé par un boxeur lors d'un combat auquel celui-ci a consenti aurait vraisemblablement des conséquences moins graves que l'ostracisme social vécu par un adolescent victime d'intimidation venant de ses camarades de classe. Un autre élément à prendre en compte dans la hiérarchisation des violences serait le nombre de différents types de violence engendrés par un seul type; ex. la violence structurelle – c'est-à-dire le fait qu'une société ait une structure qui permet, favorise et/ou inflige de la violence au sein de la population – serait un type hautement nuisible à l'actualisation du potentiel humain puisqu'elle engendrerait l'ensemble des autres types de violences⁹⁰.

Ainsi, une vision englobante de la violence prendrait en compte ses multiples formes et hiérarchiserait ces dernières en fonction de la gravité des conséquences qu'elles engendrent. Cette vision poserait la violence structurelle comme le paroxysme de la violence.

3.2.1.1. *Relativité contextuelle*

Dans l'élaboration des principes du PGA (People's Global Action), la question de la violence dans la contestation a suscité certains débats, dont le résultat fut le retrait de l'appel à la « non-violence » dans ses principes fondateurs. Celui-ci fut justifié par une apparente confusion généralisée quant à la signification de la notion de non-violence.

Non-violence

Souvent employée comme un synonyme de pacifisme, la non-violence est de façon large une posture idéologique opposée à la violence⁹¹. Au contraire, le pacifisme n'est pas toujours non violent; plusieurs courants du pacifisme soutiennent qu'un usage contrôlé de la violence peut engendrer la paix⁹². En contexte de contestation sociale, la question de déterminer ce qui représente une action non violente est problématique. D'une part, certains affirment que la non-violence doit employer une définition étroite de la violence,

⁹⁰ Lee, « Causes and Cures VII ».

⁹¹ Sharp, *La force sans la violence*.

⁹² Fiala, « Pacifism ».

faisant en sorte que toute action qui n'engendre pas de *violence physique exercée contre d'autres êtres humains qui entraîne des blessures ou la mort* doit être considérée comme non violente⁹³. En ce sens, des actes de force physique à l'endroit d'objets inanimés où toute forme de violence qui n'implique pas la violence physique – intimidation, violence verbale, ostracisme social volontaire, etc. – seraient admis dans la liste des actions dites non violentes. En contrepartie, d'autres soutiennent que la non-violence, afin d'être une posture cohérente, doit utiliser une définition englobante de la violence en fonction des raisons invoquées pour proscrire la violence, soit que tous et toutes ont droit à ce que leur liberté civile soit respectée⁹⁴. Qui plus est, un mouvement s'opposant à une forme de violence autre que la violence physique mais employant une définition étroite pour justifier ses actions se rendrait coupable d'inconsistance logique; ex. condamner le harcèlement psychologique d'un employeur envers ses employé-e-s tout en justifiant le même type de violence lorsqu'il est présent dans les moyens de pression utilisés par les employé-e-s contre leur employeur.

L'opposition à la violence peut aussi être encadrée, indépendamment de la définition de la violence, par deux approches; maximaliste ou minimaliste⁹⁵. D'un côté, une approche non violente maximaliste interdit le recours à la violence en toutes circonstances, c'est-à-dire que rien ne pourrait justifier la violence. De l'autre côté, une approche non violente minimaliste juge qu'il est toujours préférable d'éviter d'avoir recours à des moyens violents, sans pour autant les proscrire unilatéralement. Autrement dit, la non-violence minimaliste est une approche qui prend en compte les circonstances particulières des instanciations de violence avant d'évaluer leur (il)légitimité.

Les participant-e-s au congrès de 2001 du PGA ont souligné leur préoccupation vis-à-vis la non-violence en mentionnant que cette notion pourrait être interprétée comme une opposition au vandalisme et une condamnation de certains pans du mouvement. Les

⁹³ Sharp, *La force sans la violence*.

⁹⁴ Morreall, « The Justifiability of Violent Civil Disobedience »; Smart, « Defining Civil Disobedience ».

⁹⁵ Fiala, « Pacifism ».

délégations de l'Équateur et de la Bolivie étaient particulièrement investies dans cette modification, en fonction de leur réalité contestataire, où des jets de pierres provenant des manifestant-e-s étaient souvent une réponse à des tirs d'armes à feu par les forces de l'ordre. C'est donc afin de prendre en compte la contextualité de la violence que les principes du PGA ne prescrivent ni ne proscrivent aucune tactique : « Actions which are perfectly legitimate in one context can be unnecessarily violent (contributing to brutalise social relations) in another. And vice versa. »⁹⁶. Il est possible d'illustrer la relativité de la violence d'une action avec le passage des menottes et le port d'arme à feu en public. Il peut être légitime de restreindre les mouvements d'une personne lorsque celle-ci représente, par son comportement, un danger pour autrui et/ou elle-même. La même action sera cependant excessive lorsque la personne, par son comportement, ne représente aucunement une menace. À l'inverse, l'intimidation reliée à la menace implicite au port d'arme à feu en public est généralement difficile à justifier. Toutefois, cette intimidation employée par les *Black Panthers* dans le cadre du mouvement pour les droits civiques aux É-U aurait eu pour effets de réduire les cas d'abus des forces policières, ce qui faciliterait sa justification en fonction du contexte⁹⁷.

Pour Chris Hurl, il existait un certain consensus à l'intérieur du réseau PGA concernant l'aspect négligeable de la violence perpétrée par les contestataires en comparaison à la répression des autorités gouvernementales : « While protesters may "throw some rocks", it was argued, the army "kills with bullets". »⁹⁸ (Hurl 2005). À son avis, la différence proportionnelle entre le niveau de violence provenant des manifestant-e-s et celui des États faisait en sorte que les débats concernant l'usage de la violence dans la contestation sociale semblaient futiles :

« This [to focus on the issues of structural violence against the people] reflected a relatively common position, acknowledging the common aims of the protesters under the

⁹⁶ Peoples Global Action, « PGA Hallmarks ».

⁹⁷ Nelson, *The Black Panthers*.

⁹⁸ Hurl, « Diversity of Tactics », p.103.

overwhelming structural violence of the State. Coming to a common agreement on tactics seemed to be a futile, time consuming, and unnecessary task. »⁹⁹

Francis Dupuis-Déri, chercheur en science politique, semble aller dans le même sens. Il affirme qu'à son origine, le RDT avait, entre autres, un rôle d'éducation et de conscientisation des activistes occidentaux concernant la relativité de la notion de violence en fonction des différentes réalités de la contestation, notamment dans les pays *du Sud*. Pour Dupuis-Déri, la violence du black bloc, une tactique populaire chez les partisan-e-s du RDT, est difficilement comparable à celle employée par l'État. Il ajoute : « Une vitrine cassée, par exemple, ne représente que bien peu de chose sur l'échelle de la violence politique propre à l'histoire de l'humanité. »¹⁰⁰.

Finalement, selon Juliette Rousseau, ex-porte-parole de la Coalition climat 21 qui participait à l'organisation des mobilisations pendant la COP21 en 2014, toute analyse systémique des rapports sociaux devrait être capable de distinguer plusieurs niveaux à la violence, par exemple entre celle employée par l'État pour se maintenir et celle des groupes contestataires qui lui résistent : « Si le jet de cocktail Molotov et le coup de matraque se rencontrent à l'horizontale dans la rue, ils ne traduisent aucunement une égalité dans l'affrontement. »¹⁰¹.

La position décrite par Hurl, Dupuis-Déri et Rousseau repose en premier sur une hiérarchisation des différentes formes que peut prendre la violence. Par exemple, le jet de pierres est présenté comme moins grave que les tirs d'armes à feu. Il s'agit pourtant dans les deux cas d'une agression physique-active-directe à l'aide d'un projectile, pouvant causer des lésions sérieuses voire la mort. D'un côté, la gravité accrue de la violence associée au tir d'arme à feu pourrait être vraisemblablement due à la plus forte probabilité de causer des lésions grave ou la mort qu'avec un lancer de pierre. La hiérarchie entre ces deux actes serait donc établie en fonction du risque, puisque les

⁹⁹ Hurl, p.132.

¹⁰⁰ Dupuis-Déri, *Les black blocs*, p.168.

¹⁰¹ Rousseau, « La non-violence doit accepter la pluralité des formes de lutte ».

conséquences possibles sont sensiblement les mêmes : soit des lésions sérieuses ou la mort. Il s'agirait d'une hiérarchie permanente où les tirs d'arme à feu sont nécessairement plus violents que les lancers de pierres.

Cet ordre hiérarchique pourrait cependant être contesté en invoquant qu'une plus grande durée et portée d'un acte violent en fait un acte plus grave; au sens où une mort par lapidation serait plus lente et souffrante et donc plus violente qu'une mort expéditive par un tir d'arme à feu.

D'un autre côté, ce serait le contexte des affrontements entre les forces gouvernementales et les agents contestataires qui ferait en sorte que les tirs d'arme à feu sont plus graves que les lancers de pierres. Rappelons que pour Locke, toute puissance législative ou exécutive qui tente de se mettre en possession d'un pouvoir absolu sur les vies, les libertés et les biens du peuple va à l'encontre de sa fonction première, ce qui cause son illégitimité¹⁰². Lorsqu'un gouvernement autorise ses forces de l'ordre à utiliser des moyens pouvant causer la mort pour contrôler la contestation issue de la population, on peut vraisemblablement affirmer que celui-ci « tente de se mettre en possession d'un pouvoir absolu sur les vies » de citoyennes et citoyens. Dans ce contexte, les tirs d'armes à feu seraient plus graves puisqu'ils seraient illégitimes en fonction qu'ils proviennent de l'État et sont dirigés à l'encontre de sa population. Pour leur part, les lancers de pierres seraient, pour paraphraser Thoreau, l'expression de la conscience des contestataires à l'encontre d'une injustice perçue¹⁰³. Ainsi, le contexte de la révolte ferait en sorte qu'un même type d'action pourrait être plus grave si elle est perpétrée par un agent gouvernemental que par un agent citoyen. Par exemple, il serait *plus violent* que la vitrine d'un bureau syndical soit intentionnellement brisée par un policier que si un agent contestataire brisait la vitrine d'un poste de police. Il y aurait une inégalité dans l'affrontement entre les forces gouvernementales et les agents contestataires concernant

¹⁰² Locke, *Traité du gouvernement civil*, paragr. 222.

¹⁰³ Thoreau, « Walden. 1854 ».

la responsabilité et la légitimité des actions en fonction de la relativité contextuelle de la violence. Autrement dit, en contexte de contestation sociale, la violence répressive de l'État serait toujours pire que la violence des contestataires dirigée contre celui-ci. La violence des contestataires dirigée contre une entreprise privée aurait toutefois un contexte autre qui nécessiterait une évaluation qui lui est propre. La violence des contestataires dirigée contre l'État mais ayant des dommages collatéraux directs sur la population (ex. l'explosion d'une bombe dans un édifice gouvernemental) aurait elle aussi son propre contexte à analyser.

3.2.1.2. *Relativité définitionnelle*

Pour Myriam Simos (Starhawk), une activiste des mouvements altermondialiste et éco-féministe, la relativité de la violence est quelque chose qui se constate au fil des années passées dans l'activisme. Celle-ci affirme que son expérience à donner des formations d'action directe lui font croire que personne ne peut définir la violence/non-violence sans contexte. Par exemple, il ne serait pas évident de déterminer dans l'absolu de quel côté se trouve la destruction d'objets inanimés ou encore l'intimidation :

« La non-violence veut dire trop de choses différentes. En Europe, cela veut dire surtout ne pas attaquer les gens. Aux États-Unis, cela a été souvent interprété comme ne pas attaquer la propriété [...] On ne peut faire passer nulle part de lignes claires entre la violence et la non-violence. »¹⁰⁴

De son côté, Juliette Rousseau critique le concept de non-violence car il impliquerait selon elle une existence objective de la violence, c'est-à-dire qu'il serait possible de la définir dans l'absolu, ce à quoi Rousseau s'oppose¹⁰⁵. Peter Gelderloos va plus loin et soutient que la violence est non seulement relative, mais inexistante en tant qu'objet¹⁰⁶. Il affirme qu'après avoir participé et organisé des ateliers sur la thématique de la non-violence sur une période de dix ans, il n'a jamais pu observer un groupe à même d'arriver à un

¹⁰⁴ Starhawk, « Tactiques pour le mouvement altermondialiste, Tactics for the Anti-Capitalist Movement », p.194.

¹⁰⁵ Rousseau, « La non-violence doit accepter la pluralité des formes de lutte ».

¹⁰⁶ Gelderloos, *The Failure of Nonviolence*.

consensus concernant la définition de la violence : « Whenever I can, I ask people to define “violence”. The curious thing is that no group of people, whether they number five or a hundred, has ever agreed on the definition. »¹⁰⁷. Dans le cadre de ses expériences non scientifiques, Gelderloos demandait à ses échantillons de qualifier des exemples d’actions comme violentes ou non violente, dans certains cas sans avoir accès aux réponses des autres participants. D’après ses observations, lorsque les participants ne pouvaient pas voir ce que les autres avaient répondu, les réponses étaient beaucoup plus disparates que lorsque les réponses du groupe n’étaient pas secrètes. Pour Gelderloos, ce manque de définition unanime et objective est la preuve que le concept de violence ne devrait pas être employé dans l’élaboration de stratégies pour la contestation : « Violence is so vague, so hard to define, it is useless as a strategic category. »¹⁰⁸.

La question de déterminer la vraie définition de la violence est en opposition claire à un cadre non essentialiste. Bien que les observations de Gelderloos soient intéressantes, sa conclusion est problématique. D’une part parce que l’absence de définition unanime et objective d’un concept n’implique pas nécessairement qu’un groupe ne puisse pas s’entendre sur une définition de travail de celui-ci. Par exemple, ce n’est pas parce que la notion de fidélité dans une relation amoureuse n’a pas une définition unanime qu’il est impossible pour un couple de s’entendre sur les modalités de leur vie conjugale. D’autre part, il semble que la méthodologie employée par Gelderloos n’a pas une rigueur qui permet de tirer les conclusions empiriques alléguées. Gelderloos affirme qu’il n’a jamais observé de consensus concernant la définition de la violence, or il ne mentionne pas avoir demandé à ses échantillons d’arriver à un tel consensus. La conclusion à laquelle Gelderloos pourrait arriver est plutôt que personne ne possède la même définition instinctive de la violence, et non qu’il soit impossible d’arriver à un consensus concernant celle-ci.

¹⁰⁷ Gelderloos, p.21.

¹⁰⁸ Gelderloos, p.25.

Par contre, bien que la recherche de la nature propre du concept de violence en soi appartient à une perspective épistémologique autre que celle adoptée par la présente recherche, il est toutefois intéressant de s'attarder aux liens entre les différentes approches pour définir la violence et les différentes positions idéologique qui semble se rattacher à celles-ci.

Comme abordé en amont, la non-violence désigne de façon large une posture idéologique opposée à la violence. On peut distinguer la non-violence minimale de la non-violence maximale en fonction que la première exprimerait une préférence à éviter, limiter et réduire la violence alors que la deuxième représenterait la proscription complète de toutes les formes de violence. Autrement dit, la non-violence minimale est flexible alors que la non-violence maximale est rigide. Or, une position rigide semble dépendre de définitions rigides. Des auteurs qui prônent une non-violence maximale, comme Gene Sharp ou Michael N. Nagler, définissent la violence en fonction de la *nature* d'une action et non en fonction de son contexte : « Violence – [agression] physique exercée contre d'autres êtres humains qui entraîne des blessures ou la mort, ou les menaces d'employer une telle violence, ou tout acte relié à de telles attitudes ou menaces. »¹⁰⁹; « Violence, or deliberate harm to another's person or basic dignity [...]. »¹¹⁰. Dans le contexte de la contestation sociale, une définition rigide facilite l'action non violente maximaliste puisqu'elle clarifie et simplifie les tactiques interdites. Au contraire, une position non violente minimaliste est moins dépendante d'une définition fixe puisqu'elle ne proscriit pas unilatéralement l'utilisation de moyens violent dans l'action. On peut illustrer la différence entre les deux positions aux moyens des figures de l'allergique et de l'intolérant. L'allergique a besoin d'une liste exhaustive des produits présents dans son alimentation puisque la consommation de certains aliments lui est proscrite, afin de prévenir des réactions dangereuses. De son côté, l'intolérant évite la consommation de

¹⁰⁹ Sharp, *La force sans la violence*, p.83.

¹¹⁰ Nagler, *The Nonviolence Handbook*, p.3.

certain produit lorsque possible, mais une erreur ne risque pas d'entraîner des complications sérieuses.

Dans leur ouvrage, *Understanding Occupy from Wall Street to Portland*, Heath et al. soutiennent que le RDT, tel qu'il se retrouvait dans le mouvement *Occupy*, était un discours critique cherchant un moyen de s'attaquer à l'enjeu de la violence structurelle. Selon ces chercheur-e-s en communication, le RDT implique une recherche et un dépassement des limites de la signification de la violence/non-violence au sein d'un mouvement :

« Diversity of tactics invokes a refusal to conform to ritual concepts of protest by exploring the limits of what violence means within the movement and by respecting the actions of activists who choose to push the limits of nonviolent civil disobedience. »¹¹¹

Le RDT, en fonction de sa vision relative et réflexive de la violence, pourrait s'inscrire dans une position de non-violence minimale. À l'exception de Gelderloos, la littérature portant sur le RDT n'élimine pas le concept de violence des discussions stratégiques. Afin de ne pas exclure ou minimiser de facto la reconnaissance de certains types de violence – tel que les formes verbales-passives-indirectes – comme étant bel et bien des formes de violence que l'on peut contester, il semble essentiel de conserver l'usage de ce concept. La non-violence minimale (ou flexible) demeure une opposition à la violence en général, tout en laissant une ouverture plus grande quant aux actions possibles dans le cadre de la contestation sociale en fonction de son évaluation contextuelle de la violence. Au contraire, la non-violence maximale semble vouée à employer une définition étroite de la violence, ou à être fortement limitée dans l'action contestataire :

« A position which begins by saying that physical violence cannot be justified in acts of civil disobedience, then, because it violates people's *prima facie* rights, must ultimately conclude that no form of coercion is justifiable in acts of civil disobedience. »¹¹² (Morreall 2002)

¹¹¹ Heath, Fletcher, et Munoz, *Understanding Occupy from Wall Street to Portland*, p.109.

¹¹² Morreall, « The Justifiability of Violent Civil Disobedience », p.136.

De plus, la position de non-violence maximaliste pourrait également perpétuer des stéréotypes oppressifs. Selon A. K. Thompson, chercheur en sociologie, la possibilité que des femmes puissent avoir recours à des moyens de contestation violents si celles-ci le désirent participerait à briser les stéréotypes de genre que leur impose une société patriarcale¹¹³ :

« [...] lying to the capacity for violence is not only about expending women activists' arsenal of available tactics. It is, more pressingly, about provoking a breakdown in normative male/female gender designations and relations themselves. »¹¹⁴.

Ainsi, dépendamment de la façon dont la non-violence maximaliste est adoptée comme cadre pour l'action contestataire, elle pourrait elle-même représenter une forme de violence; soit une structure de domination. Juliette Rousseau abonde dans le même sens. Pour elle, un engagement à la non-violence dans la contestation n'est pas une garantie que celle-ci sera dénuée d'oppression et de rapports de domination : « Quoique dite non-violente, une action peut tout à fait reproduire des rapports de domination structurels, tant dans son organisation que dans son déroulement. » (Rousseau 2016). Elle affirme que les rapports de dominations opèrent le plus souvent à l'insu des dominant-es et que la majorité des participant-es aux mouvements de contestation sont à la fois des opprimé-es et des oppresseur-e-s. Elle soutient que, pour éviter de tomber dans le piège du paternalisme militant, la contestation doit s'organiser autour d'un respect de la pluralité des formes de lutte.

113 Le patriarcat, dans ce contexte, désigne l'organisation globale d'une société où les hommes détiennent le pouvoir, il est synonyme de domination masculine ou d'une société qui opprime (Lanthier, « POL-111 Femmes et politique »).

114 Thompson, *Black Bloc, White Riot*, p.115.

3.3. À retenir

Au final, l'argument de la relativité de la violence s'apparente à la position défendue par Howard Zinn, historien, chercheur en sciences politiques et activiste pour les droits civiques aux États-Unis. Selon Zinn, les moyens employés par la contestation sociale ne seront jamais parfaits et celle-ci est si complexe que la simple dichotomie violence/non-violence ne peut être suffisante pour servir de guide pour l'action contestataire. Pour lui, chaque situation dans un mouvement social est unique et requiert une combinaison de tactiques qui lui est propre. Ce faisant, il serait insensé d'exclure, dès le départ et dans tous les cas, l'usage de tactiques qui dépassent les limites d'une non-violence rigide : « I insist only that the question is so open, so complex, that it would be foolish to rule out at the start, for all times and conditions, all of the vast range of possible tactics beyond strict nonviolence. »¹¹⁵.

Par la proscription de l'interdiction ou de l'imposition de certaines tactiques, les agents contestataires souscrivant au RDT souhaitent éviter le cul-de-sac conceptuel qu'est la dichotomie violence/non-violence. Ceux-ci, tout comme la majorité des contestataires, justifient le recours à des moyens qui sortent des mécanismes institutionnels de réforme en fonction d'un droit à la révolte. Ces moyens peuvent comprendre des actions légales (comme des envois postaux de masse à des représentants politiques, des campagnes médiatiques et des manifestations) et illégales (comme le non-respect des lois contestées, l'occupation des bureaux de l'État ou des manifestations). Le droit à la révolte ne prescrit pas l'usage de la violence, il renverse plutôt la responsabilité de sa présence au sein des mouvements de contestation en l'assignant au pouvoir étatique¹¹⁶. Les actions contestataires seraient une réponse à des injustices considérées par les agents comme proportionnellement plus répréhensibles que leur révolte. De plus, la non-violence

¹¹⁵ Zinn, *Disobedience and Democracy*, p.52.

¹¹⁶ Cette responsabilité accrue de l'État concernant la violence de la contestation est d'ailleurs appuyée par les recherches de Kathleen Cunningham et Emily Beaulieu (Cunningham et Beaulieu, « Dissent, Repression and Inconsistency ».).

minimale du RDT semble être compatible avec le principe antiautoritaire et celui de solidarité, tous deux mobilisés par le RDT.

4. Antiautoritarisme

Le principe antiautoritaire est un concept fondamental de la philosophie anarchiste¹¹⁷. L'anarchisme est un courant de pensée dont les premiers écrits sont généralement associés à William Godwin et son livre de 1798 : *An Enquiry Concerning Political Justice and Its Influence on General Virtue and Happiness*¹¹⁸, bien que celui-ci ne se soit jamais revendiqué en tant qu'anarchiste¹¹⁹. L'appellation « anarchisme » est attribuable à Pierre-Joseph Proudhon, qui réhabilita en 1840 le terme (jusque-là péjoratif) pour nommer son idéologie politique et sociale dans son essai : *Qu'est-ce que la propriété?*¹²⁰. C'est d'ailleurs à cet essai que l'on doit la phrase emblématique « La propriété, c'est le vol! »¹²¹. Selon l'anarchiste français, une des grandes injustices de son temps était causée par le fait que les moyens de production et de subsistance étaient détenus par les hautes sphères de la société¹²², ce que l'économiste et philosophe Karl Marx élaborera en détail plus de 40 ans plus tard sous le nom de *Théorie de l'exploitation*¹²³. Le dernier du trio des classiques de l'anarchisme, Mikhaïl Bakounine, est pour sa part reconnu pour ses disputes légendaires avec Marx à l'intérieur de la première internationale. Bakounine aurait prévenu Marx du danger relié à la dictature du prolétariat¹²⁴. On lui doit la célèbre phrase « Que la liberté sans le socialisme, c'est le privilège, l'injustice ; et que le socialisme sans liberté, c'est l'esclavage et la brutalité. »¹²⁵. Bien que la pensée anarchiste soit souvent associée au rejet complet de l'État (lorsqu'elle n'est pas dépeinte comme un culte de la violence et de la destruction), elle serait mieux représentée comme étant un scepticisme systématique envers l'autorité¹²⁶.

¹¹⁷ Franks, Jun, et Williams, *Anarchism*.

¹¹⁸ Manfredo, *Histoire mondiale de l'Anarchie*; McLaughlin, *Anarchism and authority*; Ward, *Anarchism*; Marshall, *Demanding the Impossible*.

¹¹⁹ Gordon, « Anarchism and Political Theory: Contemporary Problems ».

¹²⁰ Ward, *Anarchism*.

¹²¹ Proudhon, *QU'EST-CE QUE LA PROPRIÉTÉ ?*, p.7.

¹²² Ward, *Anarchism*.

¹²³ Marx, *Gesamtausgabe*.

¹²⁴ Ward, *Anarchism*.

¹²⁵ Bakounine, *FÉDÉRALISME, SOCIALISME et ANTITHÉOLOGISME*, p.59.

¹²⁶ Amster, « Anti-Hierarchy ».

4.1. Le principe

Pour Normand Baillargeon, philosophe et anarchiste québécois, l'antiautoritarisme questionne la légitimité des différentes formes et itérations de l'autorité et du pouvoir : « L'anarchisme est une théorie politique au cœur vibrant de laquelle loge l'idée d'antiautoritarisme, c'est-à-dire le refus conscient et raisonné de toute forme illégitime d'autorité et de pouvoir. »¹²⁷. Cette perspective permettrait de voir les potentiels positifs de la philosophie anarchiste, au sens où la destruction qui lui est associée partirait d'une réflexion critique plutôt que d'une soif irrationnelle de violence¹²⁸. La question devient alors d'identifier ces formes illégitimes d'autorité, c'est-à-dire d'identifier les cas où l'autorité devient oppressive. Selon Mikhail Bakounin, l'autorité de l'expert peut être légitime pourvu que celle-ci soit restreinte à la validité de l'information transmise concernant le domaine d'expertise¹²⁹. En ce sens, Bakounin affirme qu'en matière de bottes, il est légitime de se référer à l'autorité du cordonnier. Dans un débat concernant la fabrication ou l'entretien des bottes, on reconnaîtra que le cordonnier possède un statut particulier qui lui confère une autorité sur la validité des propos tenus lors du débat. Il serait toutefois oppressif que le cordonnier, ou la cordonnerie en général, s'impose en vertu de son expertise comme la seule autorité valide en la matière (ou encore en prescrivant un certain entretien obligatoire sur les bottes des personnes assistant au débat). L'autorité légitime, pour Bakounin, ne peut pas être fixée ni constante; elle ne peut pas être instituée sous la forme d'une hiérarchie¹³⁰. Outre l'étymologie assez oppressive du terme (du grec *hieros*, sacré, et *arkhein*, commandement¹³¹), la hiérarchie est définie dans ce contexte comme la forme institutionnalisée de l'autorité¹³². Ainsi, l'antiautoritarisme n'est pas une opposition ou un rejet absolu de l'autorité, il s'agit

¹²⁷ Baillargeon, *L'ordre moins le pouvoir; histoire et actualité de l'anarchisme*, p.13.

¹²⁸ Amster, « Anti-Hierarchy ».

¹²⁹ Bakounin, « What Is Authority? »

¹³⁰ Amster, « Anti-Hierarchy ».

¹³¹ Larousse, « Définitions », 2018.

¹³² Amster, « Anti-Hierarchy ».

davantage d'une critique, souvent acerbe, envers l'expansion et la solidification du pouvoir de commandement de certaines personnes sur les autres.

Ce faisant, le rejet de l'État chez les anarchistes serait entre autres engendré par les structures de pouvoir hiérarchisées qui le composent et qui maintiennent celui-ci en position d'autorité. Tel que mentionné plus haut, selon le principe antiautoritaire, l'autorité légitime ne peut pas être permanente. Or, bien que plusieurs États disposent de mécanismes pour modifier la composition des entités législatives et exécutives ainsi que les lois et règlements que ces dernières adoptent et exécutent, l'autorité qu'ont celles-ci n'est pas limitée dans le temps (les États n'ont pas une date de péremption). De plus, les États ne disposent pas de mécanismes institutionnalisés pour leur dissolution; par exemple, le droit à la révolte tel que théorisé par Locke et Thoreau n'est généralement pas une disposition effective des textes constitutionnels de ceux-ci¹³³. Ce n'est donc pas en opposition à la structuration de l'organisation sociale que l'antiautoritarisme rejette l'État, mais bien à cause que ce dernier prend la forme d'une structure hiérarchisée permanente. De la même façon, l'antiautoritarisme s'oppose au capitalisme puisqu'elle partage la théorie de l'exploitation marxiste en vertu de laquelle certaines personnes peuvent élargir et solidifier un pouvoir de commandement par l'accumulation de capital via la propriété privée des moyens de production¹³⁴.

4.2. L'argument

En philosophie politique, on pose de manière générale la décentralisation comme un processus de relocalisation des ressources d'une haute autorité vers les niveaux moins élevés d'une hiérarchie. Le processus est décrit comme une réduction, voir l'élimination, de la distance entre l'autorité et les personnes affectés par celle-ci. Cette distance peut être conceptuelle (au sens où elle réfère à la différence entre les échelons d'un ordre

¹³³ On peut penser entre autres au refus de la sécession des États confédérés par le gouvernement fédéral unioniste aux États-Unis en 1861.

¹³⁴ Schweickart, *After Capitalism*.

hiérarchique) ou physique (dans le cas où le centre d'autorité et de pouvoir est situé à un endroit géographique autre que le lieu de son application)¹³⁵.

4.2.1. Décentralisation

L'argument de la décentralisation en faveur du RDT repose principalement sur le principe antiautoritaire en plus de mobiliser, entre autres, les concepts de pluralisme, d'autonomisation, de préfiguration et de réseau. Cet argument soutient le RDT en fonction d'un pluralisme politique selon lequel il serait préférable que la prise de décisions reliées à l'organisation, d'événements contestataires spécifiques ou de l'ensemble d'un mouvement, ne soit pas centralisée vers un seul groupe ou quelques individus mais plutôt décentralisée vers tous ceux et celles qui participent à l'action.

Pluralisme :

Le pluralisme se définit sous son spectre le plus large comme étant la thèse selon laquelle la diversité est un fait observable, ou un but visé, ou les deux. Il s'agit d'un concept empirique et normatif. Le pluralisme peut être placé dans le domaine légal, religieux, culturel, scientifique, politique ou celui des valeurs¹³⁶ (Russell 2016; Pedersen et Wright 2018; Basinger 2018; Mason 2018). Selon la définition retenue ici, le concept s'articule autour des domaines politique, logique et moral. D'abord, le pluralisme politique soutient que le pouvoir est – ou devrait être – réparti entre des groupes plus ou moins autonomes au sein du système politique ou dans la société de façon plus large. L'idée étant que les décisions de la politique publique devraient être prises au terme d'interactions entre les différents groupes d'intérêts plutôt que de venir d'une autorité centrale. Les partisans du pluralisme politique ont tendance à mettre de l'avant les avantages démocratiques de leurs théories. L'opposition conceptuelle du pluralisme au totalitarisme préviendrait les

¹³⁵ Bevir, *Key Concepts in Governance*.

¹³⁶ Russell, « Logical Pluralism »; Pedersen et Wright, « Pluralist Theories of Truth »; Basinger, « Religious Diversity (Pluralism) »; Mason, « Value Pluralism ».

dérives possibles d'une l'autorité centralisée, sous la forme d'un État ou autre, et favoriserait l'acceptation sociale et l'intégration de la diversité; qu'elle soit ethnique, culturelle, sexuelle ou idéologique. Les plus radicaux iront même jusqu'à soutenir que le pluralisme politique permet une plus grande participation citoyenne et encourage l'autogestion¹³⁷. Ensuite, le pluralisme logique, provenant principalement des traitements mathématique et formel des conséquences, stipule qu'il existe plus d'un système logique valide¹³⁸. Ce pluralisme peut être une porte d'entrée vers la logique de la sursomption hégélienne¹³⁹. Finalement, le pluralisme des valeurs, à distinguer du pluralisme politique et du relativisme moral, consiste en la position selon laquelle l'ensemble des valeurs n'est pas réductible à une seule *super-valeur* mais qu'il est plutôt composé d'éléments distincts les uns des autres¹⁴⁰.

Cette préférence est due à la croyance que la décentralisation favoriserait l'autonomisation des agents participants. L'autonomie de ceux-ci est jugée souhaitable en fonction de deux suppositions : d'une part, les agents autonomes seraient moins disposés à être soumis à une hiérarchie; d'autre part les agents autonomes seraient plus impliqués dans l'action collective puisqu'ils se sentiraient plus responsable. Ainsi, un comité organisateur décentralisé prendrait la forme d'un réseau de partage d'informations entre les personnes au cœur de la coordination et le reste des participants et participantes.

Réseau :

Le réseau est un groupe d'acteurs interdépendants. La composition de celui-ci est très variable, elle peut comprendre des individus, des associations, des États, des entreprises transnationales, ou un mélange de ceux-ci. Les réseaux seraient présents dans toutes les sphères de la société, incluant la vie privée des individus, d'une part sous une forme non

¹³⁷ Bevir, *Key Concepts in Governance*.

¹³⁸ Russell, « Logical Pluralism ».

¹³⁹ Voir **Sursomption** page 87.

¹⁴⁰ Mason, « Value Pluralism ».

structurée et d'autre part très formelle. Mark Bevir, chercheur en science politique, met le réseau en contraste avec la hiérarchie et le marché, au sens où le réseau fonctionne essentiellement lorsqu'il y a interdépendance entre les agents¹⁴¹. Au contraire, la hiérarchie dépendrait de la clarté et du fait de la relation d'autorité entre les agents (relation de dépendance) et le marché reposerait sur une indépendance des agents entre eux. Dans la hiérarchie, l'agent dominant impose sa volonté sur ses subalternes, et dans le marché les agents atteignent leur but par l'achat et la vente de biens. Or, pour qu'un agent arrive à son but dans un contexte de réseau, il doit assurément coopérer avec les autres.

En théorie organisationnelle, on dénote quatre dimensions selon lesquelles le réseau doit être différencié de la hiérarchie et du marché¹⁴². La première dimension concerne la base de la relation entre les agents : le marché fonctionne avec des titres de propriété, la hiérarchie fonctionne selon une relation employeur-employé et le réseau fonctionne selon un échange mutuel de ressources. La deuxième dimension porte sur la monnaie d'échange entre les agents : le marché se base sur le prix, la hiérarchie se base sur l'autorité et le réseau sur la confiance. La troisième dimension concerne les moyens de résolution des conflits : le marché utilise la négociation et les tribunaux, la hiérarchie utilise les règles et les commandements, alors que le réseau use de diplomatie. La dernière dimension est culturelle : le marché engendre une culture de compétition, la hiérarchie assure une culture de subordination et le réseau encourage une culture de réciprocité.

Les principes du PGA, une source importante du RDT, étaient eux-mêmes basés sur la décentralisation et l'autonomie afin que les groupes locaux puissent organiser eux-mêmes leurs événements et actions sans avoir à suivre un mot d'ordre provenant d'une autorité quelconque¹⁴³. Par son opposition à l'interdiction et à l'imposition de certaines

¹⁴¹ Bevir, *A Theory of Governance*.

¹⁴² Bevir.

¹⁴³ Peoples Global Action, « PGA Hallmarks ».

tactiques dans l'organisation de la contestation, le RDT s'inscrit dans l'idée de la décentralisation. Cette décentralisation concerne dans un premier temps les relations entre les différents groupes. Elle peut également s'étendre jusqu'à la structure interne de ceux-ci, toutefois, la décentralisation jusqu'au niveau individuel n'est pas un prérequis du RDT, il s'agirait plutôt d'une conséquence possible de ce dernier.

4.2.1.1. *Autonomie*

Peu avant l'émergence officielle du RDT, on retrouve un appel à la décentralisation dans le manifeste du RACB. Dans son appel à la mobilisation, le bloc anticapitaliste révolutionnaire déclare être critique de tout argument opposée à l'autonomie des groupes et il affirme que la force de leur mouvement se retrouve, au contraire, dans la capacité de chaque groupe à pouvoir s'organiser de façon autonome selon leurs propres convictions : « The power of each group to organize autonomously based on their own ideas shows the strength of our movement. »¹⁴⁴.

Autonomisation :

L'autonomisation se rapporterait à « [un] processus par lequel une personne ou une collectivité se libère d'un état de sujétion, acquiert la capacité d'user de la plénitude de ses droits, s'affranchit d'une dépendance d'ordre social, moral ou intellectuel »¹⁴⁵. Le terme provient d'« autonomie », qui vient de la contraction entre les termes grecs *autos* - qui veut dire « soi-même » - et *nomos* - qui veut dire « loi » ou « règle » - résultant en : la capacité de se donner à soi-même sa propre loi¹⁴⁶. On distingue généralement l'autonomie morale de l'autonomie politique : la première, provenant d'Emanuel Kant, est la capacité de se donner des règles universalisables qui encadrent nos actions; la seconde, provenant à la fois de Kant et de John S. Mill, est le droit d'avoir une liberté qui ne soit pas interférée par la liberté des autres¹⁴⁷. Pour Cornelius Castoriadis, philosophe

¹⁴⁴ Revolutionary Anti-Capitalist Bloc, « Final "REVOLUTIONARY ANTI-CAPITALIST BLOC" statement ».

¹⁴⁵ Commission générale de terminologie et de néologie, « Bulletin officiel n° 4 du 26 janvier 2006 ».

¹⁴⁶ Le Coadic, « L'autonomie, illusion ou projet de société ? », p.2.

¹⁴⁷ Dryden, « Autonomy ».

franco-grec du 20^e siècle, cette distinction n'aurait pas lieu d'être; l'autonomie serait un concept qui ne peut pas être cloisonné et réservé à certains aspects de la vie sociale : « A purely political autonomy would be meaningless. One cannot imagine a society where people would be slaves in production every day of the week and then enjoy Sundays of political freedom. »¹⁴⁸. Dans le cas où un travailleur n'a aucun pouvoir décisionnel sur son milieu de travail et qu'il ne peut quitter son emploi sans automatiquement se retrouver au chômage (soit par manque de qualification ou à cause d'un haut taux de chômage dans sa région), il est en quelque sorte prisonnier de son travail. Dans ce cas, le travailleur pourrait avoir une autonomie purement politique (c.-à-d. pouvoir exercer un droit de vote et s'impliquer dans un parti politique) lorsqu'il n'est pas au travail sans être pour autant un citoyen autonome.

Pour le « philosophe de l'autonomie »¹⁴⁹, la définition de l'autonomie individuelle dépend d'une définition du *soi*. Or, l'identité du *soi* ne pourrait pas être en vase clos; l'individu se définirait en partie par les normes sociales et culturelles et par le groupe auquel il appartient; il n'y aurait donc pas de *soi absolu*, mais seulement un *soi* comme une partie intégrante d'un groupe social. Ainsi, l'autonomie individuelle serait dépendante de l'autonomie collective; au sens où si le *soi* se définit en partie par les *autres* qui composent son groupe, le *soi* ne peut pas être complètement autonome si les *autres* ne le sont pas : « [...] if autonomy is the relation in which others are always present as the otherness and as the selfness of the subject, then autonomy can be conceived, even in philosophical terms, only as a social problem and as a social relation. »¹⁵⁰. En ce sens, l'autonomisation serait plutôt *un processus par lequel une personne ou une collectivité se libère d'un état de sujétion, acquiert la capacité d'user de la plénitude de ses droits, s'affranchit d'une dépendance au profit d'une interdépendance d'ordre social, moral ou intellectuel*.

¹⁴⁸ Curtis, *The Castoriadis Reader*, p.85.

¹⁴⁹ Garner, « Cornelius Castoriadis (1922—1997) ».

¹⁵⁰ Curtis, *The Castoriadis Reader*, p.183.

Du point de vue sociétal, l'autonomie serait caractérisée par l'autoinstitutionnalisation, c'est-à-dire la capacité de mettre en place ses propres lois et règles tout en ayant conscience que celles-ci demeureront en place uniquement par la volonté des membres de la communauté autonome : « [Autonomous society], that is to say, a state in which the collectivity knows that its institutions are its own creation and has become capable of regarding them as such, of taking them up again and transforming them. »¹⁵¹. De plus, les individus doivent avoir la possibilité de choisir la société à laquelle ils appartiennent, afin que cette société soit authentiquement autonome.

Par ailleurs, l'autonomisation serait à distinguer de l'emprunt lexical provenant de l'anglais *empowerment*. Ce terme souvent employé comme un synonyme d'autonomisation semble être davantage ancré dans un lexique de la domination. Le verbe *empower* provenant du français « en pouvoir », l'*empowerment* peut être défini comme l'action d'acquérir un pouvoir sur un enjeu, sur quelque chose ou autrui¹⁵². Bien qu'il ait été largement utilisé par le passé dans des mouvements de libération et d'émancipation¹⁵³, son utilisation dans ces contextes est aujourd'hui contestée : « L'*empowerment* [...] n'est pas l'équivalent d'une "émancipation", au sens d'affranchissement de toute forme de rapports dominants. »¹⁵⁴. Bien que l'autonomie octroie un pouvoir sur soi, au sens où une personne autonome a la capacité de se gouverner soi-même à l'intérieur d'un contexte social, l'autonomisation n'implique pas directement les notions d'autorité ou de domination. Au contraire, selon Castoriadis, l'autonomisation, n'est pas un processus de prise de pouvoir sur l'existence des autres : « Is my desire a desire for power? But what I want is the abolition of power in the current sense; I want the power of each and every one. For current power, other people are things, and all that I want goes against this. »¹⁵⁵.

¹⁵¹ Curtis, p.30.

¹⁵² Lincoln et al., « The Meaning of Empowerment ».

¹⁵³ Calvès, « « Empowerment » ».

¹⁵⁴ Marteu, « Des usages de l'empowerment, du genre et du féminisme dans les associations de femmes bédouines du Néguev (Israël) », p.59.

¹⁵⁵ Curtis, *The Castoriadis Reader*, p.169.

L'argument du RACB paraît toutefois incomplet à première vue. Il est hautement discutable que la décentralisation soit un signe de force pour un mouvement de contestation. Si l'on parle de puissance politique, il semble que la centralisation de l'autorité soit davantage un signe de force que la décentralisation. Par exemple, on dira qu'un parti politique est fort lorsque la base militante est loyale et suit les directives du chef. Au contraire, un parti politique composé de factions distinctes et autonomes sera plutôt décrit comme instable et faible par son manque d'autorité centrale. On peut aussi affirmer la même chose concernant un gouvernement; un État est fort lorsque l'autorité du gouvernement central sur son territoire et sa population est effective, c'est-à-dire qu'elle n'est pas contestée de l'extérieur (c.-à-d. par d'autres pays) ni de l'intérieur (c.-à-d. par la population).

Cependant, la centralisation et la puissance politique sont fortement associées aux totalitarismes¹⁵⁶. Les dictatures et autres régimes autoritaires ont en commun le fait d'être extrêmement centralisés, ce qui leur permet de maintenir leur force politique ; c'est la force de la chaîne de commandement hiérarchique qui palie l'absence d'appuis majoritaire venant de la population. Au contraire, le pluralisme et la décentralisation sont des éléments pris en compte pour l'évaluation du niveau de démocratie d'un État¹⁵⁷. Par exemple, les élections législatives représentent de manière générale la décentralisation du choix pour la succession du pouvoir. La force d'un mouvement composé de plusieurs groupes autonomes (c.-à-d. un mouvement décentralisé) ne ferait donc pas référence à une puissance politique ou un pouvoir de commandement mais plutôt à une propension pour une culture démocratique pluraliste; soit la capacité et le désir chez les différents agents de participer aux processus de prise de décision. En ce sens, la force d'une mobilisation décentralisée se trouverait dans l'autonomisation des agents impliqués par l'action contestataire.

¹⁵⁶ Bevir, *Key Concepts in Governance*.

¹⁵⁷ Perspective monde, « Démocratie: indice global | 2015 | -Monde | Carte et graphique ».

Dupuis-Déri semble être en accord avec ce point de vue. Il mentionne, dans son livre portant sur les *black blocs*, l'aspect décentralisateur de la norme en fonction d'un désir d'autonomie. Celui-ci affirme que : « [le RDT] évoque une valorisation de l'autonomie politique, tout en soulignant la légitimité de l'hétérogénéité des formes de contestation au sein d'un même mouvement. »¹⁵⁸. Il précise que la première formulation du RDT par la CLAC était aussi influencée par le contexte du militantisme à Montréal, c'est-à-dire par un conflit interne à l'organisation Salami (organisation apparue pour dénoncer l'Accord multilatéral sur l'investissement) qui aurait été causé par une structure organisationnelle de plus en plus centralisée.

Pour Janet Conway, chercheuse en sociologie, le RDT présuppose une organisation basée sur l'existence de groupes affinitaires en tant qu'instances décisionnelles. Ces groupes affinitaires sont des petits groupes qui décident de façon autonome de leur participation à des actions directes et qui s'organisent indépendamment des autorités centralisées d'un mouvement contestataire. Selon la chercheuse en sociologie, le RDT décentraliserait jusqu'au niveau individuel le droit et la responsabilité du choix des tactiques :

« Respect for diversity of tactics does not necessarily imply engaging in or even agreeing with the full range of tactics; rather, it holds that everyone has the right and the responsibility to identify their own thresholds of legitimate protest and to make their own political, strategical, and ethical choices [...]. »¹⁵⁹

L'aspect de responsabilité est particulièrement intéressant pour l'analyse de l'argument de décentralisation au sens où il précise les termes de cette dernière. Le RDT est parfois illustré comme étant seulement une décentralisation relative au choix de tactiques. Par exemple, du côté de l'ASSÉ, on affirme dans le cadre d'un camp de formation que : « [Le

¹⁵⁸ Dupuis-Déri, *Les black blocs*, p.157.

¹⁵⁹ Conway, « Civil resistance and the diversity of tactics in the anti-globalization movement », p.511.

RDT] vise à rejeter une rivalité entre les moyens d'action à utiliser et à laisser le libre choix aux gens ce qu'ils et elles désirent faire comme moyen d'action [...]. »¹⁶⁰.

Or, une décentralisation qui concernerait uniquement le choix de tactique ne mènerait pas forcément à l'autonomisation des agents contestataire. Reprenons la décentralisation du choix pour la succession du pouvoir (c.-à-d. les élections) comme exemple : le seul fait d'avoir le droit de vote n'assure pas que les citoyens et citoyennes soient autonomes. Comme mentionné par Castoriadis, si les citoyens et citoyennes ne peuvent participer à l'organisation de la structure sociale dans leur quotidien, la liberté dans le vote n'est pas suffisante pour les rendre autonomes. Avoir seulement le libre choix concernant les moyens d'action s'apparente davantage à une liberté négative qu'à l'autonomie¹⁶¹. L'absence de contrainte seule (c.-à-d. la liberté négative) ne permet pas de réaliser l'impact de nos actions sur les autres ni le potentiel d'influence qu'elles peuvent avoir sur ceux-ci. Pour que la décentralisation soit un processus d'autonomisation, elle doit permettre aux agents de participer à la transformation des normes du groupe.

Chez Milstein, la décentralisation est mise de l'avant en relation avec la différence entre chaque participant dans la capacité à prendre des risques, soit légaux ou d'ordre sécuritaire :

« At any given moment, not all revolutionaries can take the same risks—but this is something that individuals must determine for themselves, without self-appointed leaders deciding in advance which “identities” can take what risks. »¹⁶²

Pour l'auteure anarchiste, les agents contestataires ont aussi la responsabilité d'évaluer les risques reliés à une action et à déterminer s'ils sont disposés à les prendre. Ainsi, lorsque la responsabilité est également décentralisée, il est plus aisé de concevoir

¹⁶⁰ Schoen, « Actions et diversité des tactiques », p.2.

¹⁶¹ Carter, « Positive and Negative Liberty ».

¹⁶² Milstein, « Solidarity, as Weapon and Practice, versus Killer Cops and White Supremacy (Revised Version) ».

l'autonomisation des agents contestataires. Ceux-ci n'auraient pas seulement le droit de choisir les tactiques, ils auraient aussi la responsabilité de se renseigner et d'identifier les stratégies qu'ils jugent légitimes, les raisons qui motivent leurs choix tactiques ainsi que l'impact et l'influence qu'ils peuvent avoir sur les autres contestataires. En d'autres mots, les agents souscrivant au RDT auraient la responsabilité de former collectivement un discours réflexif sur le choix des tactiques en vertu de la décentralisation relative à la norme organisationnelle.

4.2.1.2. Préfiguration

Pour Starhawk, la décentralisation inhérente au RDT est le résultat d'une logique préfigurative anarchiste qui se retrouvait en trame de fond de l'organisation du contre-sommet des Amériques par la CLAC et le CASA :

« And there is also an ethic behind a "diversity of tactic" that the phrase itself does not convey: that people should be free to make their own choices; that a nonauthoritarian movement doesn't tell people what to do [...]. »¹⁶³

Préfiguration :

L'apparition de ce concept est attribuable à Carl Boggs et son article de 1977 *Marxism, prefigurative communism, and the problem of workers' control*¹⁶⁴. Son usage est devenu aujourd'hui le sujet d'une certaine controverse dans les milieux anarchistes¹⁶⁵. On peut toutefois comprendre le concept de la façon suivante : L'établissement d'une monnaie d'échange externe au système économique capitaliste – ex. une cryptomonnaie indépendante des marchés ou des billets de banque rendus inutilisables en dehors d'un réseau fermé – serait un moyen préfiguratif anticapitaliste au sens où il permettrait de réaliser directement un modèle économique autre. Au contraire, la dictature du prolétariat ne serait pas un moyen préfiguratif pour atteindre le communisme puisqu'il n'est pas la réalisation de la disparition des classes sociales en soi mais uniquement un

¹⁶³ Starhawk, *Webs of Power*, p.132.

¹⁶⁴ Gordon, « Prefigurative Politics between Ethical Practice and Absent Promise ».

¹⁶⁵ Gordon; Franks, « Prefiguration ».

moyen pour y arriver; c.-à-d. le renversement de la classe sociale au pouvoir par une autre. Ainsi, la préfiguration, appliquée aux théories politiques radicales, désignerait un certain lien d'identité entre les moyens et les visées¹⁶⁶. Autrement dit, un mouvement ou une action préfigurative consisterait en la réalisation actuelle – mais probablement imparfaite – d'un idéal souhaité : « How we act now is how we want others to begin to act, too. We try to model a notion of goodness even as we fight for it. »¹⁶⁷. De plus, l'action préfigurative n'attend pas l'avènement d'un nouveau paradigme social (ex. une révolution politique ou la chute du système économique) pour la réalisation de l'idéal souhaité; elle opère en dépit du contexte dans lequel elle prend forme : « The idea is summed up by one important slogan : "building the new society in the shell of the old." »¹⁶⁸.

La préfiguration se distinguerait en quelque sorte du conséquentialisme, au sens où elle soutient que les moyens doivent être cohérents avec la fin, signifiant que les conséquences des actions ne sont pas le seul élément à prendre en considération. Cependant, il ne s'agirait pas exactement d'une approche déontologique non plus, puisque les moyens préfiguratifs ne sont pas une fin en soi mais plutôt une partie intégrante de la fin, au sens où les actions préfiguratives visent la réalisation des conséquences souhaitées.

Le mouvement altermondialiste/anti-mondialisation, à l'origine du RDT, est souvent dépeint comme un mouvement préfiguratif :

« When protesters in Seattle chanted "this is what democracy looks like," they meant to be taken literally. In the best tradition of direct action, they not only confronted a certain form of power, exposing its mechanisms and attempting literally to stop it in its tracks: they did it in a way which demonstrated why the kind of social relations on which it is based were unnecessary. This is why all the condescending remarks about the movement being dominated by a bunch of dumb kids with no coherent ideology completely missed the mark. The diversity was a function of the decentralized form of organization, and this organization *was* the movement's ideology. »¹⁶⁹

¹⁶⁶ Franks, « Prefiguration ».

¹⁶⁷ Milstein, « Reclaim the Cities: From Protest to Popular Power ».

¹⁶⁸ Anarchist Federation, « INTRODUCTION TO ANARCHIST COMMUNISM ».

¹⁶⁹ Graeber, *Fragments of an Anarchist Anthropology*, p.84.

Le désir d'avoir un mouvement qui soit conséquent avec ses demandes et aspirations serait non seulement caractéristique du courant de pensée anarchiste¹⁷⁰, mais il est aussi très présent dans les multiples formes du féminisme.

Les Sorcières, un groupe de féministes radicales montréalaises souscrivant au RDT, expriment bien la logique préfigurative derrière la décentralisation. Celles-ci affirment ne pas vouloir représenter l'ensemble des féministes radicales, mais bien de s'exprimer et de poser des actions en leur propre nom. Elles sont en désaccord avec les pratiques d'autres groupes féministes, souvent issue du courant libéral et plus institutionnalisés, qui se conforment aux structures du pouvoir en place, considéré comme patriarcal. Les Sorcières reconnaissent les gains acquis par ce féminisme institutionnel mais déplorent son rejet fréquent des autres formes que peut prendre la lutte qui leur est commune. Ainsi : « [...] pour Les Sorcières, le respect de la diversité des tactiques est fondamental »¹⁷¹ puisqu'il aide à prévenir les rapports de domination au sein de la lutte féministe.

De plus, quoiqu'en pensent certains groupes comme Les Sorcières, l'institutionnalisation ne serait pas nécessairement incompatible avec le RDT. Du moins, la Fédération des Femmes du Québec (FFQ) semble être un exemple de l'intégration du RDT dans une organisation institutionnalisée. D'abord, dans un numéro spécial de son magazine *Le féminisme en bref* portant sur le Rassemblement pancanadien des jeunes féministes de 2008, la FFQ souligne l'importance de la diversité et de la pluralité du mouvement féministe :

« Les points de vues [sic] des jeunes femmes [...] ne sont pas assez entendus au sein d'événements ou dans les différentes plateformes du mouvement des femmes. Il est très

¹⁷⁰ Franks, « Prefiguration »; Manfredonia, *Histoire mondiale de l'Anarchie*; Baillargeon, *L'ordre moins le pouvoir; histoire et actualité de l'anarchisme*.

¹⁷¹ Côté, « De nouvelles Sorcières ! - Revue À bâbord ! »

important pour le CO de ne pas reproduire cette dynamique et de créer un rassemblement véritablement diversifié et inclusif de toutes les composantes du mouvement féministe. »¹⁷²

Cette approche décentralisée se concrétise entre autres par une ouverture du forum à la présence de partisans de la diversité des tactiques, des cultures organisationnelles et des fonctionnements démocratiques. D'ailleurs, le manifeste de ce rassemblement revendique un engagement à :

« - Contester toutes les formes d'oppression, de pouvoir et de privilège.

- Reconnaître que les autres luttes contre l'oppression ne peuvent être séparées de la nôtre, parce que nous sommes toutEs intrinsèquement liéEs et à prendre conscience de la position de chacunE dans les différentes structures d'oppressions tout en luttant pour les éliminer.

- Construire des solidarités basées sur les points communs de nos diverses luttes et perspectives. »¹⁷³

Si l'on considère la centralisation du pouvoir décisionnel comme une forme d'hétéronomie, soit une forme de domination et d'oppression, l'intégration du RDT par la FFQ semble suivre une logique préfigurative, au sens où une organisation qui s'engage à contester les rapports de domination ne devrait pas avoir une structure qui permet de tels rapports; soit une structure hiérarchisée.

« La FFQ rejette tout système et toute pratique d'oppression et de domination qui génèrent et entretiennent la violence, la pauvreté, l'intolérance, la discrimination et l'exclusion, ainsi que la destruction des écosystèmes sur lesquels repose la vie. [...] La FFQ est ouverte à toutes les femmes dans leur pluralité et diversité. La FFQ et ses membres sont conscientes que les systèmes d'oppression opèrent également dans le mouvement féministe et au sein de la FFQ. Ainsi la FFQ et ses membres militent activement pour créer un espace d'engagement sans oppression pour toutes les femmes. »¹⁷⁴

La FFQ se conformerait donc au RDT dans un premier temps pour rejoindre le plus grand nombre de femmes possible, mais aussi afin d'être en cohérence avec les revendications

¹⁷² Fédération des Femmes du Québec, « En route vers le Rassemblement pancanadien des jeunes féministes! », p.21.

¹⁷³ Toujours RebELLES, « Manifeste du Rassemblement pancanadien des jeunes féministes », p.4.

¹⁷⁴ Fédération des Femmes du Québec, « Déclaration de principes – FFQ ».

des mouvements féministes, c'est-à-dire de lutter contre la domination des femmes et pour leur autonomisation, ce qui impliquerait une décentralisation des pouvoirs et responsabilités.

Le concept d'allié abordé par Anne Bishop, une travailleuse communautaire de longue date dans l'est du Canada, permet de mieux illustrer le lien entre centralisation et oppression. Dans son livre, *Becoming an Ally : Breaking the Cycle of Oppression*, elle conceptualise la figure de l'allié en étroite relation avec un désir de ne pas reproduire des rapports de domination à l'intérieur des luttes sociales; cette figure s'adresse principalement aux personnes bénéficiant de privilèges (en fonction de leur sexe, classe sociale, origine ethnique, condition physique, etc.) qui s'impliquent dans des mouvements de contestation et d'émancipation. Dans un de ses chapitres, elle élabore 18 conseils pour être un « bon allié ». Parmi ceux-ci on retrouve des consignes comme la décentralisation des prises de décisions : « Try to avoid the trap of "knowing what is good for them." Do not take leadership. They are the only ones who can figure out what is good for them, and developing their own leadership strengthens their organization. »¹⁷⁵. La figure de l'allié illustre une relation dépourvue de domination entre des agents typiquement privilégiés (ex. des hommes blancs) et des agents typiquement opprimés (ex. des femmes racisées). Toutefois, la figure de l'allié ne se limite pas seulement aux relations privilégiés/opprimés, elle peut également être appliquée à des relations privilégiés/privilégiés ou opprimés/opprimés dans la mesure où elle représente simplement une relation qui tente de prévenir la perpétuation des rapports de domination au sein des mouvements de contestation.

Toutefois, la décentralisation est également pointée du doigt par certains détracteurs du RDT. En effet, un des arguments invoqués par ces derniers concerne l'incapacité de contrôler les agissements des agents contestataires lorsqu'il y a une décentralisation du choix des tactiques employées. Philippe Duhamel, formateur et organisateur québécois de

¹⁷⁵ Bishop, « How to be an Ally », p.4.

*campagnes citoyennes*¹⁷⁶, et Dave Martin, activiste et conseiller canadien sur le climat et l'énergie, sont un bon exemple d'opposants à la décentralisation inhérente au RDT. Dans un blogue publié en 2010 par l'organisme de défense environnementale Greenpeace, Duhamel et Martin affirment que le RDT permet l'utilisation de tactiques abusives et rejette toute forme de restriction collective sur les comportements individuels : « A basic principle of Diversity of Tactics is to not exclude or criticize any action, so even abusive tactics such as physical assault are allowed. [...] At its root, Diversity of Tactics rejects any collective constraint on individual behaviour. »¹⁷⁷. De plus, Janet Conway affirme que le RDT élimine la possibilité de faire usage de tactiques non violentes puisque la norme exclut les ententes entre les agents au-delà des groupes affinitaires : « A diversity of tactics framework undermines, and in some cases, eliminates the possibility of explicitly non-violent action because it precludes prior agreement between activists beyond specific affinity groups. »¹⁷⁸.

4.2.1.3. Contrôler (ou ne pas contrôler) l'action collective

On peut voir comment la décentralisation du choix de tactique est perçue par Duhamel et Martin ainsi que par Conway comme une instanciation de la liberté négative. En ce sens, la décentralisation ne serait pas souhaitable puisqu'elle permet aux agents de choisir des tactiques excessives et de refuser de conclure des ententes au détriment des autres agents. Selon cette perspective, les agents sous le RDT ne seraient soumis à aucune contrainte. Ces auteur-e-s prescrivent certaines balises pour encadrer le RDT à son état *sauvage*. Duhamel et Martin proposent 3 questionnements pour baliser l'action collective¹⁷⁹:

- I. Quel seront les tactiques interdites?
- II. Comment empêcher ces tactiques d'être employées?

¹⁷⁶ Duhamel, « Qui ».

¹⁷⁷ Duhamel et Martin, « Diversity of Tactics ».

¹⁷⁸ Conway, « Civil resistance and the diversity of tactics in the anti-globalization movement », p.522.

¹⁷⁹ Duhamel et Martin, « Diversity of Tactics ».

III. Comment se distancier des agents qui utiliseront les tactiques interdites?

D'abord, ces trois questionnements partent de la supposition que certaines tactiques doivent être interdites. Ensuite, le premier questionnement omet deux questions plus fondamentales; qui doit déterminer quel seront les tactiques interdites et comment le déterminer? Dans le cas d'une action spécifique, qui ne fait pas l'objet d'un appel à tout un mouvement mais qui se limite plutôt à la participation d'un seul groupe, il est plutôt facile de répondre à la première question : les membres du groupe participant. Dans le même contexte, la deuxième question est plus problématique ; est-ce par un vote à majorité simple ou par consensus? Les deux options demeurent relativement applicables dépendamment de la taille du groupe en question. Cependant, il ne s'agit pas du contexte où le RDT est le plus pertinent. Le RDT concerne d'abord les relations entre différents groupes. Dans ce contexte, les questions concernant les prises de décision sont davantage problématiques. Si une coalition regroupe plus de 20 000 personnes, il semble que le consensus peut être difficile à atteindre et qu'un vote à majorité simple risque d'aller à l'encontre de la position d'un nombre substantiel de personnes, sans compter les difficultés logistiques d'un tel vote. Dans le cas où l'on ne voudrait pas consulter les 20 000 personnes, il devient problématique de déterminer qui dicte les tactiques admises; Y a-t-il une hiérarchisation des groupes et de leur influence à l'intérieur du mouvement? Et si oui, comment est-elle établie?

Le deuxième questionnement – comment empêcher ces tactiques d'être employées – est la suite logique du questionnement précédent et de toute interdiction en général, il revient lui aussi à une question plus fondamentale : comment faire appliquer une décision qui concerne la collectivité? On sera porté à croire qu'une décision qui fait l'objet d'un consensus au sein d'une communauté n'aura pas de difficulté à être appliquée ; après tout, l'ensemble du groupe a manifesté son accord avec la décision. Au contraire, une décision adoptée à majorité simple a plus de chance de ne pas être respectée par ceux et

celles qui, quoique moins nombreuses et nombreux, étaient fortement opposé-e-s à celle-ci.

Finalement, le troisième questionnaire – comment se distancier des agents qui utiliseront ces tactiques – est ancré dans une logique d'action symbolique et/ou constitutionnelle. Le besoin de se dissocier d'un *mauvais* groupe est principalement causé par un désir de conserver une *bonne* image auprès de la population que l'on souhaite conscientiser ou des autorités à qui l'on demande d'agir. Toutefois, la même question apparaît à nouveau : qui et comment ; qui doit déterminer ce qui contribue et constitue une bonne image et comment parvenir à maintenir cette image?

Les problématiques relevées dans les trois questionnements de Duhamel et Martin sont propre au principe antiautoritaire. Dès qu'une décision affecte autrui, l'antiautoritarisme questionne le processus par lequel cette décision est prise, à la recherche d'une autorité illégitime; c'est-à-dire d'une hiérarchie. Ainsi, ces problématiques sont contingentes. Une organisation basée sur le principe de l'avant-garde, par exemple, ne serait pas soumise à ces considérations. L'avant-garde, tel que conceptualisée par Vladimir Ilyich Lenin, mobilisant les écrits politiques de Karl Marx et Friedrich Engels, constituerait le moteur des changements sociaux¹⁸⁰. Elle serait composée d'une minorité d'individus ayant une meilleure compréhension de la marche à suivre, des conditions et de l'objectif d'un mouvement social : « [...] they have over the great mass of the proletariat the advantage of clearly understanding the line of march, the conditions, and the ultimate general results of the proletarian movement. »¹⁸¹. Le rôle de l'avant-garde serait de guider les différentes factions d'un mouvement social dans une direction qu'elle juge souhaitable :

« Nous devons assumer l'organisation d'une ample lutte politique sous la direction de *notre* parti, afin que toutes les couches d'opposition, quelles qu'elles soient, puissent prêter et prêtent effectivement à cette lutte, ainsi qu'à notre parti, l'aide dont elles sont capables. Des praticiens social-démocrates, *nous* devons former des chefs politiques sachant diriger

¹⁸⁰ Graeber, « Twilight of Vanguardism ».

¹⁸¹ Marx et Engels, *Manifesto of the Communist Party*, p.22.

toutes les manifestations de cette lutte aux multiples aspects, sachant au moment utile “*dicter un programme d'action positif*” aux étudiants en effervescence, aux *zemtzy* mécontents, aux sectaires indignés, aux instituteurs lésés, etc., etc. »¹⁸²

Dans cette perspective, la décision concernant le choix des tactiques à interdire reviendrait toujours aux personnes ayant les meilleures compétences, soit à l'avant-garde. En fonction de l'autorité accordée à l'avant-garde, cette décision pourrait être imposée par des moyens persuasifs et/ou coercitifs : un appel à respecter les directives, une marche à suivre stricte exécutée par un service de sécurité, etc. En vertu de ses compétences supérieures, l'avant-garde serait également habilitée à déterminer quelle image publique sert davantage la cause du mouvement.

4.3. À retenir

Les critiques envers le RDT et sa décentralisation du pouvoir décisionnel, comme celle de Duhamel et Martin, sont essentiellement une opposition à la perte de contrôle sur l'action collective. Les dérapages causés par un manque de balises sont une réalité qui fait résonner une corde sensible dans les mouvements de contestations. Les exemples de soulèvements populaires ayant des débordements ou des issues contradictoires avec les aspirations de celui-ci sont nombreux (ex. les situations de la Libye, de l'Égypte et de la Syrie après le printemps arabe). Une décentralisation du choix des tactiques semble éliminer la possibilité de restreindre les actions individuelles. Ce point de vue est acceptable dans la mesure où le RDT proscriit effectivement l'interdiction et l'imposition de certaine tactiques sur l'ensemble d'un mouvement.

Cependant, l'impossibilité de restreindre les actions individuelles n'est pas forcément synonyme d'un laisser-aller complet. Sous le RDT, les agents peuvent non seulement influencer le choix de tactiques des autres, mais ils sont fortement encouragés à le faire en fonction du processus d'autonomisation relié à la décentralisation du RDT. Il serait donc valide d'affirmer qu'un mouvement qui souscrit au RDT ne contrôle pas les

¹⁸² Lenin, « III : POLITIQUE TRADE-UNIONISTE ET POLITIQUE SOCIAL-DEMOCRATE ».

agissements des agents qui le composent, puisqu'il favoriserait plutôt l'émergence d'un réseau d'influence entre ces derniers. Au contraire, le contrôle de l'action collective semble aller de pair avec la centralisation et la perte d'autonomie, en fonction de sa dépendance à l'autorité hiérarchisée. Or, comme le RDT émerge d'une volonté préfigurative reliée au principe antiautoritaire; un objectif visant la justice, comme la fin d'une mesure oppressive, ne peut justifier l'emploi de mesure qui perpétue des rapports perçus comme injustes. Par ailleurs, le désir de contrôler l'action collective est également relié à la perspective selon laquelle la responsabilité des débordements est attribuable aux agents contestataires. Cette perspective n'est pas celle du droit à la révolte vue précédemment. Au contraire, on se souviendra que Locke et Thoreau sont assez explicites quant à la responsabilité de l'autorité contestée en ce qui concerne les « malheurs et désastres sanglants » de la révolte¹⁸³.

Ainsi, les groupes de contestation souscrivant au RDT ne peuvent, en toute cohérence, s'organiser sur une structure de pouvoir hiérarchisé. La cohésion entre ceux-ci ne repose donc pas sur le contrôle d'une autorité centrale mais plutôt sur une culture de solidarité.

¹⁸³ Locke, *Traité du gouvernement civil*; Thoreau, « Walden. 1854 ».

5. Solidarité

La solidarité est un des principes clés du RDT. C'est par solidarité avec l'ensemble des groupes contestataires que le RDT proscrit la dénonciation (autant publique qu'aux forces de l'ordre) d'actions contestataires. C'est aussi en fonction de la solidarité que le RDT encourage la communication et la coordination entre les groupes contestataires malgré leurs différends concernant les tactiques employées.

5.1. Le principe

Provenant du milieu du droit commercial français, la solidarité désignait au 18^e siècle l'obligation pour chaque membre d'un groupe d'emprunt d'assurer la solvabilité du groupe en question¹⁸⁴. Le terme a ensuite été employé par de nombreux sociologues, tel que Auguste Comte et Émile Durkheim, afin d'illustrer et de décrire la cohésion d'un groupe social¹⁸⁵. Pour Wilhelm Dilthey, philosophe allemand de la fin du 19^e siècle, la solidarité implique un sentiment de mouvement avec (*Mitbewegung*) d'autres. La sympathie, la compassion, l'empathie et la joie partagée se rattacheraient toutes au sentiment de solidarité. Dilthey considère toutefois que le sentiment de solidarité est un réflexe naturel, ce qui en ferait un comportement inférieur au respect conscient de l'autre comme fin en soi¹⁸⁶. Chez Karl Marx, la solidarité se traduit par une conscience de classe permettant des actions émancipatrices pour les classes opprimées¹⁸⁷. De son côté, Max Scheler, philosophe allemand du début du 20^e siècle, soutient que la solidarité se définit par deux types de responsabilités. Chaque individu est responsable de ses propres actions et porte une coresponsabilité des actions des autres. Cette coresponsabilité, selon Scheler, ne nuit pas à l'autonomie des individus, il s'agirait plutôt d'un questionnement radical face à des actes socialement répréhensibles. La solidarité serait donc ce qui pousse

¹⁸⁴ Ferdman et Kohn, « The Theory and Politics of Solidarity and Public Goods ».

¹⁸⁵ Ferdman et Kohn; Doreian et Fararo, *The Problem of Solidarity*.

¹⁸⁶ Makkreel, « Wilhelm Dilthey ».

¹⁸⁷ Doreian et Fararo, *The Problem of Solidarity*.

les individus à prendre conscience de leur rôle comme personne unique dans le développement d'une communauté dénuée d'actes antisociaux¹⁸⁸.

Suivant un cadre non essentialiste, l'objectif derrière la clarification du principe de solidarité n'est pas de trouver la « vraie » définition, mais plutôt d'identifier une définition qui soit compatible avec le RDT. Dans son ouvrage *Political Solidarity*, Sally J. Scholz, chercheuse en sciences sociales, distingue trois types de solidarité : la solidarité sociale, la solidarité civique et la solidarité politique¹⁸⁹. Ces trois types de solidarité ont en commun d'être une médiation entre l'individu et une communauté, de décrire un groupe ou une communauté qui représente plus que l'ensemble de ses parties et d'être une forme d'unité. La solidarité sociale concerne le niveau d'interdépendance des individus d'un même groupe. Elle se construit autour d'éléments communs à chaque membre d'un groupe. Il s'agit d'une relation communautaire qui comporte des obligations contraignantes. Pour sa part, la solidarité civique se rapporte à la relation entre les citoyens et citoyennes d'un même État. En vertu de leur appartenance à un même État, les citoyens et citoyennes auraient le devoir de servir leurs concitoyens et concitoyennes ainsi que l'État, et vice-versa. Cette solidarité civique présuppose que lorsqu'un individu souffre d'une lacune dans les besoins de base, l'ensemble de sa communauté y perd, ce qui justifie que cette dernière vienne en aide à ses membres plus vulnérables. Finalement, la solidarité politique se rapporte au lien entre des individus réunis par opposition à une injustice perçue et partageant une vision commune d'un objectif social à atteindre. Cette solidarité n'est pas construite autour des notions de dépendance, de contrôle de groupe ou en fonction de traits communs ni de localité. Elle concerne plutôt la prise de conscience individuelle, l'engagement ainsi que les responsabilités et actions collectives. Scholz précise que la vision commune de l'objectif à atteindre est plutôt large (ex. la fin d'une oppression ou la distribution équitable des droits) afin de permettre aux différentes perspectives des différents acteurs de se

¹⁸⁸ Davis et Steinbock, « Max Scheler ».

¹⁸⁹ Scholz, *Political Solidarity*.

rassembler sous la solidarité politique. Scholz précise que la solidarité politique peut mener aux deux autres types de solidarités, mais qu'il ne s'agit pas d'une évolution nécessaire.

En fonction des liens étroits entre le RDT et le principe antiautoritaire, il est logique de se tourner également vers des définitions de la solidarité provenant de la pensée anarchiste. Déjà, dans son texte de 1867, *Solidarity in Liberty : The Workers Path to Freedom*, Mikhail Bakunin invoque la solidarité comme étant une loi universelle aux sociétés humaines. Selon cette loi, la liberté pourrait seulement être expérimentée dans l'absence complète d'oppression. Ainsi, l'esclavage d'un seul individu empêcherait l'ensemble de la communauté de connaître la liberté¹⁹⁰. De façon plus contemporaine, Paul McLaughlin, chercheur en éducation, fait référence à la solidarité dans son ouvrage *Anarchism and Authority : A Philosophical Introduction to Classical Anarchism*. Il la décrit comme étant un principe de redistribution économique en fonction des besoins de chacun¹⁹¹. De son côté, Uri Gordon, chercheur en sciences politiques, affirme dans son livre *Anarchy Alive! : Anti-Authoritarian Politics From Practice to Theory* que la solidarité exprime une relation entre des personnes et des groupes qui est basée sur l'identification mutuelle. Il soutient que la solidarité implique une volonté de partager le sort de l'autre, non pas en tant que membre appartenant à la même catégorie mais plutôt en tant qu'individus uniques et différents¹⁹². Finalement, selon Hillary Lazar, chercheuse en sociologie, la compréhension anarchiste de la solidarité aurait vécu un changement dans les dernières années. Cette modification peut être illustrée par le remplacement progressif du terme « allié » par « complice », ce dernier étant un statut qui implique un engagement plus actif quant aux conséquences liées à l'activisme de ceux et celles avec qui l'on est solidaire¹⁹³.

¹⁹⁰ Bakunin, « Solidarity in Liberty ».

¹⁹¹ McLaughlin, *Anarchism and authority*.

¹⁹² Gordon, *Anarchy Alive!*

¹⁹³ Lazar, « Intersectionality ».

On constate qu'il existe une similitude entre la loi de Bakunin, la conscience de classe chez Marx, le partage du sort chez Gordon, la complicité de Lazar et la solidarité politique chez Scholz; la reconnaissance de soi dans l'autre. Outre son naturalisme contestable, la loi de Bakunin exprime une sorte de solidarité par culpabilité. Si une personne libre peut se reconnaître dans l'esclave (c.-à-d. percevoir l'esclave comme un être égal à soi), sa propre liberté instaure un sentiment d'injustice; si l'esclave est égal à moi, pourquoi suis-je libre et pas lui. Ensuite, dans le cas de la conscience de classe marxiste, la reconnaissance de soi dans l'autre est double. D'une part, il s'agit de la perspective opposée de la loi de Bakunin; lorsque les ouvriers et ouvrières se reconnaissent dans le capitaliste, ce dernier n'a plus de caractéristique différente justifiant de prendre la plus-value générée par le travail de ceux et celles-ci. D'autre part, les ouvriers et ouvrières, ayant accepté la théorie de l'exploitation à l'étape précédente, pourraient se reconnaître entre eux et elles comme étant tous et toutes exploité-e-s par le capitaliste. L'identification mutuelle serait donc un élément déclencheur et unificateur à la contestation sociale. De leur côté, le partage volontaire du sort de l'autre chez Gordon et la complicité de Lazar impliquent aussi une reconnaissance de soi dans l'autre. Toutefois, ces dernières soulignent l'existence et la réalité distincte des individus impliqués dans une relation de solidarité. La volonté d'être complice implique d'avoir une situation « normale » qui ne comprend pas les mêmes risques et dangers associés à la situation de qui l'on souhaite être solidaire. Finalement, la solidarité politique de Scholz implique pour les activistes de se reconnaître dans les autres contestataires en fonction de leur opposition commune à une injustice perçue. Ainsi, les individus peuvent n'avoir aucun autre lien de solidarité que la cause à laquelle ils s'impliquent.

5.2. L'argument

Le RDT prône une solidarité entre les différents groupes contestataires. Cette solidarité va au-delà de la solidarité politique de Scholz à proprement parler puisque cette dernière proscriit l'usage de la violence. Le processus de se reconnaître dans l'autre (c.-à-d. la

solidarité) doit être présent chez l'ensemble des groupes souscrivant aux RDT afin de permettre une coopération entre ceux-ci.

5.2.1. Diversité solidaire

Cet argument soutient le RDT en fonction du postulat selon lequel il serait préférable que les différents agents qui prennent part à des mouvements de contestation maintiennent un esprit de solidarité malgré la diversité de leurs bagages théoriques et pratiques ainsi que de leurs différentes aspirations. Cette préférence serait due à un respect évaluatif du pluralisme¹⁹⁴ et à la croyance selon laquelle un mouvement solidaire serait préfiguratif¹⁹⁵ d'une société plus juste et autonome¹⁹⁶.

Respect :

On peut généralement définir le respect comme une relation entre un sujet et un objet dans laquelle le sujet réagit à l'objet selon une certaine perspective et de manière appropriée¹⁹⁷. L'attitude respectueuse serait toujours dirigée vers un objet, de façon à ce que ce dernier soit pris en compte tel qu'il est ou s'identifie, et non en fonction des désirs, peurs, préférences et aversions du sujet. Toutefois, pour qu'il y ait respect, le sujet doit juger que l'objet mérite l'attention qu'il demande :

« To be a form or expression of respect, behavior has to be motivated by one's acknowledgment of the object as calling for that behavior, and it has to be motivated directly by consideration that the object is what it is, without reference to one's own interests and desires. On the other hand, certain kinds of feelings would not count as respect if they did not find expression in behavior or involved no dispositions to behave in certain ways rather than others, and if they did not spring from the beliefs, perceptions, and judgments that the object is worthy of or calls for such behavior. »¹⁹⁸

¹⁹⁴ Voir **Pluralisme** p.44.

¹⁹⁵ Voir **Préfiguration** p.52.

¹⁹⁶ Voir **Autonomisation** p.47.

¹⁹⁷ Dillon, « Respect ».

¹⁹⁸ Dillon.

Le respect dans la norme du *respect de la diversité des tactiques* peut être défini selon les quatre types de respect (respect évaluatif, respect des directives, respect institutionnel et respect de l'obstacle) identifiés par Stephen D. Hudson¹⁹⁹ :

1. Le respect évaluatif serait semblable à l'admiration et à l'estime. Ce type de respect serait obtenu ou mérité en fonction du degré d'appréciation favorable généré par l'objet chez le sujet (ex. avoir un respect de la diversité des tactiques à cause de ses effets jugés souhaitables);
2. Le respect des directives a pour objet des règles, conseils, lois ou demandes. Il se distingue du respect évaluatif puisqu'il ne concerne aucunement l'appréciation de l'objet par le sujet, il se rapporte plutôt à l'obéissance du sujet à se conformer aux demandes de l'objet (ex. respecter un appel à la diversité des tactiques). On peut donc avoir un respect des directives sans avoir de respect évaluatif pour celles-ci;
3. Le respect institutionnel se rapporte aux institutions et pratiques sociales ainsi qu'aux postes et rôles définis par celles-ci (ex. avoir un respect de la diversité des tactiques en fonction qu'il s'agit d'une norme acceptée par une instance reconnue socialement). Il est donc possible de respecter une directive à cause du respect que la société porte à l'institution qui la met en place, sans avoir de respect évaluatif pour cette directive, ni pour l'institution en tant que tel;
4. Le respect de l'obstacle est principalement une question de prudence vis-à-vis l'objet, en fonction que celui-ci a la capacité d'empêcher le sujet d'atteindre un objectif si ce dernier n'accorde pas l'attention appropriée à l'objet (ex. respecter les difficultés liées à la diversité des tactiques).

Les quatre types de respect peuvent toutefois s'additionner. On peut respecter un appel au RDT (c.-à-d. la directive), en fonction de l'appréciation que l'on a pour la norme en soi (c.-à-d. l'évaluation), de l'appréciation du processus par lequel elle a été adoptée (c.-à-d.

¹⁹⁹ Hudson, « The Nature of Respect ».

l'institution) et/ou en fonction du défi que représente une diversité de tactiques inhérente aux mouvements de contestation.

La diversité solidaire se concrétise d'abord par un préjugé favorable à l'endroit des autres agents qui s'impliquent. De cette façon, le RDT proscrit de nuire intentionnellement à la réalisation des différentes tactiques et actions employées par les autres agents. De plus, les choix stratégiques et tactiques de ceux-ci devraient être abordés avec la croyance initiale que ces choix reposent sur des principes et des réflexions valides jusqu'à preuve du contraire. Ensuite, comme le principe de solidarité implique dans un premier temps la reconnaissance de soi dans l'autre et dans un deuxième temps la volonté de partager ou d'être complice dans la réalité de l'autre; le fait de dénoncer l'autre dans le but de se sauver ou de sauver son image au détriment de l'autre est également proscrit. Ainsi, le RDT permettrait aux multiples agents contestataires d'aller au-delà de leurs différends concernant le choix des tactiques et de réaliser l'unité d'une contestation plurielle.

5.2.1.1. *Respect*

À la suite de la grève étudiante du printemps 2005 concernant une coupure dans les bourses de l'Aide financière aux études (AFE) du Québec, l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ) offre un camp de formation dans lequel se retrouve un atelier sur le syndicalisme de combat. Dans cet atelier, on présente « la diversité des tactiques » comme un principe fondamental au syndicalisme de combat²⁰⁰. On précise que ce principe implique une certaine reconnaissance de l'autre :

« Il doit exister un respect mutuel entre les partisans et partisans de différents moyens d'action en acceptant la diversité des consciences selon que tout le monde n'est pas prêt à faire les mêmes choses pour ainsi accepter, la diversité des tactiques. »²⁰¹

Le respect mutuel mentionné par Sophie Schoen peut être compris comme étant le respect évaluatif de l'autre. Dans ce cas, les partisans et partisans de différents moyens

²⁰⁰ Schoen, « Actions et diversité des tactiques ».

²⁰¹ Schoen, p.1.

d'action auraient une appréciation ou de l'estime pour les autres. Toutefois, cette interprétation cause une certaine ambiguïté. En effet, le respect évaluatif est quelque chose de *généralisé* par l'objet chez le sujet. Or, qu'arrive-t-il si certains agents ne génèrent pas un niveau suffisant d'appréciation chez les autres afin de mériter ce genre de respect? On peut facilement imaginer qu'un *black bloc* ne génère pas de prime abord de l'estime et de l'admiration chez un organisateur syndical ou qu'un service de sécurité syndical ne génère que très peu d'appréciation chez un participant d'un *black bloc*. À la rigueur, ce respect mutuel pourrait être interprété comme le respect d'une directive de tolérance, comprise comme étant au mieux un *modus vivendi* (c.-à-d. un accord mutuel de non-interférence) ou au pire une *permissio negativa mali* (c.-à-d. une permission d'être dans l'erreur)²⁰². Dans les deux cas, il semble que ce respect ne soit pas satisfaisant ou ne corresponde pas à une solidarité au niveau global d'un mouvement de contestation.

Lors du G20 à Pittsburgh en 2009, le collectif *Resist G20* (RG20) avait proposé des principes de base à respecter dans l'organisation des différentes activités de contestation. Le premier point de ces principes concerne la solidarité entre les différents groupes et individus : « Our solidarity will be based on respect for a political diversity within the struggle for social justice. »²⁰³. Cette fois, le respect invoqué par RG20 ne concerne pas les agents contestataires mais bien la diversité politique (c.-à-d. le pluralisme) au sein de la lutte pour la justice sociale. Il semble encore être question d'un respect évaluatif, mais le fait qu'il concerne un concept plutôt que les agents en tant que tel fait en sorte que ces derniers n'ont pas besoin de générer un respect évaluatif chez les autres pour qu'un lien de solidarité soit créé et entretenu dans l'ensemble d'un mouvement. Ce serait plutôt en fonction de l'appréciation et de l'estime porté au concept du pluralisme que les agents auraient un respect de la directive de solidarité qui est implicite au RDT.

²⁰² Forst, « Toleration ».

²⁰³ Resist G20, « Pittsburgh Principles ».

Dans son livre, *Webs of Power : Notes from the Global Uprising*, Starhawk affirme que le RDT prescrit aux agents contestataires de reconnaître que le choix de tactiques autres, c'est-à-dire qui sortent des tactiques auxquelles l'on souscrit nous-même, ne se fait pas à cause d'une absence de principes chez ceux et celles qui les adoptent, mais plutôt en fonction d'une différence de valeurs et de visées politique : « In Quebec City, diversity of tactics meant respecting that those who employ other tactics do so not out of a lack of principles, but out of their own politics and values. »²⁰⁴. Conway semble aussi partager ce point de vue. Elle affirme que le mouvement altermondialiste aurait propulsé la création de nouveaux codes de solidarité ; un de ceux-ci étant le RDT. La chercheuse explique que la solidarité du RDT proscrit aux agents de critiquer publiquement les tactiques que l'on désapprouve en tant que groupe ou individuellement : « Solidarity with the full range of resistance has meant that no tactics are ruled out in advance and that activists refrain from publicly criticizing tactics with which they disagree. »²⁰⁵. Elle poursuit dans la même veine en affirmant qu'un des facteurs déterminants du RDT est son éthique du respect et de l'acceptation du choix de tactique par les autres activistes : « The decisive feature of respect for diversity of tactics is an ethic of respect for, and acceptance of, the tactical choices of other activists. »²⁰⁶.

Il peut sembler à première vue que cette exigence positionne le RDT dans une position de relativisme ou de nihilisme qui entrainerait un laisser-faire complet. De plus, il est facile d'imaginer une situation où certains gestes et actions sont posés dans le cadre d'un mouvement de contestation sans avoir de justifications au préalable ni de façon ultérieure. Si la diversité solidaire du RDT implique une acceptation inconditionnelle des tactiques et actions des autres et empêche unilatéralement d'émettre des critiques face à celles-ci, il semble que cette solidarité soit une autre instanciation d'un simple laisser-faire. Or, les diverses versions du RDT comportent dans la majorité des cas des précisions concernant la diversité solidaire. Dans le cas des *Pittsburgh Principles*, RG20 spécifie dans

²⁰⁴ Starhawk, *Webs of Power*, p.149.

²⁰⁵ Conway, « Civil resistance and the diversity of tactics in the anti-globalization movement », p.507.

²⁰⁶ Conway, p.511.

son deuxième point que les débats alimentés par des critiques constructives sont nécessaire à l'évolution et à l'amélioration d'un mouvement de contestation : « We realize that debates and honest criticisms are necessary for political clarification and growth in our movements. »²⁰⁷ . On retrouve également une certaine forme d'encadrement du RDT au cinquième point des recommandations générales concernant les manifestations du *Occupy Wall Street's Direct Action Committee* : « We respect diversity of tactics, but consider how our actions may affect the entire group. »²⁰⁸. Il ne s'agirait donc pas d'une acceptation inconditionnelle des tactiques des autres ou d'une interdiction d'émettre des commentaires et des critiques concernant celles-ci. La solidarité du RDT ne serait pas une relation à sens unique. Les agents partisans de tactiques plus violentes devraient observer le même respect du pluralisme que les agents partisans de tactiques moins violentes.

Tout comme le pluralisme politique, le RDT serait d'abord une opposition au totalitarisme ou au monisme, au sens où la norme soutient qu'il n'existe pas qu'une seule façon d'arriver à un objectif et qu'il n'y a pas qu'un seul objectif à atteindre; ce qui est différent que d'affirmer que tous les moyens arrivent de la même façon au même objectif. Ainsi, un respect évaluatif du pluralisme n'empêcherait pas de communiquer directement aux autres agents des préoccupations et des problématiques concernant certaines tactiques, ou de ne pas participer à certaines actions. Ce respect aurait pour effet de limiter la simplification excessive des débats concernant le choix des tactiques; c.-à-d. des débats cherchant à déterminer quels sont les *bonnes* et les *mauvaises* tactiques.

5.2.1.2. *Unité plurielle*

Pour Alex Hundert, un activiste anarchiste basé en Ontario, le mouvement opposé aux Jeux olympiques de Vancouver en 2010 est un exemple d'une bonne intégration du respect de la diversité des tactiques. Il affirme qu'une des raisons qui explique la force de

²⁰⁷ Resist G20, « Pittsburgh Principles ».

²⁰⁸ Schneider, « What "diversity of tactics" really means for Occupy Wall Street ».

ce mouvement fut la présence d'une solidarité et d'une unité articulée par la diversité des tactiques :

« Part of the strength of the anti-Olympic campaign, as a watershed for the new anti-colonial movement, has been the solidarity and unity around a "diversity of tactics." Part of that solidarity is rooted in the idea that you cannot attack one part of the movement without attacking the whole. »²⁰⁹

La thèse selon laquelle la solidarité du RDT était ancrée dans l'idée qu'il n'est pas possible de s'attaquer à une partie d'un mouvement sans s'attaquer à l'ensemble de celui-ci est certainement discutable. On peut facilement s'imaginer une situation dans laquelle une entité doit se départir d'une de ses parties afin de préserver son tout : une personne atteinte d'un cancer doit neutraliser ses cellules cancéreuses afin de préserver l'intégrité du reste de ses cellules. Toutefois, il semble qu'au terme de cette opération, la personne traitée n'est plus constituée du même tout. Cette constatation est particulièrement évidente dans les cas où les cellules cancéreuses se trouvaient à des endroits apparents; comme c'est le cas pour le cancer du sein ou de la gorge. L'ensemble composé des cellules cancéreuses aurait donc bel et bien été attaqué et détruit pour permettre la survie de la grande majorité de cet ensemble, sous la forme d'un nouveau tout, ce dernier excluant les cellules cancéreuses. Ainsi, l'idée selon laquelle on ne pourrait pas exclure et discréditer une partie du mouvement sans porter atteinte à l'ensemble qui le regroupe fait référence à une certaine loyauté implicite au principe de solidarité. De plus, il semble que le désir d'exclure une partie du mouvement serait généralement motivé par un souci d'efficacité : ex. « On doit se dissocier des émeutières radicales pour ne pas nuire à l'image du mouvement. » ou « On doit exclure les réformistes pacifiques afin de ne pas diminuer l'intensité du mouvement. ». Or, comme il a été mentionné dans une section précédente, l'efficacité n'est pas une source d'arguments très fort en matière de contestation sociale.

²⁰⁹ Hundert, « In defence of the diversity of tactics ».

Le RDT proscriit le discrédit des autres agents ou la recherche de pouvoir politique privilégié pour son propre groupe au moyen de critiques contre les autres contestataires, en fonction que ces comportements seraient contraires à une démarche d'identification mutuelle. En effet, il serait difficile de se reconnaître dans l'autre et de partager sa réalité si l'on se dissocie de l'autre en le discréditant. Conway insiste elle-même dans sa description du RDT sur l'importance de l'aspect de non-dénonciation dans ce dernier car, à son avis, il s'agirait de l'élément principal ayant motivé l'apparition de la norme au début du siècle : « More than any other aspect of the Seattle events, it was this public denouncement coupled with active collusion with the police that fueled the post-Seattle debates about the need for respect for diversity of tactics. »²¹⁰. On retrouve également un appel à l'unité de la contestation dans le deuxième point des *Pittsburgh Principles*. Dans sa proposition, RG20 énonce une volonté de partager le sort de l'autre, propre au principe de solidarité, en s'opposant aux pratiques de condamnation et de délation publique concernant les choix tactiques et les positions idéologiques des membres de la contestation : « We reject all forms of red-baiting, violence-baiting, and fear-mongering; and efforts to foster unnecessary divisions among our movements. »²¹¹. Il est intéressant de s'attarder au concept de *unnecessary divisions* (c.-à-d. divisions non nécessaires) pour l'analyse de l'argument de la diversité solidaire. Le fait d'ajouter le qualificatif *non nécessaire* laisse en quelque sorte la porte ouverte à ce qu'il puisse exister des divisions qui soient nécessaires, ou à tout le moins acceptables, ce qui est en cohérence avec le principe de solidarité et le concept du pluralisme. Tel que le soutient Uri Gordon, la solidarité signifierait que les agents impliqués dans cette relation sont unis mais distincts; c.-à-d. qu'il existe une division entre ceux-ci qui se trouve à être dépassée, sans être complètement supprimée, par le lien de solidarité²¹².

Pour Cindy Milstein, la solidarité du RDT permet l'unité plurielle des mouvements de contestation. Dans son texte *Solidarity, as Weapon and Practice, versus Killer Cops and*

²¹⁰ Conway, « Civil resistance and the diversity of tactics in the anti-globalization movement », p.515.

²¹¹ Resist G20, « Pittsburgh Principles ».

²¹² Gordon, *Anarchy Alive!*

White Supremacy, Milstein affirme que la première revendication du respect de la diversité des tactiques par la CLAC est un engagement envers une solidarité inclusive et radicale : « The “Basis of Unity” is committed to an inclusive, radical solidarity [...]. »²¹³.

Radicalisme :

Le radicalisme est un concept plutôt pluriel, pour ne pas dire galvaudé. Employé régulièrement comme un synonyme d'*extrémisme*, il désigne généralement de façon péjorative des agents souhaitant des réformes importantes (voir complètes) des institutions et structures sociales faisant usage de moyens répréhensibles²¹⁴. Il est historiquement associé à un courant politique initié au 19^e siècle, porteur des idées de laïcité, de liberté et d'égalité²¹⁵. Cependant, dans les milieux contestataires, le radicalisme fait plus généralement référence à une position qui se concentre sur les fondements (c.-à-d. la racine) d'une injustice. Par exemple, les féministes radicales croient pouvoir remonter à la racine des systèmes d'oppressions : le patriarcat²¹⁶. Le SITT-IWW (Syndicat industriel des travailleurs et travailleuses – Industrial Workers of the World) est une organisation radicale puisqu'elle prend comme fondement des injustices sociales l'exploitation de la classe ouvrière par le patronat²¹⁷.

Ainsi, une solidarité radicale pourrait être interprétée comme une relation dont le lien de loyauté est basé sur un élément fondamental de cette relation. Dans le contexte de la contestation sociale, cet élément pourrait être l'esprit de révolte.

Elle souligne l'intention derrière le RDT de réaliser une contestation unie par l'inclusion de tactiques autant théoriques (comme l'éducation populaire) que pratiques (comme

²¹³ Milstein, « Solidarity, as Weapon and Practice, versus Killer Cops and White Supremacy (Revised Version) ».

²¹⁴ Merriam-Webster, « Definition of RADICAL »; Merriam-Webster, « Definition of RADICALISM »; Larousse, « Définitions », 2018; Larousse, « Radicalisme ».

²¹⁵ Heydt, « Mill, John Stuart ».

²¹⁶ Lanthier, « POL-111 Femmes et politique ».

²¹⁷ SITT-IWW, « Préambule ».

l'action directe). Selon elle, le RDT permet une structure organisationnelle prenant en compte les considérations particulières autant qu'universelles : « It allowed the particular and universal to complement, not crush each other. »²¹⁸. En d'autres mots, Milstein affirme que le RDT offre un contexte qui facilite la réalisation d'un équilibre entre les désirs et les besoins des différents agents et ceux du groupe contestataire dans son ensemble. Lors d'une entrevue réalisée au printemps 2018, l'auteure établit que le RDT tente de permettre la différence dans l'unité. Pour Milstein, la diversité solidaire du RDT peut être illustrée à l'aide d'un orchestre²¹⁹. Semblable à un ensemble musical, où chaque instrument joue un rôle et a une sonorité qui lui est propre à l'aide d'une technique particulière, un mouvement de contestation serait composé de plusieurs agents ayant des tactiques et des pratiques organisationnelles différentes. Dans un orchestre, malgré le fait que les instruments soient fort différents les uns des autres, ils peuvent représenter les parties d'une musique qui soit agréable à écouter, à condition que ceux-ci considèrent la partie des autres et ne prennent pas toute la place. De façon analogique, un mouvement contestataire qui souscrit au RDT pourrait rassembler les différents agents par une écoute mutuelle de chacun et une coordination permettant l'expression de la révolte propre à ceux-ci. Milstein n'exclut pas la possibilité qu'un mouvement organisé en fonction du RDT puisse avoir un chef d'orchestre. Toutefois, la figure du chef d'orchestre ferait référence à une source d'information concernant les parties de chacun des agents et l'orchestration (c.-à-d. la division spatiale et temporelle) des actions de ceux-ci, plutôt qu'à une source de pouvoir sur l'ensemble du mouvement. En ce sens, une plateforme numérique de partage d'information, ouverte et disponible à l'ensemble des agents contestataires, pourrait incarner le chef d'orchestre qui bat la mesure. Ainsi, tel un ensemble de musique contemporaine improvisée, la contestation sous le RDT produirait un résultat parfois chaotique et certainement imprévisible mais qui resterait en dehors de la cacophonie.

²¹⁸ Milstein, « Solidarity, as Weapon and Practice, versus Killer Cops and White Supremacy (Revised Version) ».

²¹⁹ Milstein, Entrevue avec Cindy Milstein.

Cependant, l'image employée par Milstein peut surprendre. En fait, à moins d'être familier avec les orchestres sans chef tel que le Pervyi Simfonicheskii Ansambl²²⁰, il est fort probable que la comparaison entre un mouvement organisé sous le RDT et un orchestre évoque principalement des différences. Comme les orchestres sont généralement associés à une culture relativement élitiste et hiérarchique et que la grande majorité d'entre eux fonctionnent sous l'autorité d'un chef, le lien proposé par Milstein n'est pas d'une grande aide pour la compréhension ni la défense du RDT. De plus, l'unité plurielle dont parle Milstein peut sembler à première vue comme une contradiction. On oppose généralement le monisme au pluralisme et l'unité à la diversité. On pourrait croire qu'une norme qui permet l'unité d'un mouvement pluriel signifie qu'au final l'unité triomphe sur la diversité, le cas échéant l'on devrait se demander ce qui permet cette victoire de l'unité aux dépens de la diversité.

Or, il semble que la solidarité du RDT n'implique pas la négation d'une ou l'autre des parties de la dichotomie entre l'unité et la diversité, ni entre les stéréotypes du réformiste pacifique et de l'émeutière radicale, mais plutôt son dépassement, sa sursomption.

Sursomption

La sursomption est un concept qui provient de la philosophie hégélienne. Georg Wilhelm Friedrich Hegel indique, dans son livre *La science de la logique*, que la sursomption est un des concepts les plus importants de la philosophie²²¹. Le terme, traduit par le philosophe québécois Yvon Gauthier, provient de l'allemand *Aufhebung*²²². La fascination qu'a Hegel pour la forme active de la sursomption – soit *aufheben* – provient du fait que ce verbe possède une signification double; c'est-à-dire qu'il réfère aux actions de conserver et préserver, comme à celles de supprimer ou d'annuler²²³. Pour le philosophe allemand, la

²²⁰ Sabaneev et Pring, « A Conductorless Orchestra ».

²²¹ Hegel, *Georg Wilhelm Friedrich Hegel*.

²²² Fradet, « Yvon Gauthier, Hegel ».

²²³ Hegel, *Georg Wilhelm Friedrich Hegel*.

contradiction entre les deux significations du même terme renferme un second niveau de compréhension qui demande une réflexion plus profonde. On retrouve deux types de rationalité chez Hegel : d'une part, le *Verstand*, la rationalité la plus usuelle et accessible, est celle qui divise, oppose et compare les objets du monde; d'autre part, le *Vernunft*, la rationalité plus profonde, incorpore et dépasse les dichotomies mises en place par le *Verstand* ²²⁴. Ainsi, la compréhension de *aufheben* selon laquelle il s'agit d'un terme ayant deux significations contradictoires est le résultat de l'analyse du *Verstand*. Pour Hegel, le *Vernunft* donne accès à une autre perspective sur le verbe *aufheben*, c'est-à-dire qu'il désigne l'unité entre des opposés. Ce faisant, la sursomption serait un processus par lequel des concepts contradictoires sont analysés en tant que pièces ou moments d'un même tout. Ce processus conserverait la distinction entre les éléments opposés – provenant du *Verstand* – tout en mettant fin à leur contradiction absolue en illustrant comment ils sont unis.

Il est important de mentionner que la philosophie hégélienne ne valorise pas les définitions fixes ni les systèmes explicitement définis. En fait, Hegel fut un des premiers philosophes à rejeter la perspective selon laquelle les idées ou concepts seraient éternels, statiques et parfaits²²⁵. En ce sens, loin d'être un concept précis, la sursomption met à l'épreuve les distinctions catégoriques et universelles, qui façonnent notre compréhension du monde, par un processus en constante évolution. On peut identifier le processus de sursomption lorsque quelque chose se transforme de façon à devenir plus sophistiqué. On retrouve un exemple de sursomption dans *La science de la logique*, où Hegel élabore le lien entre les concepts fondamentalement opposés de l'Être et du Néant²²⁶. Le philosophe allemand décrit l'Être comme étant l'indétermination et le vide pur. Autrement dit, l'Être pourrait seulement être défini par soi-même et référerait toujours à soi; c.-à-d. l'Être n'a pas de critère de correspondance autre que d'être égal à l'Être. Ainsi, l'Être affecterait tout ce qui est sans avoir aucun contenu en soi puisque dès

²²⁴ Gilbert, « Hegel PHI 263-05 ».

²²⁵ Gilbert.

²²⁶ Hegel, *Georg Wilhelm Friedrich Hegel*.

que quelque chose développe une détermination autre que celle de l'Être (c.-à-d. ne plus être indéterminé), cette chose devient *un être* en particulier. L'Être serait donc également immédiat puisque n'importe quelle temporalité ou autre médiation seraient une forme de détermination. De ce fait, Hegel affirme que l'Être n'est rien (ou qu'il est le néant) : « Being, the indeterminate immediate is in fact *nothing*, and neither more nor less than nothing. »²²⁷. L'Être pourrait donc aussi référer à son opposé. Le philosophe émet ensuite une définition du Néant qui ne mobilise pas l'Être, considérant que les deux concepts sont supposés n'avoir rien en commun, étant des opposés *purs*. Hegel définit donc le Néant comme étant la simple égalité à soi-même, le vide complet et l'absence complète de détermination et de contenu : « [Nothing is] simple equality with itself, complete emptiness, complete absence of determination and content. »²²⁸.

L'objectif de Hegel ici est de démontrer comment l'Être et le Néant, des opposés *purs*, sont en fait tous les deux l'indétermination et le vide immédiat; l'action de penser à l'Être est de penser à rien en particulier et l'action de penser au Néant (ou à rien) est de ne pas penser à aucun être en particulier, les deux sont des pensées vides. L'objectif n'est pas de démontrer comment les deux concepts sont en fait un seul et même concept mais plutôt de réaliser la sursomption de l'opposition entre les deux. Pour Hegel, le processus du *devenir* émerge de cette sursomption. En ce sens, le *devenir* serait le passage de l'Être au Néant (c.-à-d. la cessation) tout autant que le passage du Néant à l'Être (c.-à-d. l'avènement). Ainsi, l'unité des deux concepts ne serait pas causée du fait qu'ils sont identiques mais plutôt par leur auto transformation vers leur opposé : « They do not sublate themselves reciprocally – the one sublating the other externally – but each rather sublates itself in itself and is within it the opposite of itself. »²²⁹.

Selon Hegel, l'ensemble de la réalité est sujet à la sursomption : du vocabulaire d'un enfant qui se trouve à être optimisé par l'émergence de phrases employant trois mots

²²⁷ Hegel, p.59.

²²⁸ Hegel, p.59.

²²⁹ Hegel, p.81.

plutôt que deux – l'enfant supprime son état antérieur dont le vocabulaire était limité à des phrases de deux mots tout en préservant la capacité de formuler de telles phrases – à la transformation des États vers des sociétés plus justes. Toutefois, la sursomption peut aussi agir plus subtilement, soit en transformant simplement notre perception d'un concept ou de sa relation avec d'autres.

Milstein affirme que le RDT n'est pas seulement une norme de non-interférence. Il ne s'agirait pas uniquement que chaque agent puisse pratiquer sa propre tactique ou qu'il soit contraint à en utiliser certaines, mais plutôt de créer des relations de confiance entre les différents acteurs²³⁰. Ainsi, le RDT serait en quelque sorte une sophistication de la contestation. Plutôt que d'être prisonnier d'une perspective selon laquelle la contestation doit se conformer à des revendications et des tactiques identiques pour assurer l'unité de la contestation ou bien être condamnée à l'éparpillement incoordonné d'une multitude de diversités isolées, le RDT permettrait son dépassement. Conceptuellement, l'unité plurielle de la diversité solidaire ferait référence au désir des agents de faire partie d'un *nous* qui n'annihile pas leurs particularités distinctes.

La question serait alors de déterminer comment les agents, ayant non seulement des tactiques mais aussi des objectifs différents, peuvent établir un réseau de coopération (c.-à-d. un nous) qui perdure au fil de la mobilisation. Comment est-ce que le RDT peut prévenir les trahisons des agents étant en position d'atteindre leurs propres objectifs aux dépens de ceux des autres? Comment arriver à unir les réformistes pacifiques et les émeutières radicales dans un nous?

Si l'on se rapporte au principe de solidarité (c.-à-d. la reconnaissance mutuelle), il suppose la capacité pour un agent de se reconnaître dans l'autre. Or il n'est pas évident d'imaginer comment un réformiste pacifique pourrait se reconnaître dans une émeutière radicale, en particulier si cette dernière le dénigre en l'accusant d'être *réactionnaire*. Après tout,

²³⁰ Milstein, Entrevue avec Cindy Milstein.

le réformiste pacifique n'a généralement pas les grands objectifs révolutionnaires soutenus par l'émeutière radicale. En parallèle, l'émeutière radicale n'a pas beaucoup de point en commun avec le réformiste pacifique pour se reconnaître dans celui-ci, en particulier lorsque ce dernier condamne et se dissocie de l'émeutière radicale. Après tout, les demandes du réformiste pacifique sont généralement considérées par l'émeutière radicale comme étant des diachylons sur une artère sectionnée.

Toutefois, cette perspective ne prend pas en compte l'activisme comme étant un cheminement. Or, les agents contestataires ne sont pas complètement fixes, au sens où leurs objectifs et positions peuvent changer au fil du temps et des différentes mobilisations²³¹. Ainsi, plutôt que de voir les images du réformiste pacifiste et de l'émeutière radicale comme étant nécessairement deux agents distincts, ils peuvent aussi être perçu comme étant des différents moments dans le cheminement de la contestation. Ce changement de perspective faciliterait l'identification mutuelle des agents contestataires. Il semble en effet qu'il serait plus facile de se reconnaître dans l'autre si celui-ci représente un différent point dans le parcours contestataire que s'il représente uniquement des objectifs et des tactiques distinctes des nôtres. Dans la perspective pluraliste du RDT, le cheminement activiste n'est pas une ligne qui avance nécessairement dans une seule direction, ainsi, le réformiste pacifique peut se transformer en émeutière radicale et vice-versa. La sophistication apportée par le RDT serait la possibilité que des cheminements contestataires asynchrones soient unis dans une relation de solidarité. Ainsi, le *nous* du RDT constituerait un ensemble hétérogène qui s'auto-transforme. En ce sens, la norme organisationnelle serait une étape dans la sursomption des agents contestataires : « Diversity of tactics lets us structure a different culture. »²³².

²³¹ Della Porta et Diani, *Social Movements*.

²³² Milstein, Entrevue avec Cindy Milstein.

5.3. À retenir

La solidarité semble être l'élément déterminant qui fait en sorte que le RDT n'est pas une simple directive de tolérance. C'est par ce principe qu'une cohésion antiautoritaire entre des agents autonomes semble être possible dans un contexte de contestation sociale. De plus, la capacité de se reconnaître dans l'autre ne contribuerait pas seulement à construire une meilleure compréhension de l'autre et à établir un lien de loyauté avec celui-ci, elle serait également une voie vers une autotransformation de soi. En ce sens, le principe de solidarité serait préfiguratif d'une société plus juste, à condition d'avoir comme définition d'une société juste une société autonome²³³.

233 Voir **Autonomisation** en page 57.

6. Conclusion

Bien que le RDT soit une norme qui émerge d'un mouvement qui a pris fin il y a plus de 10 ans, il demeure présent dans les contestations d'aujourd'hui, au Québec et ailleurs. Il était présent dans l'organisation de la contestation du sommet du G7 à Charlevoix à l'été 2018²³⁴ et dans plusieurs mouvements récents en France²³⁵. On le retrouve même de façon non explicite dans de nouvelles approches contestataires comme les ZAD (Zone d'autonomie définitive) :

« En créant un espace proprement hétérotopique par des pratiques radicalement différentes de la norme urbaine, marchande et policée, les ZAD permettent de devenir un autre, et de rencontrer l'autre. C'est la rencontre avec l'altérité radicale. [...] C'est cette rencontre, qui est souvent une première, entre des subjectivités en lutte très diverses (histoire de vie, capital culturel, moyen d'action, niveau de politisation, etc.), qui donne aussi à la ZAD son caractère hétérotopique ; des personnes se rencontrent alors qu'elles n'auraient jamais dû le faire. » ²³⁶

De plus, malgré que son utilisation prenne de multiples formes selon les réseaux qui l'emploient, celles-ci étant généralement peu claires et régulièrement en désaccord les unes avec les autres, il est néanmoins possible de formuler une définition cohérente et compréhensible du RDT. L'adoption d'une telle définition par les agents contestataires pourrait contribuer à résoudre l'ambiguïté de la norme organisationnelle et favoriser son implantation dans les mouvements de contestation sociale.

Le RDT émerge et s'actualise définitivement en fonction d'une considération d'efficacité. Les mouvements de contestation sociale prennent forme avec l'objectif d'apporter des changements effectifs. Seulement, il semble que le principe d'efficacité ne soit pas une partie intégrante d'une définition cohérente du RDT : d'abord parce que les arguments présents dans le milieu contestataire qui se basent sur le principe d'efficacité ne constituent pas une voie prometteuse pour la justification du RDT et ensuite parce que le

²³⁴ Dupuis-Deri, « Retour sur la diversité des tactiques ».

²³⁵ « Pour la diversité des tactiques ».

²³⁶ Pelenc, « ZAD ou comment s'opposer tout en proposant », p.10.

principe comme tel est potentiellement en conflit avec deux autres principes constitutifs du noyau conceptuel du RDT. Le RDT vise la création et le maintien d'un mouvement préfiguratif d'une société autonome. En ce sens, il pourrait très bien ne pas s'agir d'une norme qui favorise l'atteinte de certains objectifs présent dans un mouvement de contestation. Le *réformiste pacifique* peut légitimement juger que le RDT nuit à l'atteinte de l'objectif de son action constitutionnelle²³⁷, puisqu'il permet à d'autres agents d'employer des tactiques qui peuvent ne pas attirer la sympathie des autorités en place. À l'inverse, l'*émeutière radicale* peut légitimement juger que le RDT nuit à l'atteinte de ses objectifs révolutionnaires, puisqu'il limite en quelque sorte sa liberté d'action individuelle; étant contrainte de se coordonner avec les autres agents. Le RDT pourrait toutefois être le moyen le plus adapté pour permettre la poursuite de l'atteinte de l'ensemble des objectifs des agents contestataires.

En fonction du principe du droit à la révolte et de l'argument de la relativité de la violence, le RDT permettrait aux agents contestataires de remettre en question la structure sociopolitique de leur communauté et de participer activement à sa transformation, en dépit de la résistance pouvant provenir de l'autorité en place. Le RDT embrasse donc pleinement le caractère chaotique de la révolte sociale en proscrivant l'interdiction autant que l'imposition de moyens pour l'action collective; ces actions ont donc la possibilité d'être violentes, non violentes, légales ou illégales. Toutefois, ce principe seul n'est pas suffisant pour réaliser le RDT; on peut très bien s'imaginer un groupe autoritaire et non solidaire ayant une évaluation relative et contextuelle de la violence dans leur sortie des mécanismes institutionnels de réforme.

En fonction du principe antiautoritaire et de l'argument de la décentralisation, le RDT serait un moyen pour les agents contestataires de s'organiser dans l'autonomie, permettant la pluralité des objectifs et des tactiques dans la contestation. Il s'agit d'une approche par réseau, ce qui veut dire que l'organisation et la cohésion d'un mouvement

237 Voir **Action directe** en page 27.

contestataire respectueux de la diversité des tactiques reposent sur la confiance et la coopération entre les agents et non pas sur une structure hiérarchique. Par contre, ni ce principe seul ni combiné au principe du droit à la révolte n'est suffisant pour réaliser le RDT; on peut très bien s'imaginer des groupes antiautoritaires n'ayant aucune considération pour les tactiques et actions des autres groupes dans le mouvement ni des répercussions de leurs propres tactiques sur ceux-ci.

Finalement, en fonction du principe de solidarité et de l'argument de la diversité solidaire, le RDT faciliterait la création de liens de confiance et de loyauté entre les agents, ayant pour effet la solidification de la cohésion du mouvement, tout en favorisant l'autotransformation des agents contestataires. Puisque l'action de condamner publiquement ou de dénoncer aux autorités certains agents nuit généralement à la création de liens de confiance et de coopération entre ceux-ci, ce genre de pratique n'est donc pas admis par le RDT. Cependant, il est plus difficile de s'imaginer comment ce principe pourrait être adopté dans un mouvement où un groupe autoritaire impose une directive de non-violence maximale à l'ensemble des autres groupes.

Il semble donc que l'adoption, à tout le moins partielle, des trois principes (droit à la révolte, antiautoritarisme et solidarité) soit nécessaire pour une justification cohérente de la norme tel que définie en introduction. Ainsi, un mouvement de contestation sociale respecte la norme du RDT si et seulement si :

- L'usage de la violence n'est pas unilatéralement interdit, parce que le mouvement adopte une évaluation relative et contextuelle de la violence qui correspond à une posture de non-violence minimale;
- Aucun groupe ou organisation n'impose de ligne de conduite sur l'ensemble des agents contestataires dans les événements ouverts à toutes et tous, parce que le mouvement adopte une structure organisationnelle décentralisée qui favorise l'autonomie des agents;

- Aucun groupe ou organisation ne condamne publiquement les agissements des autres agents contestataires, parce que le mouvement adopte une culture de solidarité encourageant la reconnaissance mutuelle entre les agents ainsi que leur autotransformation.

Bien entendu, le RDT ne tient pas de la magie; il n'est pas garanti qu'un mouvement qui souscrit au RDT sera en mesure d'apporter des changements sociopolitiques sans comporter de rapports de domination systémique à l'interne ou sans faire face à des conflits irréconciliables entre des agents. Comme le RDT est principalement une norme de coalition, son efficacité est en grande partie une fonction du nombre d'agents qui y adhèrent. Si seulement une mince proportion des agents contestataires souscrit au RDT, les effets de la norme risquent d'être moins importants que si une majorité des agents la revendiquent. Il est aussi possible qu'un mouvement généralement respectueux de la diversité des tactiques soit confronté à une répression sanglante et qu'une faction réfractaire au RDT réussisse à s'imposer comme l'unique interlocuteur auprès de l'autorité en place en se dissociant des autres agents. De plus, on pourrait alléguer qu'en fonction du fait que le RDT émerge principalement de milieux anarchistes, il serait difficile, voire impossible, de le faire adopter en dehors de ces milieux, faisant en sorte que l'idée que la norme puisse être appliquée à l'ensemble d'un mouvement contestataire appartiendrait davantage au domaine de la théorie qu'à celui de la pratique.

Toutefois, au terme du travail de défrichage conceptuel effectué dans le cadre de la présente recherche, il semble en fait que le RDT mobilise plusieurs principes et concepts sur lesquels la pensée anarchiste n'a vraisemblablement pas de monopole; ex. l'efficacité, le droit à la révolte, la solidarité, la sursomption, le respect et la non-violence. De plus, même si le principe antiautoritaire provient directement de l'anarchisme, il mobilise plusieurs concepts partagés par plusieurs autres philosophies politiques, telles que le pluralisme, le réseau et l'autonomie. En ce sens, bien que le RDT peut être légitimement qualifié de norme anarchisante de par ses multiples liens avec cette philosophie, il ne

serait pas nécessairement incompatible avec d'autres courants de pensées, en fonction des principes et concepts qu'il partage avec ceux-ci. De plus, même si le RDT n'est pas une solution miracle pour la coordination des mouvement contestataires, il a le potentiel d'ouvrir des discussions et des réflexions critiques concernant la contestation sociale et les moyens adéquats pour l'effectuer. Bien que déjà présentes dans les milieux contestataires, ces discussions sont généralement entretenues en vase clos, c'est-à-dire entre des activistes partageant plus ou moins les mêmes perspectives et employant des tactiques similaires. Le RDT forcerait en quelque sorte des interactions entre des agents qui ne se côtoient pas en temps normal; c.-à-d. entre le *réformiste pacifique* et l'*émeutière radicale*.

Par ailleurs, il ne semble pas y avoir, à ce jour, de stratégie qui puisse garantir l'atteinte de l'ensemble des objectifs d'un mouvement de contestation sociale, ni de recherche allant dans ce sens. Au contraire, les recherches sur les mouvements sociaux ont généralement tendance à se concentrer sur quelques revendications plutôt que de prendre en compte l'ensemble de celles-ci dans l'analyse de la contestation²³⁸. Il ne serait donc pas raisonnable de s'attendre à ce que le RDT soit une garantie de *l'efficacité du mouvement*. En revanche, il serait approprié d'avoir des attentes en ce qui concerne l'efficacité de la norme organisationnelle à favoriser l'expansion et la diversification des mouvements ainsi que l'autonomie, la cohésion et l'autotransformation des agents dans la contestation sociale.

²³⁸ Brady, *Groupes d'intérêt et mouvements sociaux*.

7. Annexes

Annexe 1 : Index des définitions de principes et concepts

| | |
|---------------------------------------|--------|
| A | |
| Action directe | 27 |
| Antiautoritarisme | 52 |
| Autonomisation | 57 |
| D | |
| Droit à la révolte | 34 |
| E | |
| Efficacité | 18 |
| L | |
| L'effet du flanc radical | 25, 30 |
| N | |
| Non-violence | 39 |
| P | |
| Pluralisme | 54 |
| Préfiguration | 63 |
| R | |
| Radicalisme | 85 |
| Réseau | 55 |
| Respect | 77 |
| S | |
| Solidarité | 73 |
| Sursomption | 87 |
| V | |
| Violence | 38 |

Annexe 2 : Structure théorique du respect de la diversité des tactiques

| | Arguments | | | | | | | | | | |
|-----------|---------------------------|----|-----|-----|----|------|------|-----|-----|------|------|
| Concepts* | | AD | Aut | EFR | NV | Plur | Préf | Rad | Rés | Resp | Viol |
| | Relativité de la Violence | X | X | | X | | | X | | | X |
| | Décentralisation | X | X | | | X | X | | X | | |
| | Diversité Solidaire | X | X | | X | X | X | X | X | X | X |
| | Effectivité Augmentée | X | | X | | X | | | | | |
| | Gestion Efficiente | | | | | X | | | | | |

*AD=Action Directe; Aut=Autonomisation; EFR=Effet du flanc radical; NV=Non-violence; Plur=Pluralisme; Préf=Préfiguration; Rad=Radicalisme; Rés=Réseau; Resp=Respect; Viol=Violence.

8. Bibliographie

- Abrahms, Max. « Why Terrorism Does Not Work ». *International Security* 31, n° 2 (octobre 2006): 42-78. <https://doi.org/10.1162/isec.2006.31.2.42>.
- Amster, Randall. « Anti-Hierarchy ». Dans *Anarchism: A Conceptual Approach*, édité par Benjamin Franks, Nathan Jun, et Leonard Williams, 15-27. Routledge, 2018.
- Anarchist Federation. « INTRODUCTION TO ANARCHIST COMMUNISM », 2013. <http://afed.org.uk/introduction-to-anarchist-communism/>.
- ASSÉ. « Cahier des revendications de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ) », 2014. <http://www.asse-solidarite.qc.ca/wp-content/uploads/2014/09/cahier-des-revendications-derniere-mise-a-jour-avril-2014.pdf>.
- Baillargeon, Normand. *L'ordre moins le pouvoir; histoire et actualité de l'anarchisme*. 3ième. instinct de liberté. Montréal: LUX, 2004.
- Bakunin, Mikhail. « Solidarity in Liberty ». Dans *Bakunin's Writings*, édité par Guy A. Aldred, Modern Publishers., 3. New York, 1947.
- . « What Is Authority? » Mikhail Bakunin Reference Archive, 1871. <https://www.marxists.org/reference/archive/bakunin/works/various/authrty.htm>.
- Basinger, David. « Religious Diversity (Pluralism) ». Dans *The Stanford Encyclopedia of Philosophy*, édité par Edward N. Zalta, Spring 2018. Metaphysics Research Lab, Stanford University, 2018. <https://plato.stanford.edu/archives/spr2018/entries/religious-pluralism/>.
- Bevir, Mark. *A Theory of Governance*, 2013. <https://escholarship.org/uc/item/2qs2w3rb#page-1>.
- . *Key Concepts in Governance*. SAGE, 2008.
- Bishop, Anne. « How to be an Ally ». Dans *Becoming an Ally Breaking the Cycle of Oppression*, 4. Fernwood Publishing, 1994. <http://www.daa.org.uk/uploads/pdf/How%20to%20be%20an%20Ally.pdf>.
- Boykoff, Jules. *Activism and the Olympics: Dissent at the Games in Vancouver and London*. Rutgers University Press, 2014.
- Brady, Jean-Patrick. *Groupes d'intérêt et mouvements sociaux*. Québec: Presses de l'Université Laval, 2016. <http://ebookcentral.proquest.com/lib/usherbrookemgh-ebooks/detail.action?docID=4856801>.
- Bray, Mark. *Translating Anarchy: The Anarchism of Occupy Wall Street*. Winchester, UK Washington, USA: Zero Books, 2013.
- Brownlee, Kimberley. « Civil Disobedience ». Dans *The Stanford Encyclopedia of Philosophy*, édité par Edward N. Zalta, Fall 2017. Metaphysics Research Lab, Stanford University, 2017. <https://plato.stanford.edu/archives/fall2017/entries/civil-disobedience/>.
- Buss, Arnold H. *The psychology of aggression*. New York: Wiley, 1961.
- Butler, Nadia, Zara Quigg, Stephanie Burrows, Alex Butchart, Christopher Mikton, Karen Hughes, et Mark A Bellis. « Violence Info Methodology ». *World Health Organization*, octobre 2017, 48.
- Calvès, Anne-Emmanuèle. « « Empowerment » : généalogie d'un concept clé du discours contemporain sur le développement ». *Revue Tiers Monde* 200, n° 4 (2009): 735. <https://doi.org/10.3917/rtm.200.0735>.
- Carter, Ian. « Positive and Negative Liberty ». Dans *The Stanford Encyclopedia of*

- Philosophy*, édité par Edward N. Zalta, Summer 2018. Metaphysics Research Lab, Stanford University, 2018.
<https://plato.stanford.edu/archives/sum2018/entries/liberty-positive-negative/>.
- Cassitto, Maria Grazia, Emanuela Fattorini, Renato Gilioli, Chiara Rengo, Viviane Gonik, Marilyn A Fingerhut, et World Health Organization. *Raising Awareness of Psychological Harassment at Work: Advice to Health Professionals, Decision Makers, Managers, Human Resources Directors, Legal Community, Unions and Workers*, 2003.
- CLAC-Montréal. « Base d'unité de la CLAC », 2018. https://www.clac-montreal.net/fr/base_unite.
- Cleyre, Voltairine De, et Hippolyte Havel. « Direct Action ». Dans *Selected Works of Voltairine de Cleyre*. Mother earth publishing association, 1914.
- Coady, C. A. J. « The idea of violence ». *Philosophical Papers* 14, n° 1 (1985): 1–19.
- Cohen, Jean L., et Andrew Arato. « Social Movements and Civil Society ». Dans *Civil Society and Political Theory*, 492-563. MIT Press, 1994.
- Commission générale de terminologie et de néologie. « Bulletin officiel n° 4 du 26 janvier 2006 », 26 janvier 2006.
<http://www.education.gouv.fr/bo/2006/4/CTNX0508871K.htm>.
- Conway, Janet. « Civil resistance and the diversity of tactics in the anti-globalization movement: problems of violence, silence, and solidarity in activist politics ». *Osgoode Hall LJ* 41 (2003): 505.
- Côté, Marie-Hélène. « De nouvelles Sorcières ! - Revue À bâbord ! » *À bâbord!*, n° 2 (2003). <https://www.ababord.org/De-nouvelles-Sorcieres>.
- Cunningham, Kathleen Gallagher, et Emily Beaulieu. « Dissent, Repression and Inconsistency ». Dans *Rethinking violence: states and non-state actors in conflict*, édité par Belfer Center for Science and International Affairs, Erica Chenoweth, et Adria Lawrence. Belfer Center studies in international security. Cambridge, MA: MIT Press, 2010.
- Curtis, David Ames, éd. *The Castoriadis Reader*. Traduit par David Ames Curtis. Blackwell Readers. Oxford ; Cambridge, Mass: Blackwell Publishers, 1997.
- Davis, Zachary, et Anthony Steinbock. « Max Scheler ». Dans *The Stanford Encyclopedia of Philosophy*, édité par Edward N. Zalta, Fall 2016. Metaphysics Research Lab, Stanford University, 2016.
<https://plato.stanford.edu/archives/fall2016/entries/scheler/>.
- Della Porta, Donatella, et Mario Diani. *Social Movements: An Introduction*. 2nd ed. Malden, MA: Blackwell Publishing, 2006.
- Dillon, Robin S. « Respect ». Dans *The Stanford Encyclopedia of Philosophy*, édité par Edward N. Zalta, Spring 2018. Metaphysics Research Lab, Stanford University, 2018. <https://plato.stanford.edu/archives/spr2018/entries/respect/>.
- Doreian, Patrick, et Thomas J. Fararo. *The Problem of Solidarity: Theories and Models*. Routledge, 2012.
- Dryden, Jane. « Autonomy ». Dans *Internet Encyclopedia of Philosophy*, 2018.
<https://www.iep.utm.edu/autonomy/>.
- Duhamel, Philippe. « Qui ». *Résistance civile • org*, 2018.
<http://www.resistancecivile.org/>.
- Duhamel, Philippe, et Dave Martin. « Diversity of Tactics: What does it mean? »

- Greenpeace Canada (blog), 16 juin 2010.
<http://www.greenpeace.org/canada/en/blog/Blogentry/diversity-of-tactics-what-does-it-mean/blog/12092/>.
- Dupuis-Déri, Francis. *Les black blocs: la liberté et l'égalité se manifestent*. Nouvelle édition augmentée. Instinct de liberté 3. Montréal, Québec: Lux, 2016.
- Dupuis-Déri, Francis. « Penser l'action directe des Black Blocs ». *Politix* 17, n° 68 (2004): 79-109. <https://doi.org/10.3406/polix.2004.1639>.
- . « Retour sur la diversité des tactiques ». *Le Journal des Alternatives*, juillet 2018. <http://journal.alternatives.ca/spip.php?article8445>.
- Fédération des Femmes du Québec. « Déclaration de principes – FFQ ». Fédération des Femmes du Québec, 2015. <http://www.ffq.qc.ca/a-propos/qu%e2%80%99est-ce-que-la-ffq/declaration-de-principe/>.
- . « En route vers le Rassemblement pancanadien des jeunes féministes! » *Le Féminisme en Bref*, 2008. <http://www.ffq.qc.ca/wp-content/uploads/2011/04/FEB-jeunes.pdf>.
- Feigenbaum, Anna. « Death of a Dichotomy: Tactical Diversity and the Politics of Post-Violence ». *Upping the Anti*, n° 5 (2007). <http://uppingtheanti.org/journal/article/05-death-of-a-dichotomy/>.
- Ferdman, Avigail, et Margaret (Peggy) Kohn. « The Theory and Politics of Solidarity and Public Goods ». *Critical Review of International Social and Political Philosophy*, 5 novembre 2017, 1-8. <https://doi.org/10.1080/13698230.2017.1398856>.
- Fiala, Andrew. « Pacifism ». Dans *The Stanford Encyclopedia of Philosophy*, édité par Edward N. Zalta, Fall 2018. Metaphysics Research Lab, Stanford University, 2018. <https://plato.stanford.edu/archives/fall2018/entries/pacifism/>.
- Figueroa, Alyssa. « Meet the Badass Activist Collective Bringing Direct Action Back to Black Communities ». *AlterNet*, 11 février 2015. <https://www.alternet.org/activism/meet-badass-activist-collective-bringing-direct-action-back-black-communities>.
- Forst, Rainer. « Toleration ». Dans *The Stanford Encyclopedia of Philosophy*, édité par Edward N. Zalta, Fall 2017. Metaphysics Research Lab, Stanford University, 2017. <https://plato.stanford.edu/archives/fall2017/entries/oleration/>.
- Fradet, Pierre-Alexandre. « Yvon Gauthier, Hegel : introduction à une lecture critique, Québec, Presses de l'Université Laval, coll. « Logique de la science », 2010, 105 p. » *Philosophiques* 38, n° 2 (2011): 627. <https://doi.org/10.7202/1007473ar>.
- Franks, Benjamin. « Prefiguration ». Dans *Anarchism: A Conceptual Approach*, édité par Nathan Jun et Leonard Williams, 28-43. Routledge, 2018.
- . « The Direct Action Ethic ». *Anarchist Studies* 11, n° 1 (2003): 13-41.
- Franks, Benjamin, Nathan Jun, et Leonard Williams, éd. *Anarchism: A Conceptual Approach*. Routledge, 2018.
- Fuchs, Christian. « Antiglobalization | Social Movement ». Dans *Encyclopedia Britannica*, 10 décembre 2015. <https://www.britannica.com/event/antiglobalization>.
- Galtung, Johan. « Violence, Peace, and Peace Research ». *Journal of Peace Research* 6, n° 3 (1969): 167-91. <http://www.jstor.org/stable/422690>.
- Garner, John V. « Cornelius Castoriadis (1922—1997) ». Dans *Internet Encyclopedia of Philosophy*, 2018. <https://www.iep.utm.edu/castoria/#H4>.

- Gelderloos, Peter. *The Failure of Nonviolence*. Left bank books. Seattle Washington, 2016.
- Gilbert, Bruce. « Hegel PHI 263-05 ». Seminar, Bishop's University, Automne 2017.
- Gordon, Uri. « Anarchism and Political Theory: Contemporary Problems ». PhD Thesis, University of Oxford, 2007.
- . *Anarchy Alive!: Anti-Authoritarian Politics From Practice to Theory*. Pluto Press, 2015. <https://doi.org/10.2307/j.ctt18fsb5d>.
- . « Prefigurative Politics between Ethical Practice and Absent Promise ». *Political Studies* 66, n° 2 (mai 2018): 521-37. <https://doi.org/10.1177/0032321717722363>.
- Government of Canada, Public Works and Government Services Canada. « Effectif, Ive / Effectivité / Efficace / Efficacité / Efficience / Efficient, Ente - Entrées Commençant Par E - Juridictionnaire - TERMIUM Plus® - Translation Bureau », 8 octobre 2009.
https://www.btb.termiumplus.gc.ca/tpv2guides/guides/juridi/index-eng.html?lang=eng&lettr=indx_catlog_e&page=9BDkX3TldFmE.html.
- Graeber, David. *Fragments of an Anarchist Anthropology*. Paradigm 14. Chicago: Prickly Paradigm Press : Distributed by University of Chicago Press, 2004.
- . « Twilight of Vanguardism », 10. Brentwood, NY: theanarchistlibrary.org, 2003.
- Haines, Herbert H. « Black Radicalization and the Funding of Civil Rights: 1957-1970 ». *Social Problems* 32, n° 1 (octobre 1984): 31-43. <https://doi.org/10.2307/800260>.
- Heath, Renee Guarriello, Courtney Vail Fletcher, et Ricardo Munoz. *Understanding Occupy from Wall Street to Portland: Applied Studies in Communication Theory*. Lexington Books, 2013.
- Hegel, Georg Wilhelm Friedrich. *The Science of Logic*. Cambridge University Press, 1832_2010.
- Heydt, Colin. « Mill, John Stuart ». Dans *Internet Encyclopedia of Philosophy*, 2018. <https://www.iep.utm.edu/milljs/>.
- Hudson, Stephen D. « The Nature of Respect ». *Social Theory and Practice* 6, n° 1 (1980): 69-90. <http://www.jstor.org/stable/23557720>.
- Hundert, Alex. « In defence of the diversity of tactics ». *A-Infos*, 2010. <http://www.ainfos.ca/10/mar/ainfos00010.html>.
- Hurl, Chris. « Anti-Globalization and “Diversity of Tactics” ». *Upping the Anti*, n° 1 (janvier 2006): 54-67.
- . « Diversity of Tactics: Coalescing as New Combinations ». M.A., University of Victoria (Canada), 2005.
<http://search.proquest.com/docview/305411291/abstract/DDF197AD579A447FPQ/1>.
- Keefer, Tom. « The Anti-G8 Protests in Calgary: Some Contributions to a Critique of the Anti-Globalization Movement ». *A-Infos*, 2002. <http://www.ainfos.ca/02/jul/ainfos00122.html>.
- Lanthier, Stéphanie. « POL-111 Femmes et politique ». Cours premier cycle universitaire, Université de Sherbrooke, automne 2016.
- Larousse, Éditions. « Définitions : *hiérarchie - Dictionnaire de français Larousse », 2018. https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/_hi%C3%A9rarchie/39927.
- . « Définitions : radicalisme ». Dictionnaire en ligne. Dictionnaire de français Larousse, 2018. <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/radicalisme/65994>.

- . « Radicalisme ». Encyclopédie en ligne. Encyclopédie Larousse en ligne, 2018.
<http://www.larousse.fr/encyclopedia/divers/radicalisme/85204>.
- Lazar, Hillary. « Intersectionality ». Dans *Anarchism: A Conceptual Approach*, édité par Benjamin Franks, Nathan Jun, et Leonard Williams, 157-74. Routledge, 2018.
- Le Coadic, Ronan. « L'autonomie, illusion ou projet de société ? » *Cahiers internationaux de sociologie* 121, n° 2 (2006): 317.
<https://doi.org/10.3917/cis.121.0317>.
- L'écuyer, David. « «PACIFLICS», DIVERSITÉ DES TACTIQUES ET CONTRE-ATTAQUES FÉMINISTES : ANALYSE DES ALTERCATIONS ENTRE MANIFESTANT-E-S DURANT LA GRÈVE ÉTUDIANTE QUÉBÉCOISE DE 2012 ». Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, 2017.
<https://archipel.uqam.ca/11057/1/M15356.pdf>.
- Lee, Bandy X. « Causes and Cures I: Toward a New Definition ». *Aggression and Violent Behavior* 25 (novembre 2015): 199-203.
<https://doi.org/10.1016/j.avb.2015.10.004>.
- . « Causes and Cures VII: Structural Violence ». *Aggression and Violent Behavior* 28 (mai 2016): 109-14. <https://doi.org/10.1016/j.avb.2016.05.003>.
- Lenin, Vladimir Ilyich. « III : POLITIQUE TRADE-UNIONISTE ET POLITIQUE SOCIAL-DEMOCRATE ». Dans *Que faire?*, 1902.
<https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1902/02/19020200o.htm>.
- Lincoln, Nicola Denham, Cheryl Travers, Peter Ackers, et Adrian Wilkinson. « The Meaning of Empowerment: The Interdisciplinary Etymology of a New Management Concept ». *International Journal of Management Reviews* 4, n° 3 (septembre 2002): 271-90. <https://doi.org/10.1111/1468-2370.00087>.
- Locke, John. *Traité du gouvernement civil*. Les classiques des sciences sociales. Jean-Marie Tremblay et Bibliothèque Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi, 1690.
http://classiques.uqac.ca/classiques/locke_john/traite_du_gouvernement/traite_du_gouv_civil.pdf.
- Lorenzo, Raymond. « About ». Diversityoftactics.org, 7 avril 2015.
<https://diversityoftactics.org/about/>.
- Makkeel, Rudolf. « Wilhelm Dilthey ». Dans *The Stanford Encyclopedia of Philosophy*, édité par Edward N. Zalta, Fall 2016. Metaphysics Research Lab, Stanford University, 2016. <https://plato.stanford.edu/archives/fall2016/entries/dilthey/>.
- Mandel, Ernest. « Trotsky's Conception of Self-Organisation and the Vanguard (1989) ». *Quatrième Internationale*, n° 36 (1989): 35-49.
<https://www.marxists.org/archive/mandel/1989/11/vanguard.htm>.
- Manfredonia, Gaetano. *Histoire mondiale de l'Anarchie*. ARTE Éditions/ Éditions Textuel. Paris, 2014.
- Marcellus, Olivier. « Peoples' Global Action: The Grassroots Go Global ». Dans *We Are Everywhere: The Irresistible Rise of Global Anticapitalism*, édité par Notes From Nowhere, 97-101. New York: Verso, 2003.
http://library.uniteddiversity.coop/More_Books_and_Reports/WeAreEverywhere.pdf.
- Marshall, Peter. *Demanding the Impossible: A History of Anarchism*. PM Press, 2009.
- Marteu, Elisabeth. « Des usages de l'empowerment, du genre et du féminisme dans les

- associations de femmes bédouines du Néguev (Israël) ». *Cultures & Conflits*, n° 83 (30 décembre 2011): 57-77. <https://doi.org/10.4000/conflits.18192>.
- Marx, Karl. « *Das Kapital* » und *Vorarbeiten*. *Capital: a critical analysis of capitalist production*. London: Dietz, 1887_1990.
- Marx, Karl, et Frederick Engels. *Manifesto of the Communist Party*. Traduit par Samuel Moore, 1848.
- Mason, Elinor. « Value Pluralism ». Dans *The Stanford Encyclopedia of Philosophy*, édité par Edward N. Zalta, Spring 2018. Metaphysics Research Lab, Stanford University, 2018. <https://plato.stanford.edu/archives/spr2018/entries/value-pluralism/>.
- McKitterick, Molly. « Frustration Lies Behind “Black Lives Matter” ». VOA, 2015. <https://www.voanews.com/a/frustration-lies-behind-black-lives-matter/2915526.html>.
- McLaughlin, Paul. *Anarchism and authority: a philosophical introduction to classical anarchism*. Ashgate new critical thinking in philosophy. Aldershot, Hants, England ; Burlington, VT, USA: Ashgate Pub. Company, 2007.
- Merriam-Webster. « Definition of RADICAL ». Dictionnaire en ligne. Merriam-Webster.com, 2018. <https://www.merriam-webster.com/dictionary/radical>.
- . « Definition of RADICALISM ». Dictionnaire en ligne. Merriam-Webster.com, 2018. <https://www.merriam-webster.com/dictionary/radicalism>.
- Milstein, Cindy. Entrevue avec Cindy Milstein. Audio, 27 mai 2018.
- . « Reclaim the Cities: From Protest to Popular Power ». *Perspectives on Anarchist Theory*, fall 2000. <http://www.cwmorse.org/archives/perspectives.on.anarchist.theory.vol4.no2.fall2000.pdf>.
- . « Solidarity, as Weapon and Practice, versus Killer Cops and White Supremacy (Revised Version) ». *Outside the Circle* (blog), 21 octobre 2015. <https://cbmilstein.wordpress.com/2015/10/21/solidarity-as-weapon-and-practice-versus-killer-cops-and-white-supremacy-revised-version/>.
- Morreall, John. « The Justifiability of Violent Civil Disobedience ». Dans *Civil Disobedience in Focus*, édité par Hugo Adam Bedau, 130-43. London; New York: Routledge, 2002. <http://site.ebrary.com/id/10070671>.
- Nagler, Michael N. *The Nonviolence Handbook: A Guide for Practical Action*. First edition. San Francisco, CA: Berrett-Koehler Publishers, Inc, 2014.
- Nelson, Stanley. *The Black Panthers: Vanguard of the Revolution*. Documentaire. FIRELIGHT FILMS, 2015. http://independentlens.s3.amazonaws.com/1700/black-panthers/Black-Panthers_Discussion-Guide.pdf.
- Notes From Nowhere, éd. *We Are Everywhere: The Irresistable Rise of Global Anticapitalism*. New York: Verso, 2003. http://library.uniteddiversity.coop/More_Books_and_Reports/WeAreEverywhere.pdf.
- OECD. *Evaluating Public Participation in Policy Making*. OECD Publishing, 2005.
- Office québécois de la langue française. « efficacité », 2003. http://gdt.oqlf.gouv.qc.ca/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=8379890.
- . « efficience », 2006.

- http://www.gdt.oqlf.gouv.qc.ca/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=8379888.
- Paley, William. *The Principles of Moral and Political Philosophy*. West and Richardson, No. 75, Cornhill, T.W. White, printer, 1815.
- Pedersen, Nikolaj Jang Lee Linding, et Cory Wright. « Pluralist Theories of Truth ». Dans *The Stanford Encyclopedia of Philosophy*, édité par Edward N. Zalta, Winter 2018. Metaphysics Research Lab, Stanford University, 2018. <https://plato.stanford.edu/archives/win2018/entries/ruth-pluralist/>.
- Pelenc, Jérôme. « ZAD ou comment s’opposer tout en proposant ». *Barricade*, Analyse et études, 2017, 16. http://www.barricade.be/sites/default/files/publications/pdf/2017-zad_ou_comment_s_opposer_tout_en_proposant_0.pdf.
- Peoples Global Action. « PGA Hallmarks », 2001. <https://www.nadir.org/nadir/initiativ/agp/en/>.
- . « www.agp.org | Peoples Global Action - PGA », 3 janvier 2009. <https://www.nadir.org/nadir/initiativ/agp/en/>.
- Perspective monde. « Démocratie: indice global | 2015 | -Monde | Carte et graphique ». Outil pédagogique des grandes tendances mondiales depuis 1945. Perspective monde, 2015. <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/stats/0/2015/fr/9/carte/EIU.DEMO.GLOBAL/x.html>.
- Pieret, Denis. « Efficacité et efficience selon François Jullien ». *Dissensus*, 3 avril 2011. <https://popups.uliege.be:443/2031-4981/index.php?id=1151>.
- « Pour la diversité des tactiques ». Un site d’infos anticapitaliste, anti-autoritaire et révolutionnaire. Paris-luttes.info, mars 2018. <https://paris-luttes.info/pour-la-diversite-des-tactiques-9715>.
- Proudhon, Pierre-Joseph. *QU’EST-CE QUE LA PROPRIÉTÉ ?*, 1840.
- Rancourt, Denis G. « Against diversity of tactics, in support of direct action ». Local Independent News. *Toronto Media Co-op* (blog), 28 août 2010. <http://toronto.mediacoop.ca/blog/denis-rancourt/4539>.
- Resist G20. « Pittsburgh Principles ». *Studentpowerinthe face of empire’s Blog* (blog), 29 juillet 2009. <https://studentpowerinthe face of empire.wordpress.com/pittsburgh-principles/>.
- Revolutionary Anti-Capitalist Bloc. « Final “REVOLUTIONARY ANTI-CAPITALIST BLOC” statement ». *A-Infos*, 2000. <http://www.ainfos.ca/00/apr/ainfos00228.html>.
- Rolfé, Gary. « Nonessentialism ». Dans *The SAGE Encyclopedia of Qualitative Research Methods*, 558-61. Thousand Oaks: SAGE Publications, Inc., 2008. <https://doi.org/10.4135/9781412963909>.
- Rousseau, Juliette. « La non-violence doit accepter la pluralité des formes de lutte ». Reporterre, le quotidien de l’écologie, 2016. <https://reporterre.net/La-non-violence-doit-accepter-la-pluralite-des-formes-de-lutte>.
- Russell, Gillian. « Logical Pluralism ». Dans *The Stanford Encyclopedia of Philosophy*, édité par Edward N. Zalta, Winter 2016. Metaphysics Research Lab, Stanford University, 2016. <https://plato.stanford.edu/archives/win2016/entries/logical-pluralism/>.
- Sabaneev, Leonid, et S. W. Pring. « A Conductorless Orchestra ». *The Musical Times* 69,

- n° 1022 (1 avril 1928): 307. <https://doi.org/10.2307/916271>.
- Schneider, Nathan. « What “diversity of tactics” really means for Occupy Wall Street ». *Waging Nonviolence* (blog), 19 octobre 2011. <https://wagingnonviolence.org/feature/what-diversity-of-tactics-really-means-for-occupy-wall-street/>.
- Schoen, Sophie. « Actions et diversité des tactiques ». Présenté à l’Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante dans le cadre du Congrès d’orientation du 25 au 28 novembre 2005, 23 novembre 2005.
- Scholz, Sally J. *Political Solidarity*. Penn State Press, 2008.
- Schweickart, David. *After Capitalism*. Rowman & Littlefield, 2011.
- Sharp, Gene. *La force sans la violence*. Harmattan, 2009.
- SITT-IWW. « Préambule ». Syndicat Industriel des Travailleurs et Travailleuses de Montréal, 2018. <https://sitt.iww.org/a-propos/preambule/?lang=en>.
- Smart, Brian. « Defining Civil Disobedience ». Dans *Civil Disobedience in Focus*, édité par Hugo Adam Bedau, 189-212. London; New York: Routledge, 2002. <http://site.ebrary.com/id/10070671>.
- Starhawk. « Tactiques pour le mouvement altermondialiste, Tactics for the Anti-Capitalist Movement ». Traduit par Anne Querrien. *Multitudes*, n° 50 (19 septembre 2012): 193-98. <https://doi.org/10.3917/mult.050.0193>.
- . *Webs of Power: Notes from the Global Uprising*. New Society Publishers, 2010.
- Stephan, Maria J., et Erica Chenoweth. « Why civil resistance works: The strategic logic of nonviolent conflict ». *International security* 33, n° 1 (2008): 7–44.
- Thompson, A. K. *Black Bloc, White Riot: Anti-Globalization and the Genealogy of Dissent*. AK Press, 2010.
- Thoreau, Henry David. « Walden. 1854 ». Ed. J. Lyndon Shanley. *Princeton: Princeton UP*, 1971.
- Toujours RebELLES. « Manifeste du Rassemblement pancanadien des jeunes féministes », 13 octobre 2008. <http://ancien.asse-solidarite.qc.ca/documents/fr/actualites/Manifeste%20du%20Rassemblement%20pancanadien%20des%20jeunes%20f%C9ministes.pdf>.
- Walia, Harsha. « Letter to Occupy Together Movement ». Dans *Dreaming in Public: Building the Occupy Movement*, par Amy Lang et Daniel Lang/Levitsky, 164-70. New Internationalist, 2012.
- . *Undoing Border Imperialism*. AK Press, 2014.
- Ward, Colin. *Anarchism: A Very Short Introduction*. OUP Oxford, 2004.
- Zinn, Howard. *Disobedience and Democracy: Nine Fallacies on Law and Order*. South End Press, 1968.